



DOSSIER AFROCENTRICITY THINK TANK

AFRIQUE – ETATS-UNIS¹, 55 pages

SOPHISME TRUMPISME, PROTEXPANSIONNISME ET L' AFRIQUE

Imprévisibilité, ingérence, alignement, sanction, transaction, et/ou annexion

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO
Directeur général, Afrocentricity Think Tank
yeamaizo@afrocentricity.info
5 mars 2025

Dans un monde multipolaire, les Etats-Unis du Président Trump tentent de rétablir un semblant de monde unipolaire. Sauf que la démarche rencontre des résistances importantes, y compris de la part des alliés historiques des Etats-Unis, y compris bien sûr en Afrique. En effet, dans le cadre d'une rupture inédite à la « Trump » du fonctionnement asymétrique, ségrégationniste et réglé sur des décisions prises dans la période d'après-guerre de 1939-1944, on assiste à une refondation de la gouvernance mondiale à partir d'une politique héritée du machiavélisme.

Si les dirigeants africains souverains n'avaient pas d'existence propre dans les années de l'après-guerre, 75 ans après les indépendances africaines des années 1960, les dirigeants des secteurs, public comme privé, de l'Afrique contemporaine, peinent à s'organiser pour créer leur capacité d'influence et de nuisance, apparemment le seul instrument permettant de traiter d'égal à égal dans un monde interdépendant, où certains sont plus dépendants que d'autres.

1. PROTEXPANSIONNISME ET SURENCHÈRE : DE LA GOUVERNANCE MONDIALE MACHIAVÉLIQUE

La politique héritée du machiavélisme est basée sur une représentation du *sophisme* où provocation, agressivité, illusion, erreur, aberration, paralogisme, non-sens et controverse s'entremêlent pour former un « *sophisme trumpiste* » difficile à caractériser car dynamique et pragmatique et souvent cynique. C'est lourdement se tromper de croire qu'il ne s'agirait que de réactions impulsives ou d'imprévisibilités, au contraire, il s'agit d'une forme d'institutionnalisation unilatérale de l'échange inégal par les Etats-Unis.

Le but affiché est connu : « *America First* » ! La diversité des moyens pour atteindre ce but est, jour après jour, en train d'être révélée au monde et apporte son lot de surprises pour ceux qui n'avaient pas suivi les annonces de Donald Trump. En fait, il est question de tout ce qui peut ressembler, de près ou de loin, à de l'ingérence, à de l'alignement sollicité ou non, à des sanctions, à des transactions et/ou à des annexions. Autrement dit, ce qui peut être caractérisé de « *sophisme trumpiste* » repose sur un principe attribué à Nicolas Machiavel à savoir : « *la fin justifie les moyens* », une conclusion non écrite tirée de son ouvrage « *Le Prince*² », daté du début du 16^e siècle. Ouvrage dans lequel, sans scrupules, sont donnés des conseils sur la manière d'acquérir et de conserver le pouvoir par n'importe quel moyen, y compris de manière immorale, dès lors qu'il s'agit d'atteindre les objectifs politiquement avantageux.

Cinq siècles plus tard Donald Trump n'invente rien de nouveau. Il se comporte comme un disciple de Machiavel, même si l'on peut douter qu'il ait lu *Le Prince* en regard des témoignages d'une culture approximative. Le « *sophisme trumpiste* » est une forme moderne, peut-être même avant-gardiste, de l'application de cette doctrine à l'échelle mondiale par les tenants actuels du pouvoir aux Etats-Unis. Pour ce faire, il s'appuie sur sa capacité d'influence et de nuisance fondée sur la force militaire et médiatique. L'usage outrancier de l'intimidation, de la manipulation, du mensonge, de la ruse, et de la soumission servent de fondement pour toutes les formes « *deals* », les fameux d'arrangements transactionnels, partenariaux ou pas, qui permettent à Donald Trump et ses affidés, de « *faire de l'argent* », de s'enrichir, de parvenir au pouvoir, et surtout de se maintenir au pouvoir. Cela se fait sans aucun respect :

- d'une part, pour la morale culturelle et culturelle communément acceptée ; et



- d'autre part, de l'autre dès lors que ce dernier ne peut offrir une capacité d'influence et de nuisance.

Le « *sophiste trumpiste* » se positionne au-dessus des règles du droit communément admises, nationales et internationales, reléguant les institutions censées les faire respecter, démocratiques ou pas, au rang de simples canaux d'application de ces décisions unilatérales.

Donald Trump est en train de structurer une autorité supérieure, condescendante et peut-être supra-légitime au niveau mondial. Il ne peut que s'accommoder de « *subalternes* », à moins de pouvoir démontrer une capacité d'influence et de nuisance, égale ou supérieure. La nouvelle devise de la diplomatie du *sophisme trumpiste* pourrait être : « cause toujours, la caravane « Trump » passe ». Il suffit de la transposer aux dirigeants européens pour comprendre comment ces derniers se comportaient, -et peut-être encore aujourd'hui-, à l'égard de certains dirigeants africains... Or, face à la Chine et à la Russie, cette devise disparaît ou se transforme et mue pour devenir : « Faisons un « *deal* » ou une « *transaction* » immédiatement ou à terme, en effet la caravane Trump « *deal* », passe toujours, et tant pis pour ceux qui n'ont rien compris, la surenchère suivra, et les sanctions aussi ! ». Face aux tarifs douaniers exorbitants de Donald Trump, les pays à capacité d'influence et de nuisance comme la Chine ont réagi avec une réciprocité équivalente et immédiate³.

Seule cette « *qualité* » du « *dealer* » disposant d'une capacité d'influence et de nuisance permet de traiter d'égal à égal avec Donald Trump et ses lobbies de multimilliardaires. Est-ce à dire que les multimilliardaires africains, chefs d'Etat comme dirigeants d'entreprises, vont rejoindre la galaxie du sophisme trumpiste ? Rien n'est moins sûr ! En effet, les « *oligarques* » multimillionnaires⁴ de toutes nationalités, notamment russes ou ceux d'ailleurs sont déjà activement sollicités. L'émergence en « *politique* » d'oligarques américains notamment les géants de la Silicon Valley, incarnés par les dirigeants des GAFAM, dont Google, Apple, Facebook, Meta, Amazon et Microsoft par exemple, sont en train de redéfinir les rapports incestueux entre l'Etat et le monde des affaires, soulevant des questions capitales non pas de l'équilibre des pouvoirs aux États-Unis, mais le nouvelle géopolitique des pouvoirs d'un réseau d'Etats alliés à des oligarques étrangers, alignés sur le protexpansionnisme.

Malheureusement, le sophisme machiavéliste est déjà présent en Afrique, héritage de l'esclavage et de l'exploitation et de l'usurpation du sol, du sous-sol et du travail gratuit des Noirs. Le Peuple africain n'est pas au courant, mais cela va se savoir rapidement car il s'agit d'un réseau où l'affichage partisan est de mise. Il y a bien une oligarchie mondialiste qui partage en commun la philosophie du « *sophisme trumpiste* », que le terme d'extrême droite ne suffit pas à qualifier.

La vérité, la justice, la solidarité et l'éthique, valeurs fondamentales de l'Afrique ancestrale et de la Maât⁵ sont jetées aux orties. En cela, le sophisme trumpiste va plus diviser l'Afrique des dirigeants que l'Afrique des peuples. Alors, il faut brouiller les pistes. L'imprévisibilité, l'opportunisme, la forfaiture, les infidélités, moulinés dans un manichéisme militant en sont les ingrédients privilégiés. L'application de tels concepts déviants comme les éléments fondateurs d'une gouvernance mondiale machiavélique pourrait aboutir, plus rapidement que l'on y pense, à une gouvernance du monde dominée en surplomb par une oligarchie de dirigeants multimillionnaires alternant, dans une sorte de va et vient, entre le pouvoir politique à la tête des Etats et le pouvoir technologique, économique et financier à la tête d'entreprises transnationales. Or, c'est dans le domaine des échanges internationaux et donc du commerce mondial que la rupture *trumpiste* va s'opérer. Une rupture des valeurs éthiques et de droit international au profit des valeurs de machiavéliques de non-droit.

Le *sophisme trumpiste* repose sur ce qu'il convient de dénommer le Protexpansionnisme. Il s'agit de l'alliance entre le libre-échange et le protectionnisme au service de l'expansionnisme. Chacun aura remarqué qu'il n'est plus question d'échanger, encore moins de le faire librement selon une régulation. Il n'y a donc plus de « *libre-échange* ». La neutralisation de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) par l'Administration Trump 1.0 et Trump 2.0 servira de preuve de la justesse de l'analyse d'Afrocentricity Think Tank. Sans la mise en mouvement d'actions de résistance à la mesure des enjeux, la neutralisation d'autres institutions ne tardera pas, comme par exemple, celle de la Cour Internationale de Justice, sauf si ces institutions ne traitent pas des Etats-Unis, de leurs ressortissants ou agissent en faveur des Etats-Unis⁶. Au demeurant, la neutralisation pourrait ressembler à une prise de contrôle de la direction de ces institutions en s'impliquant dans le choix des nouveaux dirigeants plus compatibles avec le protexpansionnisme.



Le *sophisme trumpiste* repose sur la manipulation et la tromperie tant dans la rhétorique que dans la communication. Dès lors que l'autre est considéré comme un adversaire, tous les moyens sont bons pour obtenir des résultats conformes à la « nouvelle » vision du monde des sophistes trumpistes. L'intimidation, la peur, l'influence de l'opinion des gens ordinaires, le passage en force et l'humiliation de l'autre, sont hissés au rang de valeurs de séduction inversée grâce à la simplification systématique, si possible hors contexte historique réel.

Dans le *sophisme trumpiste*, le « manichéisme » se résume à tout réduire à la position « avec ou contre ». Les généralisations qui se révèlent souvent fausses sont des pratiques qui en politique déboussolent et déstabilisent. Mais n'est-ce pas le but recherché, non seulement par Donald Trump, mais de longue date par toute l'oligarchie techno-financière qui l'a porté au pouvoir ?

Face à ce genre de réseaux disposant d'une capacité de nuisance forte, que valent et que pèsent les dirigeants africains qui vivent dans les pays que Trump a traité de « pays de merde » ? Pourtant, c'est justement dans ces mêmes « pays de merde » où le Président Trump a du mal à empêcher le départ de ses bases militaires, que les multinationales des Etats-Unis viennent récupérer des matières premières essentielles pour l'économie américaine et surtout tentent de contrôler les données de plusieurs pays africains en soutenant et finançant indirectement le projet « Starlink » d'Elon Musk, le Président-bis ou l'alter-ego de Donald Trump ? *Starlink*, une initiative privée de la société SpaceX d'Elon Musk vise, en principe, à fournir un accès à Internet haut débit partout dans le monde, et surtout en Afrique, grâce à une constellation de satellites en orbite basse. En réalité, il est surtout question de contrôler toutes les données entrant et sortant de l'Afrique.

La gouvernance américaine, passe-t-elle par la promotion d'une double identité distincte dans le corps de deux personnes distinctes afin de permettre d'utiliser l'argent du contribuable, américain et non-américain, grâce entre autres aux taxes douanières unilatérales ? Le secteur privé multimilliardaire qui a supporté Donald Trump et très largement contribué financièrement à sa campagne présidentielle, cherche-t-il à tirer les dividendes de l'argent collecté et utiliser le pouvoir de l'Etat américain comme effet de levier d'un secteur privé américain qui compte « faire d'abord de l'argent » à son profit exclusif avant de se soucier de tous ruissellements hypothétiques vers les gens ordinaires ? Face à des approches unilatérales, souvent innovatives, que doivent comprendre les dirigeants africains face aux « fake news » ? À quoi doivent-ils s'attendre ? Que peuvent-ils faire ? Faut-il s'organiser collectivement ou en rangs dispersés comme d'habitude en Afrique ? Faut-il le faire dans des cénacles entre dirigeants africains sans l'aval des Peuples ? Qui sont ces chefs d'Etat qui se sont déjà alignés sur le « *sophisme trumpiste* », peut-être même avant l'arrivée de Donald Trump ? Ne s'agirait-il pas en fait d'un « *sophisme machiavélique* » ?

Au-delà, certains dirigeants africains ne s'évertuent-ils pas à préserver le « *statu quo* » non efficace des approches nationales face à des pays ou régions à capacité d'influence forte ? Le temps n'est-il pas venu de secouer le « *cocotier* » en prenant conscience que derrière les facéties spectaculaires du Président Trump, il y a une véritable stratégie de déstabilisation des uns, de négociation avec d'autres, dès lors qu'il s'agit de faire du business à court ou à moyen-long terme ? Est-ce que Donald Trump va déstabiliser l'Afrique ou va-t-il finir par faire des « *deals* » avec les « *pays de merde* » ? La réponse tient dans la maîtrise de l'imprévisibilité de Donald Trump adossée à sa capacité de nuisance et sa capacité d'influence forte. Mais, l'Afrique collectivement, et à fortiori individuellement, ne dispose-t-elle pas que d'une capacité d'influence faible ? Que faire ? Se laisser séduire par Donald Trump et ses oligarchies multimillionnaires ? Et que doit faire le dirigeant africain si les alliances transactionnelles finissent en alliances tripartites, Etats-Unis, Russie et dirigeants africains acquis à la cause du *sophisme trumpiste* sur le sol africain ? Les réponses sont imprévisibles.

Aussi, est-il préférable de s'armer de l'outil de la compréhension des instruments du Protexpansionnisme utilisé par Donald Trump pour mieux tirer sa patate douce du feu ! Les formes de la séduction inversée consistent à attirer ceux qui décident de rejoindre la constellation du Protexpansionnisme pour mieux les neutraliser, voire les démunir de leur richesse au profit du cœur du réseau oligarchique mondial. La gouvernance mondiale machiavélique a besoin de victimes expiatoires, de bouc-émissaires. Aux dirigeants africains de s'organiser pour ne pas tomber dans le piège !

2. IMPRÉVISIBILITÉ ET MANICHÉISME : L'AFRIQUE DOIT S'ADAPTER PAR DES PARTENARIATS STRATÉGIQUES



L'imprévisibilité est l'une des caractéristiques marquantes de dirigeants politiques ou économiques disposant d'une capacité d'influence forte et d'une puissance de nuisance. Organiser l'imprévisible notamment en sortant des sentiers battus des règles internationales permet d'impulser une dynamique en politique, quitte à changer de stratégie. Cette instabilité contrôlée s'apparente au dérapage contrôlé sur une route verglacée. Ce style de leadership qui déconcerte ses interlocuteurs comme au demeurant ses propres conseillers ou partisans, permet d'avoir des positions exclusives sur chaque sujet, faisant souvent croire qu'il n'y a pas de logique cohérente d'ensemble. Or, c'est tout le contraire !

Les inconvénients apparents du décideur imprévisible que sont l'instabilité, les ruptures de confiance, les décisions spontanées et impulsives, peuvent nuire à l'esprit d'équipe et brouillent l'image d'une cohésion d'ensemble au point de conduire à des erreurs de jugement résultant en des coûts ou à des conflits. Mais justement, ces coûts et ces conflits sont considérés par un leader imprévisible comme faisant partie de sa panoplie d'avantages du fait de sa capacité d'influence forte et de la capacité unilatérale de nuisance. Il ne s'agit donc pas d'inconvénients.

Les avantages perceptibles du décideur imprévisible reposent principalement sur sa capacité à réagir et agir rapidement et efficacement dans un environnement changeant et imprédictible en regard d'une situation soudaine et inattendue. Au-delà de la surprise que cette attitude opère sur les interlocuteurs, adversaires ou pas, individuellement ou collectivement, ce type de leadership se caractérise par une plasticité extraordinaire face aux événements. Il s'agit d'abord d'offrir une alternative qui trouve ses ressorts dans l'adaptabilité, l'innovation, l'approche non-conventionnelle doublée d'une provocation qui neutralise tous les statu quo. L'avantage du management de l'imprévisibilité oblige à une mutation des comportements et des cultures pour faire émerger des solutions ingénieuses et non conventionnelles.

Le problème n'est plus de savoir si cela plaît ou pas, mais de savoir si le leader imprévisible peut faire bouger les lignes à son avantage et à celui de son oligarchie, ses partisans et ses sympathisants sans pour autant déclencher une guerre totale, à moins de faire supporter cette guerre par un autre et ailleurs. La médiatisation accompagnée d'une dose immodérée de désinformation et de « *fake news* » permet, grâce à la capacité de nuisance et d'influence forte, de capter l'attention du public et des médias, procédant ainsi à l'autoréalisation de ce qui au départ n'était qu'un postulat audacieux. Le résultat est multiple avec un renforcement de la visibilité et la diffusion non écrite d'une menace perceptible de « *tout perdre* ». De fait, individuellement ou collectivement, la stratégie d'approche d'un leader imprévisible doté de la capacité de nuisance et d'influence forte est binaire et structure deux groupes :

- soit le groupe des « *alignés* » dit groupe A, acceptant un alignement fondée sur une docilité visible ou dissimulée de dirigeants publics ou privés y compris africains ;
- soit le groupe des « *belliqueux* » dit groupe B, qui organise une contestation adossée aux signes annonciateurs d'une multipolarité de la capacité de nuisance et de la capacité d'influence forte.

Il n'y a pas de place pour le groupe C, celui des faussement « *candides* », crédules, cléments ou charitables. Ce groupe C est à verser dans le groupe A du fait de leur hypocrisie, doublée d'une capacité d'influence faible et d'une capacité de nuisance puérile.

Dans les deux cas, l'objectif recherché est atteint : à partir d'un postulat imaginaire, le leader de l'imprévisibilité a réussi à faire rentrer son interlocuteur, adversaire ou pas, dans son champ privilégié du « *deal* », de la transaction, de la négociation. La maîtrise contrôlée de l'imprévisibilité justifie l'ingérence, l'alignement, la sanction, le « *deal* » ou la transaction, et même l'annexion au sens de la capitulation. La stratégie du leadership de l'imprévisibilité va de pair avec une utilisation abusive de l'impact médiatique sur le citoyen ordinaire, la grande majorité au sein de toute nation. Le renforcement médiatique est tel que même la démocratie et le système de la séparation des pouvoirs peuvent être remis en cause en cas de « *passage en force* » d'une décision imprévisible ou même planifiée de longue date.

L'imprévisibilité est un outil de décision à double tranchant. Si elle permet parfois de faire bouger les lignes et d'innover, elle peut aussi entraîner des conséquences négatives, voire toxiques dès lors qu'elle n'est plus maîtrisée. Surtout si l'imprévisibilité est, en face, confrontée à l'imprévisibilité d'un interlocuteur disposant d'une capacité d'influence forte et d'un pouvoir de nuisance, équivalents ou supérieurs.

Si l'Administration américaine de Donald Trump est considérée par une grande majorité des dirigeants du monde comme « *imprévisible* » et ses décisions « *unilatérales* », tous ne sont pas traités à la même enseigne. Les dirigeants africains ont longtemps considéré les dirigeants européens et, plus particulièrement, les héritiers de la colonisation et de l'exploitation gratuite des Africains comme des dirigeants imprévisibles. En fonction de sa capacité de nuisance et d'influence, chaque dirigeant, - ou groupe de dirigeants dans un cadre régional, - a en face de lui, un dirigeant de l'imprévisibilité en fonction de la « *loi du plus fort* ». Si de nombreux dirigeants africains sont à classer dans le Groupe A, il faut bien reconnaître que dans un monde multipolaire, les pays comme la Chine et la Russie disposant d'une capacité de nuisance et d'influence équivalente à celle des Etats-Unis, voire plus dans certains secteurs, sont à classer dans le Groupe B.

Il y a aujourd'hui le paradoxe inédit d'un retournement d'alliance entre les Etats-Unis et ses alliés européens. Il s'agit de la décision historique des Etats-Unis de se joindre à la Russie lors de la première version d'une résolution des Nations Unies datée du 24 février 2025⁷ concernant le cessez-le-feu en Ukraine et ses modalités d'application sans garanties de sécurité explicites pour l'Ukraine⁸ assorties du rejet catégorique de l'intégration de l'Ukraine à l'OTAN.

Or, après plusieurs amendements proposés par l'Union européenne, qualifiés par certains de russophobes⁹, la résolution définitive n'a pas été votée, suite au veto de la Russie¹⁰. De ce fait, l'Union européenne, notamment la France et le Royaume Uni disposant d'un droit de veto au Conseil de Sécurité, sont à classer dorénavant dans le Groupe 1 compte tenu de la position américaine de ne plus les accompagner sur des positions allant à l'encontre des intérêts américains. Toutefois, la raison principale de l'échec de la résolution soutenue par les pays européens a un lien direct avec la faiblesse de la capacité de nuisance et de la capacité d'influence des pays européens, notamment en comparaison avec les pays classés dans le Groupe 2.

Ce changement notable dans la diplomatie américaine depuis l'arrivée de Donald Trump comme président dans son mandat 2.0 tend à montrer sinon un « *alignement* » pour le moins une convergence de vues avec les positions de Moscou. En effet, les États-Unis et la Russie ont voté contre une première résolution européenne appelant au retrait immédiat des troupes russes du territoire ukrainien, et ont soutenu une résolution qui ne reconnaît pas l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Au-delà, c'est bien l'imprévisibilité de Donald Trump que doivent retenir les dirigeants et le Peuple africain. Face aux multiples possibilités de souffrir ou de profiter de cette approche du Président Trump, l'Afrique doit s'adapter en optant pour des partenariats stratégiques servant de levier à l'amélioration de sa capacité d'influence et sa capacité de nuisance. Il faut néanmoins faire attention aux manipulations possibles et sortir de manichéisme et de la facilité de la simplification comme mode d'analyse.

3. MANIPULATION DE L'IMAGINAIRE AFRICAIN ET SOPHISME

Il est possible que les techniques rhétoriques fallacieuses de manipulation de l'imaginaire africain puissent trouver un terrain favorable auprès de certains dirigeants africains. Les sophismes, la peur, la délation et l'individualisme exacerbé peuvent être efficacement structurés dans des contextes de déstabilisation ou de fausse « *stabilisation* » du fait de régimes militarisés ou sous influence extérieurs, dès lors qu'il est possible de générer des tensions sociales, juridiques, constitutionnelles, politiques, économiques, environnementales, culturelles et culturelles sans que les véritables responsabilités ne soient clarifiées.

Or, il s'agit d'abord d'ignorance, feinte ou réelle. Mais, pour l'Afrique, celle des dirigeants et celle du Peuple, il importe de mieux comprendre l'arrière-fond stratégique du sophisme du Président Donald Trump et de tous ceux qui se reconnaissent comme tenants de l'unité de toutes les mouvances d'extrême-droite dans le monde, qui ont leurs représentants sollicités ou non-sollicités, en Afrique. Il s'agit principalement de certains chefs d'Etat, mais aussi d'institutions financées par des fonds étrangers ayant des agendas contraires à l'amélioration de la souveraineté africaine et du bien-être des Peuples africains.

Le problème est que le concept du « *sophisme* » appliqué en Afrique conduit à d'importantes confusions, des incompréhensions, des déstabilisations et des guerres orchestrées de l'extérieur. L'absence de prise de conscience collective et l'absence de souveraineté collective des dirigeants africains facilitent la diffusion du sophisme de type « *trumpiste* ».



Ce *sophisme trumpiste* revendique l'inégalité par l'abus de pouvoir dès lors que cela lui profite. Face à des migrations transnationales, le Président Donald Trump se garde de parler de la politique constante des Etats-Unis qui consiste à aspirer des migrants par le biais de la *Loterie Green Card* (Green Card Lottery¹¹) qui permet d'attribuer chaque année des cartes de séjour de longue durée à près de 55 000 personnes de par le monde, ce qui entraîne l'exode et l'accaparement unilatéral de travailleurs valides et surtout de cerveaux africains extraits des « *pays de merde* ». Par contrecoup, cela affaiblit les capacités de développement de ces pays, mais aussi la lutte pour le démocratie dans le pays.

Ce qu'il y a de sûr, la politique du Président Donald Trump qui focalise sur l'expulsion et la criminalisation des immigrés en situation illégale aux Etats-Unis, souffre d'une profonde amnésie sur la réalité du phénomène. En effet, si Donald Trump et son administration faisaient l'effort d'identifier le nombre de dictateurs et d'autocrates en Afrique comme les principaux responsables des immigrations illégales qui, par la restriction des libertés, la neutralisation de la démocratie, provoquent une incapacité qui empêche de favoriser la création de richesses et d'emplois décents de manière inclusive, il devrait plus chercher à « *criminaliser* » les dirigeants illégaux et anticonstitutionnels en Afrique, en commençant par le Togo.

Cela devrait permettre un retour automatique de nombreux immigrés vers leur pays d'origine afin de s'organiser dans une économie de proximité. Aussi, l'analyse de Donald Trump et de nombreux partis d'extrême droite dans le monde focalisant sur l'expulsion des immigrés illégaux comme la source de la mauvaise gouvernance collective des pays de l'OTAN, ce en s'appuyant sur le niveau d'endettement collectif des pays-membres, apparaît comme erronée. La résolution effective du problème des migrations dans les pays du Nord global ne peut se résoudre sans que ces pays ne cessent de soutenir et cautionner l'abus de pouvoir et de droit et la restriction des libertés publiques, dans les pays dont les ressortissants deviennent *de facto* les principaux candidats à l'émigration.

Par ailleurs, les politiques d'immigration des pays occidentaux sont systématiquement proposées sur des bases unilatérales. Or, il suffit de laisser des experts indépendants proposer une approche fondée sur la « *migration circulaire*¹² » et la fin du soutien officiel et militaire aux dictateurs et autocrates africains pour qu'en moins de quatre (4) ans, une très grande majorité des immigrés retournent dans leur pays d'origine. Or, une telle éventualité ne permettrait plus au Président Trump et aux partis d'extrême-droite¹³ du Nord global de se bercer de cette forme d'illusion de court-terme que constitue le populisme xénophobe et de surfer sur l'ignorance des masses. Certains l'ont compris à leur dépens et n'hésitent plus à dire à qui veut bien les écouter qu'elles ou ils n'ont pas voté pour Donald Trump aux élections présidentielles américaines, pour être « *licenciés* » sans avertissement et sans ménagement.

Si les dirigeants africains responsables des émigrations illégales vers les Etats-Unis et les pays du Nord global faisaient l'objet de « *congédiement* » grâce à un arrêt des soutiens militaires, financiers et diplomatiques des Etats-Unis et des pays européens, le Président Donald Trump gagnerait en popularité dans le monde et pourrait alors mériter le prix africain de la restauration de la paix et de la relance de la création de richesses partagées en Afrique.

A défaut, le « *sophisme trumpiste* » et ses corollaires européens ne relèvent plus d'une manipulation de l'imaginaire africain mais d'un véritable « *viol de l'imaginaire*¹⁴ » africain. Les effets directs et collatéraux des politiques d'augmentation des expulsions accompagnées de mesures d'exécution d'immigrés illégaux et sans papiers, violent les droits humains et contribuent à l'exacerbation des inégalités existantes tout en contribuant à démultiplier un « *cercle vicieux d'insécurité et d'irrégularité*¹⁵ ». Or, c'est le mode privilégié de gouvernance de chefs d'Etat africains militaristes, adeptes d'un centralisme autocratique et surtout partisans des coups d'Etat constitutionnels et institutionnels.

Une telle doctrine s'apparente à un système politique autoritaire qui recycle le populisme, le nationalisme, et le totalitarisme au gré des alliances circonstanciennes des servitudes volontaires, sollicitées ou non-sollicitées, dès lors que les autocrates africains peuvent conserver *ad aeternam* le pouvoir politique, économique et médiatique. Justement, en s'attaquant aux immigrés en situation illégale et aux sans-papiers aux Etats-Unis, le Président Donald Trump s'attaque aux conséquences et pas à la cause du phénomène. En est-il conscient ? Son entourage engagé dans une lutte idéologique qui mène au chaos, le perçoivent-ils ?

4. DÉPORTATION DES IMMIGRÉS ILLÉGAUX AFRICAINS : TRUMP DEVRAIT RESPONSABILISER LES DIRIGEANTS AFRICAINS ILLÉGAUX

Le manichéisme de Donald Trump le conduit à arrêter sa politique en matière d'immigration et de réfugiés aux frontières américaines. Or, l'origine et la cause principale des migrations se trouvent souvent à l'extérieur des pays qui expulsent, même si les politiques d'intégration font souvent défaut ici et là.

L'administration de Trump pourrait continuer à adopter une position radicale et brutale et peu respectueuse des droits des immigrés en général, des réfugiés et des immigrants africains en particulier. Cela pourrait entraîner des tensions avec les nations africaines et avoir un impact sur les relations diplomatiques.

L'intensification des politiques d'immigration de l'administration Trump visant à freiner l'immigration illégale repose sur une campagne médiatique d'expulsion visant les immigrés sans papiers, alors que certains payent leurs taxes dans le pays. Parmi les pays africains en tête de liste et en voie d'expulsion en février 2025, il convient de citer la Somalie avec plus de 4 090 citoyens somaliens, le Nigéria avec 3 690 cas et le Ghana avec 3 228 cas¹⁶. Les immigrés sans papiers sont en principe des personnes qui sont entrées aux États-Unis par des voies irrégulières, sauf que certains résident aux États-Unis, parfois depuis plus de 15 à 20 ans sans papiers, sans régularisation.

Certains des États sont plus tolérants que d'autres, dès lors que l'immigré a un travail et paye des impôts. Mais, la politique de déportation unilatérale peut affecter unilatéralement les relations diplomatiques avec les pays africains notamment par la renégociation des accords commerciaux, des différents programmes et projets de coopération entre les États-Unis et les pays africains, en fonction de la volonté des gouvernements africains d'accepter les personnes expulsées et d'en supporter partiellement ou totalement le coût.

Compte tenu de la faiblesse des États africains, tant individuelle que collective sur les plans militaire, politique et diplomatique, les pays africains qui oseraient refuser d'accepter des ressortissants déportés ou expulsés seront menacés et ne manqueront pas de subir une succession de sanctions économiques ou politiques de la part du gouvernement américain. Ces pays africains risquent aussi de subir une marginalisation dans le concert des Nations alignés sur la politique des États-Unis de Trump 2.0.

Des pays africains comme le Cameroun, l'Éthiopie, la Somalie, le Sud-Soudan et le Soudan risquent une annulation pure et simple d'un privilège à savoir « *le statut de protection temporaire (TPS)* » qui offre une protection temporaire aux ressortissants de ces pays contre l'expulsion tout en permettant d'obtenir un droit de pouvoir travailler aux États-Unis. La révocation unilatérale du statut TPS générerait une vulnérabilité accrue des migrants africains, expulsables à merci une fois unilatéralement privés de leurs droits légaux de résider et de travailler aux États-Unis.

Cette politique du Président Donald Trump génère une double « *criminalisation* » de certains migrants. Ils sont nombreux à avoir fui leur pays d'origine pour des raisons de non-respect de la démocratie, de restriction des libertés et victimes de violences occasionnées par des États forts illégitimes où sévit un état de non-droit fonctionnant sur les bases de la criminalisation de toutes pensées politiques alternatives. Cet état de fait s'accompagne de brutalité juridique, justifiant des violences impunies où la précarité, la pauvreté, les inégalités, les ségrégations de tous ordres, la dépendance, le non-respect de la propriété privée et la corruption institutionnalisée qui contribuent à une militarisation des régimes politiques.

C'est donc justement ces régimes politiques qualifiés par Donald Trump au cours de sa présidence 1.0 de « *pays de merde* ». De nombreux migrants africains ont cherché refuge aux États-Unis pour échapper à des conditions funestes. Alors quand le Président Donald Trump dans sa présidence 2.0 décide unilatéralement de renvoyer manu militari ces migrants ayant trouvé un refuge temporaire aux États-Unis vers des environnements volatiles et dangereux dans les « *pays de merde* », il contribue activement à accentuer le problème. Il devient même un élément du problème puisqu'il soutient, indirectement sinon directement, les dictatures et autocraties africaines, notamment ceux qui volontairement lui cèderont sans contreparties des ressources minières, l'installation des bases militaires stratégiques ou encore le maillage de l'Afrique avec la constellation satellitaire et numérique Starlink d'Elon Musk, sources d'une usurpation « *gratuite* » des données sensibles de l'Afrique.

Il n'est plus question d'expulsion ou de déportation de migrants illégaux en réalité. Il est question d'utiliser la criminalisation d'immigrés africains avec ou sans papiers aux États-Unis pour faire pression sur les soi-disant États-forts africains, facilitant ainsi l'ingérence, l'alignement, les transactions au profit des États-Unis, sous

peine en cas de résistance, de subir les sanctions, voire les annexions de richesses voire de territoires directement ou via des entités de sous-traitance travaillant à l'encontre de l'unité et de la souveraineté collective du Peuple africain.

Cette politique américaine fondée sur une diplomatie pragmatique d'intimidations et de sanctions, des partenariats d'alignement ciblés et une concentration sur les priorités stratégiques, sécuritaires, économiques et de neutralisation de la diversification des partenaires hors OTAN, pourrait diviser l'Afrique entre :

- d'une part, ceux des dirigeants inconscients qui en acceptent les termes aux dépens du bien-être de leurs populations respectives et recevant en retour une garantie de conservation de leur pouvoir local sans vérité des urnes ; et
- d'autre part, ceux des dirigeants africains conscients des enjeux de souveraineté et de l'avenir de leurs peuples respectifs, qui auront le courage d'engager une lutte contre la recolonisation sécuritaire et digitale de l'Afrique en diversifiant leurs partenariats avec ceux des pays qui peuvent tenir tête à la politique d'usurpation d'autrui de la part des *sophistes trumpistes* et de leurs soutiens transnationaux.

Enfin, nul ne peut rester insensible aux préjugés systémiques et racistes dans l'application des Lois américaines sur l'immigration. Selon *African Vibes*¹⁷, l'Agence américaine de l'immigration et des douanes (*U.S. Immigration and Customs Enforcement (US-ICE)*) cible systématiquement, ce de manière disproportionnée, les ressortissants africains dans ses campagnes de criminalisation et d'expulsion. Les immigrés noirs sont près de trois fois plus susceptibles d'être détenus et de faire l'objet d'une expulsion que les autres groupes d'immigrés.

Le *sophisme trumpiste* fonde la politique d'immigration sur la discrimination raciale des minorités visibles et/ou pauvres. Les Etats-Unis n'y échappent pas. Les droits humains et le respect du droit international risquent d'être violés en toute impunité, à moins que l'Etat « *Trump* » s'engage à offrir un traitement juste et équitable aux migrants et s'attaque à la réalité du problème : l'arrêt du soutien militaire, numérique, satellitaire à tous les régimes dictatoriaux et autocrates africains qui font le choix de se soustraire à leur Constitution, au détriment du service des Peuples africains pour adopter la défense de la nouvelle « *Loi fondamentale America First* » (l'Amérique d'abord).

En feignant de ne pas faire le lien entre les autocraties et dictatures en Afrique, le Président Donald Trump met sur la place publique sa capacité à transformer son ignorance et son manichéisme en un mode de gouvernance permettant d'ouvrir des « *deals* ».

5. IGNORANCE ET MANICHÉISME : DE L'OPPORTUNISME POLITIQUE DE L'ADMINISTRATION TRUMP

Il importe de prendre l'exemple de l'Afrique du Sud où le Président Cyril Ramaphosa a dû faire face à des critiques et à des sanctions du Président Donald Trump conseillé par le milliardaire Elon Musk, originaire d'Afrique du sud et dont le père était un tenant de l'Apartheid. En effet, se considérant au-dessus des traités, lois, conventions et règlements internationaux, le Président américain Donald Trump a :

- signé un décret exécutif le 7 février 2025 pour geler l'aide à l'Afrique du Sud en raison d'une Loi portant sur l'expropriation des terres des Blancs sud-africains sans compensation ; et
- supprimé l'aide au développement principalement dans la santé à l'Afrique du Sud¹⁸.

En réponse, le Gouvernement sud-africain n'a pas hésité à déclarer que « *les États-Unis ne comprenaient pas la loi* » et qu'une délégation sud-africaine irait à Washington expliquer le bien-fondé de la Loi. Le Président Cyril Ramaphosa a aussi déclaré que son pays ne se laisserait pas « *intimider*¹⁹ ». L'autre sanction diplomatique est que Marco Rubio, le secrétaire d'État américain, a déclaré qu'il ne participerait pas aux prochains pourparlers du Groupe des 20 (G20) à Johannesburg en réaction à la législation et à d'autres « *très mauvaises choses* » qui se produisent dans le pays²⁰. Le terrain de la « *justice moralisatrice* », du manichéisme et de la simplification entre le « *bien* » et le « *mal* » est systématiquement utilisé.

En toute ignorance, impensable de la part de l'Administration américaine, et sans s'informer sur la complexité de la Loi sud-africaine promulguée, M. Trump a considéré, dans une analyse binaire et sophiste, que le projet du gouvernement sud-africain se résume à un de ses raccourcis fallacieux à savoir que le Gouvernement majoritairement « *noir* » a décidé de « *saisir les propriétés agricoles de la minorité ethnique des Afrikaners sans compensation* ».

6. DÉNI DE L'HISTOIRE ET TRAHISON DE LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX MIGRANTS

Les Afrikaners, parlant encore aujourd'hui leur langue maternelle « l'*Afrikaans* » sont les premiers colonisateurs²¹ ayant usurpé la terre des autochtones noirs sur place et formant une communauté ethnique et linguistique blanche, détentrice de passeports sud-africains. Rappelons qu'au début des années 1800, les Britanniques ont colonisé Le Cap. Refusant la domination britannique, les premiers migrants, fermiers boers d'Afrique du Sud appelés « *Voortrekkers en afrikaans* » ont fui vers les régions sud-africaines hors de la domination britannique.

Les Afrikaners²² sont des descendants des colons européens, principalement des Néerlandais, qui se sont installés en Afrique du Sud au 17^e siècle. Ils ont commencé à arriver en grand nombre à partir de 1652, lorsque la Compagnie néerlandaise des Indes orientales a établi, au départ un poste de ravitaillement, qui, par extension et usurpation, est devenu aujourd'hui la ville Le Cap et ses environs. L'établissement du comptoir hollandais des Indes orientales au Cap a été rapidement suivi par le « *Grand Trek* », la migration d'environ 12 000 à 14 000 Boers de la colonie du Cap en Afrique du Sud entre 1835 et le début des années 1840, en dissidence avec les politiques du Gouvernement britannique de l'époque étaient surtout à la recherche de nouveaux pâturages. Cette migration des Afrikaners non sollicitée par les Peuples autochtones sud-africains est à l'origine de l'expropriation, l'usurpation, l'annexion des terres des Noirs autochtones. C'est donc cette appropriation par la force et la violence qui s'en est suivie, qui doivent être considérées comme l'événement majeur à l'origine du peuplement ségrégationniste des Afrikaners blancs en Afrique du sud et de la culture de l'Apartheid.

La « *Bataille de Blood River* » (rivière de sang) qui a eu lieu le 16 décembre 1838 et avait pour causes principales :

- la migration-transhumance des Boers Voortrekkers (premiers migrants afrikaners blancs) ;
- l'usurpation de la terre d'autrui ;
- le non-respect des cultures et des droits fonciers des Peuples noirs autochtones, principalement les Zoulous et le Xhosas ; et surtout
- le non-respect des accords passés avec les rois noirs locaux.

Les informations parvenues au roi Zoulou Shaka Dingane Kasenzangakhona²³ au Natal lui ont fait craindre un assassinat et une annexion de ses terres par les migrants blancs. Cela a conduit à une bataille entre les Boers Voortrekkers et le Peuple Zoulou en Afrique du Sud. En parallèle aux guerres tribales fomentées par des désinformations dont l'origine était attribuée aux Boers Voortrekkers, le Peuple Xhosa²⁴ avait aussi pris conscience des enjeux existentiels, et avait bloqué l'expansion coloniale blanche vers l'est, notamment dans le Natal et le Highveld et vers le nord jusqu'au fleuve Limpopo. Par la suite, la découverte de l'or et de diamants dans le Transvaal à la fin du 19^e siècle, la guerre des « *blancs* » dite la guerre « *anglo-boer* », les effets des deux guerres mondiales et les élections démocratiques de 1994 ont finalement conduit les « *Blancs ségrégationnistes* » à céder le pouvoir politique à condition de conserver le pouvoir économique et des mines.

Cette colonisation a conduit à la trahison de la confiance accordée aux migrants blancs qui ont opté, au fil des décennies suivantes, pour l'appropriation violente et illégale des terres des peuples autochtones noirs, tels que les Khoikhoi²⁵, les Xhosa, les Zoulous, etc. Il s'agissait déjà à l'époque du « *Grand Remplacement* » unilatéral des Noirs par les Blancs, bref, une Afrique sans les Noirs. Cette usurpation des terres des populations autochtones s'est soldée par des assassinats, des viols, des déplacements forcés, des brutalités, des usurpations de terres en propriété collective, et l'institutionnalisation de l'Apartheid, générant une bipolarisation de la société sud-africaine. Ces changements économiques et sociaux majeurs sont à l'origine d'importantes inégalités structurelles que le Gouvernement sud-africain tente, très prudemment, de corriger. Précisons que la nouvelle Loi sud-africaine de 2025 sur la réappropriation des terres pour leur redistribution vise à corriger les inégalités foncières héritées de l'apartheid. Selon un rapport du Gouvernement sud-africain de 2017²⁶ qui avait pour objectif de « *fournir des informations sur la propriété foncière privée en fonction de la race, de la nationalité et du sexe à partir de 2015* », il a été constaté que « *les Blancs possèdent 26 663 144 ha, soit 72 % du total des 37 031 283 ha d'exploitations et de propriétés agricoles détenues par des propriétaires individuels, suivis par les métis (5 371 383 ha), soit 15 %, les Indiens (2 031 790 ha), soit 5 %* ».

Les Africains [NDLR – Les Noirs] (avec 1 314 873 ha) possèdent 4 %, les autres [NDLR - autres que les « races » mentionnées] (avec 1 271 562 ha) possèdent 3 %, et les copropriétaires (avec 425 537 ha) ne représentent que 1 %. Autrement dit, si 97 % du total des terres sud-africaines appartiennent à 7 % de propriétaires fonciers, soit 588 045 personnes, il faut bien constater que 8 % de Blancs propriétaires représentant la population totale du pays possèdent 72 % des terres agricoles. Les propriétaires blancs sud-africains (sans les Métis et les Indiens) possèdent donc près de 266 631,44 km² du territoire sud-africain, soit 4,7 fois le Togo, soit 1 fois le Gabon ou le Royaume-Uni, soit moins de la moitié du de la France avec 48 %, et plus de la moitié du Groenland avec 64 %. Les Noirs, avec 13 148 km² sont propriétaires de l'équivalent des îles Bahamas (13.900 km²).

Les inégalités sont encore plus criantes lorsqu'on compare le niveau de pauvreté des Blancs et celui des Noirs. Selon une étude réalisée en 2021 par la Commission sud-africaine des Droits de l'Homme, 64 % des Noirs vivaient dans la pauvreté contre 1 % des Blancs²⁷. Alors, de quoi je me mêle dans un des pays de « merde » ?

7. ELON MUSK : DU PROSÉLYTISME MILITANT À LA RECONQUÊTE DES DONNÉES DES AFRICAINS

Elon Musk a grandi dans une famille sud-africaine, héritier du colonialisme et de l'apartheid. La fortune tirée de l'économie minière de sa famille repose justement sur des lois d'expropriation et de dépossession au profit des Blancs. Ce sont les politiques foncières sous les Gouvernements blancs « *explicitement racistes, avec des catégories raciales écrites noir sur blanc dans la loi* » que justifiaient les visions des suprémacistes blancs d'extrême droite qu'Elon Musk a choisi d'amplifier grâce à son « *contrôle* » sur les réseaux sociaux partisans. Ne plus faire la différence entre :

- d'une part, sa propagande fondée sur l'imaginaire des « *Afrikaners* » blancs qui se perçoivent comme des persécutés au point où certains n'hésitent plus à parler de « *génocide blanc*²⁸ » en Afrique du sud ; et
- d'autre part, la violence systémique touchant toutes les catégories socio-économiques du pays ;

relèvent non plus de l'ignorance, mais bien d'un prosélytisme militant promouvant l'idée fautive de « *racisme* » envers les Sud-africains blancs, niant d'ailleurs au passage, l'usurpation des terres des Afro-Africains et le racisme d'Etat envers les populations noirs autochtones d'Afrique du sud perpétrés par toute une succession de gouvernements blancs, héritiers des « *Afrikaners* ».

Si l'intelligence artificielle utilisée par X, le réseau social d'Elon Musk²⁹, est aussi « *amnésique* » de l'histoire des autres, et surtout de l'Afrique du sud, au point de construire une réalité « *augmentée* », falsifiée, partielle et partiale, et que la politique américaine de Donald Trump, sans vérification, tend à s'aligner sur ces thèses-propagandistes cela relève d'une démarche visant le renversement de la théorie du « *complot* », à savoir :

- une campagne médiatique inexacte, fictive clivant les populations sur la base de l'ignorance ; et
- une action planifiée et dissimulée d'une ou plusieurs personnes en bandes organisées en vue de nuire à une ou plusieurs autres personnes, systématiquement divisées au préalable, afin de s'appropriier directement ou en sous-traitance, les biens d'autrui sans payer et si possible sans combattre.

Confronté en public par certains médias à ses affirmations mensongères, Elon Musk rappela aux journalistes³⁰ que nul ne commet de fautes et qu'il leur recommande de les corriger. Il n'est nullement question d'une quelconque correction de sa part. Il y a donc bien une préméditation dans la volonté de confondre la vérité et le mensonge par la désinformation. Quel « *délire* » !!!

Quant à l'efficacité présumée et attendue de l'assainissement et de l'amaigrissement des administrations et agences publiques des Etats-Unis par le biais du programme du Département de l'Efficacité Gouvernementale (DOGE - Department of Government Efficiency), rien ne permet pour le moment d'apporter un début de réponse sur la réalité de l'efficacité sur la méthode, ni sur les résultats à court et long terme. Deux exemples attestent de l'incapacité à prendre en compte les effets collatéraux, à moins qu'il ne s'agisse tout simplement d'une indifférence liée au repli sur soi. Sans tenir compte du contexte de tensions internationales qui prévaut actuellement, un nombre important de spécialistes (plus de 2000) dans le domaine de l'énergie, parmi lesquels ceux dont le rôle est de gérer le stock d'armes nucléaires, ont été licenciés par les gens de DOGE³¹. De même que DOGE a arrêté « *accidentellement*³² » le programme qui était en charge de gérer le risque d'épidémie Ebola sans se soucier des risques encourus en matière de santé publique. Les personnels qui géraient problème Ebola ont désormais quitté leur poste, même quelques

démentis non vérifiables ont été apportés. La comparaison entre le management d'Elon Musk de DOGE doit se faire avec la reconfiguration du réseau Twitter (renommé aujourd'hui X) lorsqu'il l'a racheté. Il a licencié sur la base de son intuition un nombre très important d'employés, au motif d'assurer la réduction de coûts, pour un résultat final peu glorieux en termes de réelle efficacité et même de rentabilité. En réalité, il y a derrière l'approche du « *dégraissage* » humiliant, une volonté de remplacer le personnel existant par des un personnel redevable à celui qui licencie. Il faut donc bien comprendre que la logique est celle du Grand remplacement, avec en plus, une volonté d'imposer une pensée unique.

Le milliardaire Elon Musk ne doit pas faire dans la diversion en exposant, contre l'avis de sa femme, son fils de 4 ans, devant les caméras du monde lors d'une première conférence de presse à la maison blanche. La vision de l'Afrique relève plus du prosélytisme militant qui tente par des intimidations, des injonctions, d'imposer via son système Starlink, la conquête des données des Africains, une véritable colonisation digitale et une perte de souveraineté numérique pour les Africains. Espérons qu'un grand nombre de dirigeants africains en sont conscients lorsqu'ils autorisent la couverture de leurs pays respectifs par le système Starlink, propriété d'Elon Musk. Toutefois, des voix s'élèvent pour l'éloigner du bureau ovale, et peut-être même du gouvernement Trump³³. La Maison Blanche a récemment déclaré que Musk n'est pas un employé du Department of Government Efficiency (DOGE) et qu'il n'a pas le pouvoir réel ou formel de prendre lui-même des décisions gouvernementales. En outre, de nombreux procès ont été intentés pour contester la légalité de son rôle, la durée de sa fonction, et la régularité de ses décisions et de ses actes³⁴, sans compter l'impact de ses erreurs sur l'image du Président Trump.

8. EXPROPRIATIONS EN AFRIQUE DU SUD : CORRECTIONS DES ANNEXIONS HISTORIQUES ET SANGLANTES

Qualifier les lois sud-africaines « *d'ouvertement racistes* », en convaincre le Président des Etats-Unis³⁵ au point que celui-ci impose une réduction de l'aide au développement à l'Afrique du sud au prétexte qu'il existerait une violation des droit des fermiers blancs dans ce pays, c'est simplement refuser toutes corrections des injustices historiques afin de permettre une répartition plus équitable des terres. Sur le plan de la défense des minorités, Elon Musk et Donald Trump semblent souffrir d'amnésie pour ce qui est des droits humains et civiques des « *Afro-Américains* » et plus largement des migrants aux Etats-Unis.

La réalité est bien différente et plus complexe. La Loi sud-africaine sur l'expropriation des terres a été promulguée le 23 janvier 2025 par le Président Cyril Ramaphosa. Cette loi permet à l'État sud-africain, ce dans des circonstances très particulières : non-utilisation productive du sol, abandon des terres, utilisation à des fins de spéculation ou d'hypothèques bancaires, ou encore en cas de risques sanitaires, d'exproprier et de saisir des terres sans compensation dans le but de corriger les inégalités foncières héritées de l'usurpation sanglante et historique des terres des peuples noirs au moyen de l'Apartheid.

Toutefois, de nombreux garde-fous ont été introduits dans la Loi notamment que la personne lésée peut faire appel de la décision d'expropriation devant les tribunaux sud-africains et que la décision finale est laissée aux institutions judiciaires afin de garantir, selon la Constitution sud-africaine, le respect de la séparation des pouvoirs et une application juste et équitable. Il faudra néanmoins s'assurer que l'objectif de redistribution recherché par le gouvernement et consistant à redistribuer les terres pour combattre les inégalités et promouvoir une utilisation plus équitable des ressources foncières, soit suivi d'effet. En effet, il ne faudrait pas comme au Zimbabwe sous l'ex-président Robert Mugabe, que cette redistribution se transforme en une grande opération de redistribution au profit des partisans du pouvoir, ce qui équivaldrait plus à une forme d'achat des consciences et de corruption.

La Loi sud-africaine encadrant démocratiquement les expropriations de terres des propriétaires blancs en Afrique du Sud doit prendre en compte la volonté de la majorité élue du pays de corriger les annexions historiques et sanglantes commises, en toute impunité, par les ancêtres des Afrikaners blancs.

A la lumière de ces faits historiques, l'ingérence et la fausse indignation de M. Trump, le promoteur immobilier devenu un milliardaire rentier, repose donc plus sur une fausse ignorance ou sur la dénégation de l'histoire, motivée par un conseil partiel et partial d'un ancien sud-africain blanc devenu américain, une interprétation erronée de la nouvelle Loi sud-africaine sur l'expropriation, entrée en vigueur en janvier 2025. Lorsque s'exprimant sur les réseaux sociaux et non par le canal officiel d'un porte-parole de la Maison Blanche, Donald

Trump et Elon Musk³⁶ ont dénoncé la loi d'expropriation promulguée par la Loi sud-africaine en la qualifiant de « raciste » envers les Blancs sud-africains, cela relève non seulement d'un parti pris, mais une forme d'oubli, voire d'amnésie sur l'impunité des exactions de la police et de la justice américaines envers les « Afro-Américains » aux Etats-Unis en matière violation des droits humains, et plus largement de violation des droits des Peuples. Il faudrait peut-être accélérer les neurones activant la mémoire de l'un et de l'autre qui permettrait une relecture de l'histoire du « Black Friday » aux Etats-Unis sans désinformation ou « fake news ».

9. BLACK FRIDAY, LYNCHAGES DES NOIRS, DÉSINFORMATION ET DÉPLACEMENTS MASSIFS DES NOIRS

En outre, le racisme et la ségrégation blanche aux Etats-Unis se sont souvent accompagnées de déplacements massifs des citoyens noirs. Malgré les nombreuses disparitions volontaires de preuves y compris dans les bases de données de l'intelligence artificielle de type « Copilot », c'est le 21 janvier 1831, que l'annonce suivante est parue dans le Courier de Portsmouth dans l'Etat de l'Ohio aux Etats-Unis : « Les citoyens de Portsmouth adoptent des mesures pour libérer la ville de sa population de couleur ». En effet, « une centaine de résidents blancs de cette ville du sud de l'Ohio avaient signé une pétition par laquelle ils s'engageaient à expulser leurs voisins noirs qui ne s'étaient pas fait enregistrer et n'avaient pas versé la caution de 500 dollars. Les Afro-Américains ont appelé ce jour de janvier le « Vendredi noir³⁷ » ».

Bien avant l'abolition de l'esclavage, les lynchages des Noirs³⁸ aux Etats-Unis étaient légion et récompensés par une impunité institutionnelle. Le nier, y compris dans les moteurs de recherche utilisant l'intelligence artificielle, relève du déni de la vérité historique, de la part de ceux qui crient au « racisme » des Noirs envers les « Blancs » sans en apporter les preuves, et sans en analyser les causes profondes et historiques.

Un Mémorial du lynchage à Montgomery en Alabama aux Etats Unis avec plus de 4.400³⁹ Afro-Américains aux « Legacy Museum⁴⁰ » pourrait servir de « cours d'histoire » et réveiller des réflexes d'humilité dans les propos de ceux qui témoignent, derrière une grande ignorance historique, une volonté messianique de s'approprier les biens d'autrui, une évidence pour :

- d'une part, un milliardaire rentier et promoteur immobilier ; et
- d'autre part, un milliardaire de la technologie, expert en ingérence politique à des fins de contrôle des agents de l'Etat et d'usurpation des données confidentielles de l'Etat par une forme d'intrusion intempestive que cache le programme « DOGE » de simplification et rationalisation et de grand remplacement du personnel.

Le lynchage symbolique comme un acte particulier du terrorisme racial n'est en fait que l'aboutissement du terrorisme verbal des milliardaires sophistes ayant pour objectif de « lyncher » médiatiquement, puis politiquement leurs adversaires. Que ce soit les ingérences dans le processus électoral en Allemagne avec le soutien raté d'Elon Musk et du vice-président J. D. Vance au parti d'extrême droite AFD (*L'Alternative für Deutschland – Alternative pour l'Allemagne - AFD*⁴¹) ou les ingérences dans la politique intérieure de l'Afrique du Sud, il est d'abord question :

- d'une part, de relancer le rêve stérile de « Afrikaners » nostalgiques de s'approprier la terre d'autrui, en l'espèce certains pourraient se contenter des matières premières et des données personnelles récupérées par la constellation Starlink ; et
- d'autre part, de relancer le rêve non moins stérile de l'unité des partis d'extrême-droite⁴² fondé sur un pacte non écrit⁴³ avec un néolibéralisme dérégulé, un expansionnisme opaque, un discours raciste et homophobe, avec comme constante, un mépris des Africains, etc.

Face au rêve stérile de l'unité des partis d'extrême-droite, il fallait se réinventer : l'efficacité de l'Etat et la politique du grand remplacement sont utilisées comme béquille pour relancer le populisme.

10. EFFICIENCE DE L'ÉTAT ET POLITIQUE DU GRAND REMPLACEMENT

Le programme « Department of Government Efficiency » dit (DOGE) d'Elon Musk, qui le positionne comme le président-bis des Etats-Unis comme souhaité par le Président Donald Trump, vise officiellement à :

- moderniser les opérations fédérales par des réformes axées sur la technologie et la discipline budgétaire⁴⁴ ;

- réduire d'ici le 4 juillet 2026, date du 250^e anniversaire de l'indépendance américaine, près de 6 500 milliards de \$EU de dépenses publiques de l'Etat fédéral ; et
- éliminer les pratiques gouvernementales inutiles et à réformer l'Administration vers plus d'efficacité grâce à la transparence, le suivi en ligne et un tableau de bord des classements par le public.

L'objectif principal est d'identifier et d'éliminer les gaspillages, les fraudes et les abus au sein du gouvernement fédéral, avec un objectif chiffré d'économiser environ 2 000 milliards de \$EU. Pourtant, l'efficacité et l'innovation que permettent les outils informatiques et d'intelligence artificielle ne peuvent remplacer la mémoire, les expertises humaines et le savoir implicite du personnel. De toute évidence, il est question aussi de licencier et de « remplacer » des personnels qualifiés par des travailleurs qui ne connaissent rien de la gestion d'un Etat. De nombreuses contestations juridiques sont en voie de limiter partiellement la mise en œuvre de certaines parties du projet, et l'annonce proclamée de réalisation d'une économie de plus d'un (1) milliard de \$EU sur la base de l'annulation de contrats inutiles et de programmes redondants reste à prouver.

Les conflits d'intérêts entre Elon Musk, patron d'entreprises privées bénéficiant des financements et subventions de l'Etat fédéral américain pose le triple problème, du conflit d'intérêts, de la confidentialité et de la protection des données privées disponibles au niveau du système de paiement du département du Trésor. Or, Elon Musk y a accès. Les réductions budgétaires qui vont suivre posent le problème du véritable pouvoir détenu par ce Président bis non élu qu'est Elon Musk, qui peut en réalité, stopper la mise en œuvre de programmes et budgets votés démocratiquement par les représentants du Peuple, parlementaires comme sénateurs.

Toutefois, le département de l'efficacité gouvernementale d'Elon Musk, doté de 0,74 millions de \$EU au départ, a vu ses dépenses et son budget, entre le 30 janvier 2025 et le 8 février 2025, passer de 6,75 millions \$EU à plus de 14,4 millions \$EU, soit juste quelques semaines seulement après sa création. Sans apporter de preuves concrètes tangibles, seulement des assertions intempestives invérifiables, Elon Musk estime avoir fait économiser à l'Etat, et donc aux contribuables, près de 37,7 milliards de dollars \$EU.

Mais en adversaire forcené des médias indépendants et des institutions de contre-pouvoirs qu'elle implique, il refuse de divulguer le mode de calcul permettant une évaluation ex-post et un contrôle. La « rallonge » de 7,7 millions de \$EU serait affectée aux « *les remboursements anticipés des agences à l'appui de l'initiative de modernisation des logiciels*⁴⁵ ». Il est de fait plus question d'une « *initiative de modernisation digitale* ("Software Modernization Initiative") du DOGE. Le décret présidentiel a élargi la mission de DOGE avec le contrôle « *des réglementations, des dépenses et des agences de restructuration* ». Pourtant, il n'y a aucune trace dans le budget voté par les 2 chambres, véritables ordonnateurs des dépenses publiques. Les prochains 18 mois devraient faire l'objet de l'élimination de plus de 1 000 milliards de \$EU pour « abus » et « fraude » au sein du gouvernement mais aucune preuve tangible ne permet de justifier ces coupes sombres dans le personnel.

Le véritable résultat à court terme vérifiable est qu'Elon Musk a eu accès aux systèmes de paiement des bons du Trésor américain, qui incluent les numéros de sécurité sociale et est en train de procéder à des licenciements massifs du personnel de l'Administration fédérale.

Il est plus question en conformité avec les décret du Président Trump :

- de supprimer sans ménagement des postes dits « inutiles » et ne plus embaucher sur ces postes ;
- d'arrêter la discrimination positive notamment le cadre organisationnel des valeurs que sont la diversité, l'équité et l'inclusion (*DEI - Diversity, Equity, and Inclusion*) et la promotion du traitement équitable permettant l'inclusivité et la participation des groupes qui ont toujours été sous-représentés ou victimes de discrimination fondée sur l'identité ou le handicap ; et
- d'arrêter les paiements inappropriés à des organisations étrangères.

Apparemment pour l'instant il n'est prévu aucun « contrôle » du « contrôleur » Elon Musk. Au moins cinq défis majeurs⁴⁶ risquent de limiter l'impact des résultats attendus de « DOGE » voire de devenir politiquement contreproductifs. Il s'agit :

- de défis juridiques portant sur la légalité de DOGE quant à l'accès généralisé aux données confidentielles⁴⁷ et au démantèlement d'agences. Au moins quatorze (14) États ont déjà déposé des requêtes contre le DOGE, qui n'est pas contrôlable et serait inconstitutionnel⁴⁸ ;

- de la violation des libertés et de la protection de la vie privée du fait de l'accès de DOGE à des informations sensibles telles que des données individuelles sur les contribuables et des violations de la vie privée par l'utilisation abusive et « *privée* » des données personnelles ;
- des coupes budgétaires dans les programmes et services essentiels sont controversées et génèrent de l'anxiété et du chômage, avec entre autres, l'exemple emblématique de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID⁴⁹) ;
- des conflits d'intérêts puisque le multimilliardaire privé Elon Musk bénéficie de l'argent public par le biais de contrats fédéraux de l'Etat à hauteur de plus de 38 milliards de \$EU de financement de l'Etat américain⁵⁰ qu'il est censé contrôler ; et enfin
- de la concentration des pouvoirs dans les mains d'un multimilliardaire privé avec le risque d'assister à un démantèlement de « *fonctions essentielles du gouvernement américain*⁵¹ » sans contreparties réelles sauf de déstabiliser l'Etat, limiter l'influence américaine à l'international et rompre la confiance et le contrat social avec le peuple américain.

D'ici 2026, il sera possible de juger de la réalité des résultats de la politique des *sophistes trumpistes*, et évaluer si l'efficacité de l'Etat a eu lieu et surtout si la politique du grand remplacement a contribué à améliorer substantiellement la création supplémentaire d'emplois décents, ou s'il ne s'agit principalement que de remplacer les personnes licenciées par des partisans de l'oligarchie « *trumpiste* ».

11. INVERSION DE LA CHARGE DE LA VICTIMISATION ET SOPHISME

La décision du Président Trump à l'encontre de la Loi sud-africaine a été amplifiée par des commentaires sophistes et provocateurs du milliardaire Elon Musk, qui ne cache plus ses objectifs d'inversion de la charge de la victimisation des Noirs sud-africains par une victimisation des blancs sud-africains. Donald Trump a même proposé aux « *victimes blanches* » de les accueillir aux Etats-Unis. Ce point a été judicieusement écarté par un représentant des populations blanches en Afrique du sud.

Les modes d'exercice du pouvoir en Afrique coloniale, en Afrique du sud en particulier, font l'objet d'amnésie par Donald Trump notamment lorsque les puissances coloniales ont exigé que les peuples et les corps des Africains soient utilisés de manière particulièrement violente et humiliante à des fins de travail gratuit et sans compensation, confinant à la version contemporaine de l'esclavage, afin de façonner au cours de nombreuses décennies, la soumission des identités colonisées noires aux détenteurs blancs des pouvoirs en Afrique.

Il n'y a de fait aucune différence entre les objectifs recherchés au 17^e siècle et aujourd'hui au 21^e siècle. Les puissances coloniales européennes blanches recherchaient des ressources naturelles dans les territoires africains et avaient besoin d'une main-d'œuvre gratuite, corvéable à merci et nécessaire pour usurper par extraction ces ressources, construire et formater simultanément l'espace colonial autour de ces industries. Aujourd'hui, les approches et techniques pour parvenir aux mêmes fins se sont sophistiquées. Le Président Trump a-t-il été informé par M. Elon Musk que les Européens blancs considéraient les autochtones noirs comme des « *dégénérés*⁵² » qu'il fallait apprivoiser par la violence inhumaine, les sanctions létales et la soumission. Peut-être que la désignation de l'Afrique comme un « *pays de merde* » par Donald Trump lors de la présidence 1.0 devrait trouver un début de corrélation dans sa pratique du « *sophisme* ».

Suite à l'adoption d'une Loi encadrant l'expropriation sans compensation dans des cas exceptionnels, le Président Donald Trump, a usé des principes du sophisme pour, unilatéralement et en toute ignorance des règles de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays souverain, du droit international et surtout du contenu réel de la Loi démocratiquement approuvée par un parlement sud-africain élu, pour tenter de « *justifier* » des sanctions contre l'Afrique du Sud.

Cette approche fondée sur la force et l'impunité, destinée à flatter les aspirations de la partie non progressiste de la population blanche, aux Etats-Unis, en Afrique du Sud et partout dans le monde, a été vécue comme une attaque en règle contre les droits des peuples noirs dont les terres ont été usurpées dans l'histoire par des aventuriers et terroristes blancs. Il s'agit pour les sophistes d'inverser la charge de la culpabilité en inversant la nature des victimes. Ce ne sont plus les propriétaires noirs de la terre africaine qui réclament avec des décennies de retard leur droit à la propriété collective ou individuelle dans les conditions d'encadrement

proposées par une loi démocratique sud-africaine, mais un Président américain sous perfusion intellectuelle toxique de M. Elon Musk, ce qui a renforcé les débats sur la « *victime blanche* » et les inégalités raciales.

Le problème est que de nombreux pays africains, ont souscrit au programme « *Starlink* » d'Elon Musk⁵³ un service internet à haut débit. Il s'agit d'au moins 14 pays africains dont le Nigeria, le Kenya, le Mozambique, le Rwanda, le Malawi, la Zambie, le Bénin, l'Eswatini, opérationnels depuis 2023 et la Sierra Leone, le Sud-Soudan, Madagascar, le Botswana, le Ghana, Maurice et trois autres pays⁵⁴ dont la Namibie et le Cameroun en 2024⁵⁵. Si officiellement, il est question d'améliorer la connectivité haut débit dans les zones urbaines et rurales africaines, la réalité est l'appropriation des données et l'utilisation qui pourrait en être faite à titre privé par un milliardaire devenu l'un des principaux conseillers du Président Donald Trump.

Il est utile de rappeler que la propension d'Elon Musk à ne pas respecter les règles en vigueur dans les pays l'a conduit à rencontrer un retard d'implémentation en Afrique du Sud⁵⁶ à cause de lois locales exigeant que les fournisseurs de télécommunications attribuent une partie de leur propriété à des groupes historiquement désavantagés⁵⁷. La politique d'émancipation économique des Noirs (BEE) du pays ne peut être contournée par Elon Musk. Le milliardaire propriétaire de *Starlink* a accusé le gouvernement sud-africain d'avoir des « *lois ouvertement racistes sur la propriété* ». C'est dans ce contexte que « *l'allié d'Elon Musk a publié la semaine dernière un décret condamnant une autre réglementation sud-africaine*⁵⁸ ». Or, le Gouvernement sud-africain a rappelé que d'autres grandes entreprises de télécommunications, comme MTN et Vodacom, de grands opérateurs de réseaux mobiles d'Afrique, se sont conformées à la politique BEE.

Mais, comme il s'agissait d'attribuer des droits à des citoyens sud-africains noirs, il faut croire que cela pose problème à Elon Musk qui préfère pour son image, promouvoir ses actions dans le cadre d'une approche « *sophiste* ». D'autres pays africains qui résistent pourraient également être des terrains potentiels pour que ces techniques rhétoriques « *trumpistes* » prennent des allures de sanctions et de pertes de souveraineté.

Pour rappeler le degré de respect par Elon Musk de la régulation officielle dans certains pays africains, la Namibie et le Cameroun ont récemment contraint l'entreprise Starlink à cesser ses activités en raison d'un manque de licences, et potentiellement un refus de respecter les règles en vigueur.

Une décision finale devrait intervenir en Afrique du Sud après le 1^{er} avril 2025, date de la parution des résultats des travaux de l'Autorité indépendante des communications d'Afrique du Sud (*ICASA – Independent Communications Authority of South Africa*⁵⁹) qui examinera toutes les soumissions écrites des entreprises qui sont en attente d'une autorisation du Gouvernement sud-africain. La démarche est en cours et un comité examinera toutes les soumissions et le document de conclusions sera compilé et publié

12. SOPHISME, « *TRUMPERIE* » ET LA FIN DE LA SOCIÉTÉ OUVERTE ?

Le postulat – slogan « *America First* » du Président Donald Trump repose en réalité sur un raisonnement de transitivité mal maîtrisé car il simplifie outrageusement les relations complexes et ignore plusieurs autres facteurs importants notamment le facteur culturel. Ce type de raisonnement, appelé « *sophisme* », est une spécialité des tenants du populisme. En effet, l'argument avancé paraît correct en apparence mais est en réalité, fallacieux. Cela consiste à caricaturer ou déformer les arguments de son adversaire pour les rendre plus faciles à attaquer. L'adversaire, ou ce qui est « *combattu* », à tort ou à raison et par tous les moyens, doit servir d'épouvantail et être assimilable à un bouc émissaire, ennemi des partisans de Trump.

Cette déformation grossière de la complexité de la réalité par le sophiste permet concomitamment de mieux convaincre ses partisans « *religieusement* » convaincus que leur « *gourou-Dieu* » ne ment pas, tout en générant une cible, un public ou une partie de la population, plus facile à marginaliser, et plus facilement critiquable. Cette altération unilatérale de la vérité qui relève d'une matérialité tronquée, s'apparente à une falsification empirique⁶⁰ utilisée au profit des groupes d'intérêts que défend le Président Donald Trump. Ce dernier est en train discrètement de mettre fin à une « *société ouverte* » pour embrasser une société de propagande anti-éthique de la pensée unique où il est fait appel aux sentiments de repli sur soi avec une priorité à l'individualisme, à l'égoïsme et au messianisme à des fins anti-humanitaires et immorales. Les sophistes sont à classer parmi les « *ennemis*⁶¹ » de la société ouverte, même si ces derniers sont de grands communicants, falsifiant la réalité.

De ce point de vue, il convient de rappeler la position de Karl Popper, l'un des plus grands philosophes du 20^e siècle : « *Si notre civilisation veut survivre, nous devons rompre avec l'habitude de déférence envers les grands hommes* ». En l'espèce, le terme « grands hommes » doit être entendu ici au sens des hommes les plus riches, les plus connus, qui contrôlent les médias ou tendent à devenir des gourous de l'influence falsifiée. En l'espèce, le concept de « *tromperie* », sous-jacent aux sophistes, pourrait devenir synonyme de « *Trumperie* » en français, redéfini comme l'art de défendre ses intérêts et ceux de ses partisans par la force ou la ruse en mystifiant par une fausse apparence ou un faux-semblant, non sans ignorance, amalgame, indifférence, mépris, irrévérence et arrogance.

Or, il s'agit là tout simplement de la trahison du « *rêve américain* » de liberté et de la préservation des droits acquis. La trahison se retrouve dans les incitations à la délation notamment lorsque des licenciements massifs ont lieu. La presque totalité des employés de l'Agence internationale de Développement des Etats-Unis (*United States Agency for International Development*) – USAID) risque d'être licenciée pour recruter probablement des « *béni-oui-oui* », si possible sans aucun esprit critique. Le plan prévoit de réduire le personnel de l'USAID de 10 000 à environ 290 personnes, ce qui a suscité de vives critiques et des actions suspensives en justice⁶². L'abolition du principe de la « *discrimination positive dans les contrats fédéraux* » et la mise en congés payés, voire le licenciement de tout le personnel fédéral chargé de la diversité, de l'équité et de l'inclusion (DEI)⁶³ semblent plus liés à des considérations politiques qu'à des considérations de réduction budgétaire. La discrimination positive risque de se faire au profit des soutiens de M. Trump qui fonctionne comme un « *Pôle emploi-recrutement* » pour ses partisans. Après tout, il s'agit de changer en profondeur l'Administration américaine après des élections que Donald Trump a largement gagnées.

Le sophisme en général, « *trumpiste* » en particulier, offre au monde des points de vue partiels, partiels, trompeurs et donc faux. Le sophisme est souvent utilisé pour manipuler l'opinion publique ou détourner l'attention des vrais problèmes. Des arguments fallacieux et partiellement convaincants reposent systématiquement sur des logiques approximatives et sans fondements historiques. Le principe du sophisme « *trumpiste* » repose sur 7 points interdépendants. Voici quelques formes d'affirmation de type « *sophisme trumpiste* » assimilées à du « *Trumpisme* » :

- 12.1 l'attaque de la personne en lieu et place de l'attaque des arguments avancés par la personne. Vous ne pouvez pas croire ce que dit ce politicien, dès lors qu'il fait de la prison ou porte un bracelet électronique ;
- 12.2 l'appel à la Peur et à la délation : Utiliser la peur et les accusations volontaires des couards pour convaincre du bien-fondé de ses actes plutôt que d'utiliser des arguments tangibles et des preuves logiques. Par exemple, si nous n'interdisons pas l'arrivée des migrants illégaux, notre société va être envahie et risque de s'effondrer ;
- 12.3 l'appel à la Popularité consiste à faire passer l'idée qu'un postulat ou un acte est « juste » parce qu'il est populaire. Par exemple, une très grande majorité du peuple qui m'a élu souhaite que l'on stoppe l'aide au développement, donc cela doit être bon et confère de la légitimité ;
- 12.4 l'approche binaire et manichéenne considérée comme une « *fausse dichotomie* ». Il est question d'organiser la division, la simplification et justifier les raccourcis en présentant tous problèmes complexes en deux options possibles avec en filigrane, l'une des options inacceptable et dangereuse pour celle ou celui qui la choisira, et l'autre, justifiée non par la science et les preuves, mais par le droit d'avoir des opinions. La majorité ayant les mêmes opinions l'emporte. Par exemple : « *celui qui n'est pas avec moi est contre moi, et celui qui ne rassemble pas avec moi disperse*⁶⁴ » ;
- 12.5 l'annonce autoréalisatrice fondée sur la prévisibilité de réalisation d'une succession d'évènements négatifs ou toxiques qui peuvent être évités si le « *sophiste trumpiste* » intervient. Cette forme de dépendance autogénérée fonctionne à merveille à la veille d'élections. Par exemple, si vous ne votez pas pour le candidat « *anti-immigration* » sans arrière-pensée, alors ne vous plaignez pas demain si cela se produit et si une dépossession de vos biens s'en suit, avec en prime un sentiment d'envahissement et de chaos potentiels ;
- 12.6 le principe de la généralisation prématurée et des lieux communs. Cela consiste à tirer des conclusions générales sans fondements scientifiques à partir ou pas d'un échantillon extrêmement limité. Par

exemple, « une personne blanche a été attaquée par une personne noire dans une ville et en déduire que tous les habitants de cette ville non blanches sont malhonnêtes. Il faudra préciser que la situation inverse, si elle devait arriver fait l'objet de l'omerta ; enfin,

- 12.7 l'appel à l'ignorance : Affirmer qu'une proposition est vraie simplement parce qu'elle n'a pas été prouvée fautive revient à donner raison à toute opinion, ce qui sous-tend en filigrane l'idée que la majorité des opinions semblables représenteraient la « vérité ». Les politiciens sophistes en sont friands. Cela nourrit le populisme. Par exemple, personne n'a prouvé que le pillage des matières premières africaines est l'œuvre exclusive d'une catégorie particulière de personnes étrangères, en conséquence, il peut continuer. En réalité, toute tentative ou propension à rechercher des preuves, voire à les exposer, fait l'objet d'intimidations et de sanctions implicites ou explicites, elles-mêmes doublées d'impunités en cascade.

Ces sophismes sont souvent utilisés par les communicants et les politiques pour manipuler l'opinion en faisant appel à l'émotion afin d'exploiter les frustrations et peurs imaginaires ou existantes afin de soutenir les thèses avancées par les tenants du *sophisme trumpiste*. L'approche binaire et manichéenne est rapidement utilisée pour présenter un dilemme « falsifié » suggérant que c'est la seule alternative à la thèse avancée des tenants du populisme, qu'elle est la « seule » valable et donc légitime. Le peuple partisan peut alors être appelé à descendre dans la rue pour défendre cette position si des institutions légales comme les institutions scientifiques, les institutions juridiques ou encore les médias non politiquement corrects tentent de s'opposer aux thèses des sophistes, trumpistes ou pas.

C'est à la lumière de ces analyses que le Président Donald Trump et un nombre important de milliardaires adeptes de ses thèmes et méthodes devraient être classés comme des « *sophistes trumpistes* ». Ils ont en commun un niveau avancé d'expertise en tant que communicants, par l'utilisation fréquente de techniques rhétoriques et de sophismes pour tenter de convaincre, de manipuler l'opinion publique en faisant appel à la peur, aux caricatures de leurs adversaires pour détourner l'attention, dans le but de faire l'économie du débat contradictoire sur les véritables enjeux en organisant les conditions de son l'impossibilité.

Pour les peuples d'Afrique y compris leurs ressortissants dans la Diaspora, le sophisme et la « *trumperie* » sont connus, notamment dans les régimes où sévissent les démocraties falsifiées, les autocraties et les dictatures. La lutte pour une société ouverte est au cœur des combats pour la souveraineté des Peuples africains. De fait, la résilience d'une société ouverte africaine dépend principalement de la prise de conscience individuelle et collective des Africaines et des Africains. Cette prise de conscience suppose une vigilance et une éducation civique des citoyens fondées sur des normes éthiques et les principes du vivre ensemble.

En outre, la tolérance et une culture de la critique et de l'analyse constructives doivent permettre de prévenir la manipulation et la désinformation. Sans liberté d'expression ou avec une liberté d'expression sous influence contrôlée par des médias d'Etat et politiquement corrects, il est difficile de promouvoir l'indépendance, la transparence et la liberté individuelle tant au niveau des individus que des institutions de contre-pouvoirs, publiques ou issues de la société civile. Face à la force, l'arbitraire et l'injustice, les sept points interdépendants du *sophisme trumpiste* pourraient trouver un terrain favorable auprès de certains dirigeants africains, en mal de conservation du pouvoir et sans ambition d'amélioration du bien-être de leurs peuples respectifs.

Tout dépendra de la dynamique interne des Peuples africains avec en filigrane leur rapport d'acceptation - volontaire, manipulée ou forcée - de ce qui est « *inacceptable* » pour un vivre-ensemble résilient et une participation des Peuples. Au niveau des Etats africains, l'Acte constitutif de l'Union africaine⁶⁵ rappelle dans son article 4 alinéas c, d, g, et p successivement : « *la Participation des peuples africains aux activités de l'Union* », « *la mise en place d'une politique de défense commune pour le continent africain* », « *la non-ingérence d'un Etat membre dans les affaires intérieures d'un autre Etat membre* » et « *la condamnation et rejet des changements anticonstitutionnels de Gouvernement* ». Par ailleurs, les mots « *liberté* » et « *liberté d'expression* » sont absents de l'Acte constitutif. Or, c'est entre autres sur ces points que les dirigeants africains ont collectivement failli.

13. PSYCHOPATHES, PROTEXPANSIONNISME : UN « SAVOIR-VIVRE » DÉFAILLANT

Une personne ou un État qui fait preuve d'ingérence dans les affaires intérieures d'un autre pays est une personne ou un Etat qui ne respecte pas le droit international. Si de plus, il y a un refus manifeste de dialoguer



ce qui aurait pour effet de permettre une meilleure compréhension des enjeux sur le terrain, pour imposer une vision unilatérale de la perception fondée sur des informations déformées ou inexactes, alors il y a manifestement une volonté de domination et de contrôle au détriment de la personne ou de l'Etat considéré comme en position de faiblesse par rapport à un Etat puissant.

Manifestement, il y a lieu d'aller chercher les explications au niveau d'un complexe de supériorité, accompagné d'un manque de respect envers les autres. Ce comportement arrogant, voire hautain s'accompagne d'un mépris de l'autre, que ce soit un président africain, ou un Etat africain. Le problème est que toute attitude condescendante repose sur une forme de certitude ancrée dans les gènes des ex-colonisateurs de l'Afrique, où l'autre, le Noir, l'Africain est considéré comme « *inférieur* ». Entre le nombrilisme entre milliardaires non élus et l'incapacité ou le refus de comprendre l'autre, il y a une forme de préoccupation excessive pour soi-même accompagnée d'une négation de la prise en considération de l'autre.

Il s'agit donc une forme particulière de maladie équivalent à un « *narcissisme pathologique* » ou un « *trouble de la personnalité narcissique* ». Le problème est que la personne atteinte de ce trouble éprouve un besoin excessif d'admiration qui induit son refus reconnaître l'autre comme son égal, ce qui conduit quasi-systématiquement à un comportement arrogant et méprisant, avec une fierté affichée pour casser les codes du respect mutuel et du vivre ensemble. Le difficulté augmente lorsque plusieurs personnalités, présentent les mêmes symptômes et finissent par croire qu'elles sont dans le « *vrai* » alors qu'elles souffrent d'une forme de maladie collective.

Il est question non plus d'individus sains d'esprit et de corps, mais de « *psychopathes* » au sens d'une personne atteinte d'un trouble de la personnalité antisociale. Or, seuls ou en bande, les psychopathes peuvent manifester un comportement de séduction tout étant de véritables manipulateurs. Mais, leur absence de considération pour autrui dès lors qu'il ne fait pas partie du « *club* », les conduit inexorablement à afficher fièrement une méconnaissance flagrante des situations complexes en les simplifiant à outrance, voire à préférer opter pour la désinformation pour mieux justifier un objectif stratégique non avouable au départ. Il s'agit dans tous les cas, à savoir vis-à-vis d'un individu, d'une institution ou d'un Etat, d'un manque de respect pour les autres et d'un manque de respect pour les règles communes qui fondent le « *vivre ensemble* » de nos sociétés contemporaines.

Plus grave, il n'est pas question de trouver une solution autre que celle de la soumission, volontaire ou forcée, à une vision nombriliste, unipolaire et donc obsolète du monde. Maîtriser les logiciels les plus avancés de la technologie de l'intelligence artificielle et se comporter comme celui qui ne respecte aucune des règles internationales et refuse d'y adhérer est un véritable problème dès lors que cette maladie, apparemment contagieuse, entre dans l'espace du commerce mondial, du respect du droit international, du respect des engagements pris entre Etats souverains...

Les personnes souffrant de ces troubles sérieux du comportement peuvent rejeter toute intervention thérapeutique permettant de les « *aider* » à gérer leurs comportements dans un monde multipolaire tout en améliorant leurs relations inter-étatiques. Ces agissements visent à rendre obsolète le « *fameux* » consensus auquel s'attelle régulièrement l'Organisation des Nations Unies, pour lui substituer une situation de conflit systématique, doublée d'une affirmation non écrite de la part d'un ou plusieurs individus ou d'un Etat qui se considère au-dessus des lois.

Il s'agit assurément d'attitudes qu'il conviendrait de qualifier d'autoritarisme, voire de despotisme, lequel sous-tend des postures de domination et de contrôle, souvent au détriment de la réciprocité d'une communication ouverte et d'une inclusivité dans les formes multipolaires de coopération entre individus indépendants et Etats souverains.

L'arrogance d'un Etat puissant est susceptible de trouver ses limites lorsqu'elle se heurte à la souveraineté des autres Etats, surtout que le sentiment exagéré de sa propre importance, de la supériorité de ses technologies, de sa puissance et de ses compétences pourrait se trouver en porte-à-faux avec un renversement géopolitique, géoéconomique et géostratégique dans un monde multipolaire fondé sur le vivre ensemble en bonne intelligence et la souveraineté nationale. Autrement dit, il est difficile pour des psychopathes nombrilistes d'imposer au monde et sur la durée, un protectionnisme économique, politique, juridique et culturel qui ne profiterait qu'à celui qui se croit le plus puissant.



En définitive, il s'agit, et c'est un euphémisme, d'un manque de savoir-vivre, où le plus puissant s'octroie unilatéralement le droit :

- de ne pas respecter les règles internationales qu'il a lui-même contribué à définir par le passé ; et
- d'imposer par des comportements impolis, inciviques, irrespectueux de l'autre, doublés de grossièreté et/ou d'agressivité inappropriées, une nouvelle conception des relations internationales, des relations sociales et inter-Etats en s'affichant, sans aucune discrétion et souvent bruyamment, comme un provocateur public qui refuse de payer sur le champ sa dette colossale.

Une formation accélérée en courtoisie et civilité, avec l'intelligence artificielle et humaine, pourrait peut-être permettre de freiner les conséquences des tensions et conflits en perspective. A moins que ce ne soit le retournement de la loi du plus fort qui ne revienne comme un boomerang pour faire émerger un espace de sagesse, en espérant qu'une guerre chaude ne prenne pas à terme la relève.

Les individus ou les Etats autoritaires et despotiques ont une fâcheuse tendance à utiliser leur pouvoir pour contrôler leurs populations et manipuler les situations internationales à leur avantage, sans se soucier des autres opinions, des conséquences de leurs actions et des éventuels dégâts collatéraux qu'elles peuvent entraîner. Or, c'est exactement ce que Hitler a fait en Allemagne, après que l'oligarchie pensant l'utiliser aux fins de la satisfaction de ses propres intérêts, lui ait offert le pouvoir par la voie « *démocratie* » sans imaginer un seul instant la gravité et la portée de cet acte. En Afrique, ils sont légion ces dirigeants qui manipulent les élections pour accéder et conserver le pouvoir. L'alliance entre d'une part, les dirigeants africains autocratiques, non respectueux des droits humains et des peuples, et d'autre part, ceux des milliardaires non élus formant le cercle de décision de Donald Trump ne doit pas être considérée comme une probabilité compte tenu des intérêts bien compris à défendre au détriment du Peuple africain.

14. PENSÉE UNIQUE, IMPRÉVISIBILITE DES DÉCISIONS ET MUSELAGE DES INSTITUTIONS

Une personne qui fait reposer toute sa stratégie de conquête des biens d'autrui en se mettant en scène publiquement dans les médias, en ligne sur les réseaux sociaux, a besoin de brouiller son jeu et ses tactiques. En réalité, il se met délibérément à dos toutes celles et tous ceux qui ne sont pas considérés comme n'acceptant pas sa conception d'un monde unipolaire. Pour cela, la tactique choisie est fondée sur l'illusion d'une fausse apparence d'imprévisibilité des décisions afin de forcer l'adversaire à s'opposer ou à s'aligner volontairement à la pensée ultra-libérale sous-jacente et considérée comme une pensée religieusement unique.

Pour cela, toute forme d'expression alternative à cette pensée unique doit être médiatiquement négativement altérée, voire inversée, afin de justifier les actions dolosives fondées sur la légitimation de la dictature de la démocratie censitaire. Dans un tel système électoral, seules les personnes disposant des richesses ou la capacité d'en créer aux Etats-Unis, ayant soutenu et financé ouvertement le vainqueur de l'élection présidentielle, ont le droit d'intégrer le groupe élitiste appartenant à une oligarchie fondée sur un messianisme censitaire qui accède au pouvoir démocratiquement.

La confiance dans cette forme de représentation du peuple aux Etats-Unis risque de se transformer en aversion, dès lors que le contrat social rêvé au moment de la campagne électorale évoluera lui-même vers un muselage des institutions telles que la justice, les médias, ainsi que les structures scientifiques avec paradoxalement au plan économique, un retour de l'inflation, une déclassification de la classe moyenne doublée d'une marginalisation de la classe pauvre, ce qui ne manquera pas d'entraîner un mouvement d'anxiété, de défiance, de contestation, de résistance puis finalement de récusation.

Le mensonge public et la manipulation du public, proches de la supercherie officielle deviennent un mode de fonctionnement de l'Etat dans lequel les milliardaires et multimillionnaires non-élus occupent une place de plus en plus prépondérante et pèsent sur les décisions. Or, le niveau effectif de musellement et de neutralisation de l'indépendance des institutions de l'Etat dont le rôle est d'équilibrer les pouvoirs ou de servir de contre-pouvoirs, déterminera l'ampleur de la résistance⁶⁶, - ou de l'impossible résistance -, aux Etats-Unis. Or en Afrique, le musellement et la neutralisation de l'indépendance des institutions de l'Etat, caractérisés par l'absence de séparation des pouvoirs et des institutions transformées en instruments destinés à avaliser les



décisions des hommes forts de l'Etat, risquent, par opportunisme de trouver un terrain d'entente avec le populisme et le *sophisme trumpiste*, ce aux dépens des populations africaines.

Or, à la lumière des faits historiques eu égard aux comportements unilatéraux des pays de l'OTAN, nul ne peut refuser de témoigner de l'émergence d'un monde multipolaire dans lequel les États-Unis, et plus largement, les pays membres de l'OTAN particulièrement ceux d'Europe, perdraient graduellement de leur influence face à des États émergents organisés en syndicat de défense de leurs intérêts. Il s'agit d'organiser une « ceinture » de protection et de sécurité contre les agressions unilatérales de ceux qui unilatéralement décidaient hier de l'avenir du monde. Les dirigeants africains ne peuvent collectivement continuer à accepter l'alignement sur des puissances extérieures tout en feignant de défendre leur propre souveraineté et non celle des Peuples africains.

15. PASSER DE L'UNION AFRICAINE À L'INTERDÉPENDANCE AFRICAINE

Les conséquences de cette multi-bipolarisation du monde ont conduit à la dévalorisation des institutions et organisations des Nations Unies et de nombreuses organisations sous-régionales africaines, toutes ne disposant pas de capacités de défense collective, au rang desquelles l'Union africaine et les communautés ou unions économiques régionales africaines. Paradoxalement, l'Union européenne aussi, par son choix stratégique de refuser d'avancer vers les « *Etats-Unis d'Europe* », une forme de confédération à la carte, subira (ou est en train de subir) les affres des décisions erratiques de la Maison Blanche. En effet, dès lors que les Etats européens n'arrivent pas à prendre des décisions communes rapidement pour s'adapter aux nouvelles réalités géostratégiques que sous-tend l'usage de « *la Loi du plus fort* », ils sont dans le déni. Les nationalismes ont pris le dessus avec une *Union européenne* qui n'en est politiquement pas une, comme au demeurant une *Union africaine* qui a manqué le coche et ne s'appelant pas « *interdépendance africaine*⁶⁷ ».

Les choix des dirigeants de l'Organisation de l'Union africaine découlent davantage des pressions en fonction des intimidations et menaces de sanctions subies de l'extérieur que sur la base d'une position ferme envers la défense de la souveraineté des Peuples africains et la défense des richesses extraites du continent pour améliorer le bien-être des populations africaines. Le nouveau secrétaire général de l'Union africaine, Mahmoud Ali Youssouf⁶⁸, fut le ministre des Affaires étrangères en exercice de Djibouti durant les vingt dernières années. Il a été « élu » le 15 février 2025 lors du sommet de l'Union africaine tenu à Addis-Abeba, en Éthiopie suite à un désistement imprévu d'une partie des Etats aux dépens du candidat kenyan, Raila Odinga⁶⁹, l'ancien Premier ministre du Kenya qui a été lâché par son Président, mais surtout considéré comme pouvant tenir tête aux Chefs d'Etat africains pour avoir été un candidat malheureux au cours d'élections contestées au Kenya.

La réalité est que, Raila Odinga défendait une ligne stratégique fondée sur la vision d'une Afrique souveraine économiquement, financièrement indépendante et écologiquement durable, ce qui posait des problèmes pour certains chefs d'Etat, tenants d'un alignement sur les positions de statu quo, ou tout au moins de ne jamais déroger des positions stratégiques des pays membres de l'OTAN.

Il est recommandé par Afrocentricity Think Tank que les dirigeants africains offrent plus d'espace à la défense des intérêts des Peuples africains et moins à celui de l'alignement sur les politiques des pays dits « *donateurs* » au point que les actions et programmes de l'Union africaine semblent de plus en plus conditionnés, sinon décidés par les « *non-Africains* ».

Peut-être, une refondation de l'institution sur la base de l'interdépendance africaine pourrait lui garantir un avenir orienté vers plus de souveraineté effective. Ceci est d'autant plus urgent et possible avec la politique du Président Donald Trump qui remet en cause les fondements même des alliances établies depuis 1945. Autrement dit, la fin du « *Consensus de Washington* » et la refonte d'institutions comme le Fonds monétaire international et le Groupe de la Banque mondiale sur les priorités de l'Administration Trump devraient servir de rappel et de message d'alerte pour reconsidérer le « *statu quo* » sécuritaire, politique, monétaire, fiscal des Africains sur la base de l'interdépendance, prendre en compte la réalité d'un monde interdépendant et structuré par des alliances multi-bilatérales dans le cadre d'une compétition-confrontation entre deux grands blocs : le Nord global et le Sud global.

16. NOUVEL ORDRE DE L'ILLIBÉRALISME ET PROTECTIONNISME

L'alliance découlant du Traité de l'Atlantique Nord et le mot « *alliés* » n'ont pas été régénérés depuis la fin de la 2^e guerre mondiale. Même si certains dirigeants européens refusent de le reconnaître, une partie importante de l'Europe est en situation de dépendance vis-à-vis des Etats-Unis, notamment dans les domaines militaire, énergétique et sanitaire. Or, c'est justement ce point qui va servir au Président Donald Trump pour justifier sa décision unilatérale de traiter les dirigeants européens « *alliés* » comme il traite les dirigeants africains, sauf que les mots utilisés sont peut-être plus flatteurs et moins offensants. Le sophisme ambiant veut que lors de la Conférence de Munich sur la sécurité du 14 février 2025 rassemblant les membres et alliés de l'OTAN⁷⁰, le vice-président américain J. D. Vance, dans ses remarques, a rappelé à l'Union européenne de ne pas considérer les Etats-Unis comme « *le fournisseur de sécurité par défaut de l'Europe et a appelé à un partage plus équitable du fardeau de la défense entre les membres de l'OTAN*⁷¹ ».

En filigrane, le *sophisme trumpiste* pose comme postulat que les Etats-Unis n'acceptent pas le statu quo et ne peuvent voir leur souveraineté remise en cause. Par contre, les Etats-Unis peuvent limiter la souveraineté d'un autre l'Etat par tous les moyens notamment par la force, par la loi américaine ou par les entreprises multinationales alignées sur la politique américaine de Donald Trump, le nouveau Gourou de l'autorité morale. Le mix de l'ordre unipolaire messianique américain et de la « *morale* » trumpiste autorise toutes formes d'autoritarisme allant à l'encontre des institutions démocratiques et du droit international. Il s'agit d'un véritable projet politique planétaire « *d'illibéralisme*⁷² » faussement démocratique.

Il s'agit d'un système de gouvernement qui dissimule des pratiques non démocratiques, s'abritant derrière une médiatisation des partis pris, des lois, des institutions et des procédures présentant l'apparence de la démocratie mais, de fait, ne jouissant plus de la séparation des pouvoirs en termes d'indépendance. Les Etats dont le gouvernement peut être assimilé à une démocratie illibérale sont des Etats où les lois liberticides et les intimidations de tous ordres contribuent à l'autocensure des pensées alternatives, des voix divergentes et surtout génèrent de l'autocensure des opinions critiques.

La légitimité d'un tel système repose sur une approche binaire et manichéenne que ceux qui détiennent le pouvoir vont utiliser en prétextant défendre une certaine majorité aux dépens d'une minorité. Le conservatisme sous-jacent repose sur une « *homogénéisation* », pour ne pas dire un « *blanchissement* » culturel de la société et des valeurs. Autrement dit, il est question d'assurer la destruction du multiculturalisme en faisant la promotion d'une pensée unique visant à l'assimilation de tous dans une entreprise d'homogénéisation de la société, avec comme objectif de considérer comme un ennemi potentiel tout ce qui va à l'encontre de cette pensée unique. Pour ce faire, il faut prendre l'adversaire de court, le mettre devant le fait accompli en avançant rapidement sur tous les dossiers sans le recul qui permet la réflexion, comme s'il s'agissait de traiter de l'actualité journalistique. Or, la politique américaine de bouc-émissarisation de l'autre dans le cadre d'une culture du protectionnisme n'est pas une opération à somme nulle.

Au contraire, si des résultats peuvent apparaître à court-terme et à long-terme, l'initiateur du projet est systématiquement perdant pour n'avoir pas pris en compte la capacité de résistance et de rejet de ceux qui naguère ont été considérés comme de simples bouc-émissaires devant payer pour les errements et la mauvaise gouvernance des Etats-Unis ainsi que pour la dette colossale qui s'en est suivie jusqu'à ce jour. En effet, au plan international, la politique du « *nouvel ordre illibéral* » fondé sur la puissance et l'abus de pouvoir et du droit, ne peut fonctionner dans un monde multipolaire. S'il est vrai que les Etats ou les entreprises transnationales dotés d'une capacité d'influence faible devront s'adapter, voire s'aligner sur les tenants du *sophisme trumpiste*, il faut s'attendre à ce que les Etats et les entreprises transnationales dotés d'une capacité d'influence forte résistent en confrontant la puissance à la puissance.

17. SOUVERAINETÉ AFRICAINE : DIVERSIFICATION ET POLYGAMIE PARTENARIALES

En outre, les pays africains disposent collectivement d'une capacité d'influence faible et devront trouver des partenaires à l'international ou s'aligner. L'Union européenne en comparaison, a fait croire qu'elle disposait d'une capacité d'influence forte sur les pays africains. Or, l'Union européenne (UE) n'a jamais voulu assumer son alignement sur les Etats-Unis, notamment en matière sécuritaire et dans le cadre de l'OTAN. Le revirement unilatéral des Etats-Unis vient de mettre à nu la stratégie inconsciente de l'UE de poursuivre sa politique

d'interdépendance avec la Russie pour une politique de dépendance des Etats-Unis, notamment pour sa sécurité, son énergie, voire pour son commerce extérieur.

Dans un tel monde où la compétition et la concurrence entre les plus riches, les plus armés et les plus influents risquent de se faire aussi à leurs dépens, il faut croire que les « *deals* », les transactions, les négociations entre Etats à capacité d'influence équivalente risquent de se faire aux dépens de tous les pays à capacité d'influence faible. Les relations « *transactionnelles* » et opportunistes se feront dans l'urgence non sans revirement majeur en cas de non-respect des engagements pris. Les affinités d'intérêts bien compris, comme les affinités idéologiques avec les tenants du *sophisme trumpiste* vont diviser l'Afrique en deux parties : ceux qui vont faire le choix de l'alignement, s'il n'est pas déjà fait ; et ceux qui vont diversifier leurs partenariats : stratégique, sécuritaire, monétaire, économique, financier et commercial afin de se mettre à l'abri des intimidations, des ingérences, des sanctions et des annexions potentielles de la part des oligarchies défendant concomitamment les intérêts américains comme les leurs.

Référence doit être faite à l'un des discours les plus marquants du Président américain Dwight D. Eisenhower, « *Chance for Peace* », dans lequel il rappelait le 16 avril 1953, que les Etats-Unis ne devraient pas être le « *bouc émissaire de l'Europe* », rappelant au passage une constante du « *America First* » lorsqu'il souligna « *l'importance de la sécurité collective et de la responsabilité mutuelle entre les nations, plutôt que de placer le fardeau uniquement sur les États-Unis*⁷³ ».

Pour sa première visite en Europe au cours de sa carrière politique, le vice-Président J. D. Vance a choisi d'épouser les vues des partis extrémistes européens, rappelant au passage à ses alliés historiques de l'OTAN qu'il s'agit d'écouter la voix des peuples, ce qui, pour lui, n'est qu'une leçon de démocratie, de droit de vote et de la liberté d'expression. Cette stratégie de diversion ne doit pas occulter la stratégie opaque du désir d'affaiblir l'Union européenne, soit en la divisant, soit en l'éclatant entre d'une part, l'unification des tenants du *sophisme trumpiste*, souvent d'extrême droite en Europe, et d'autre part, en divisant les autres partis républicains entre ceux qui accepteront une forme ou une autre de vassalisation officieuse ou officielle envers les Etats-Unis.

En effet, si bien que de plus en plus affaibli il existe encore un cordon sanitaire politique des partis politiques européens contre les partis d'extrême droite, à ce titre, en filigrane, la nouvelle administration de Washington semble s'employer à faire sauter cette ultime digue en favorisant l'arrivée au pouvoir de ces partis *sophistes trumpistes* ou en envisageant carrément de faire alliance avec eux⁷⁴. Au-delà de l'ingérence directe et indirecte dans les affaires intérieures des dirigeants européens, il y a comme une volonté d'humiliation de l'Union européenne (UE), à moins qu'il ne s'agisse que de diviser l'UE entre :

- d'une part, ceux des Etats en Europe qui choisiront l'alignement sur les Etats-Unis et accepteront la transaction inégale avec non pas la fin de la guerre de l'OTAN en Ukraine, mais un cessez-le-feu permettant de rapidement s'accaparer les biens d'autrui, en l'espèce ceux du Peuple ukrainien ; et
- d'autre part, ceux des Etats en Europe qui choisiront de subir des sanctions avant d'accepter l'annexion-partage de l'Ukraine entre les Etats-Unis et la Russie.

L'usurpation des biens d'autrui dans le cas ukrainien repose sur une nouvelle transaction ou deal consistant à demander à l'Ukraine de « *rembourser* » les frais de l'engagement militaire des Etats-Unis dans le conflit. Cette justification artificielle du remboursement reposerait sur un deal « *minerais ukrainiens contre garantie de sécurité* » pour ce qui reste de l'Ukraine et de ses dirigeants actuels, y compris Volodymyr Zelensky dont le mandat a expiré depuis près d'un an. Il ne faut donc pas s'étonner de voir ce même Président Zelensky rappeler à cette conférence de Munich ceci : « *je ne vois pas encore dans le document ce lien entre « minerais et protection » ».*

Le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio n'a qu'une mission en tête : « *parvenir à un accord sur les minerais ukrainiens qui permettrait de « rembourser », en partie, les Etats-Unis pour l'aide fournie à l'Ukraine afin de financer la guerre contre la Russie* ». Face à ce qu'il convient de qualifier d'usurpation des biens d'autrui, ni les dirigeants ukrainiens, ni les dirigeants européens, ni le Secrétaire général des Nations Unies n'ont été invités à la table des négociations en Arabie Saoudite entre les hauts responsables américains et russes le 18 février 2025⁷⁵. Or, les discussions ont principalement porté sur :

- le réchauffement des relations entre les Etats-Unis et la Russie en général ; et



- le partage des biens d'autrui, en l'espèce ceux de l'Ukraine, comme une source de solution à la fin de la guerre de l'OTAN et de la Russie sur le sol ukrainien, ce en rappel des articles sur le Pacte de Varsovie⁷⁶ et des exigences de la Russie concernant l'interdiction de tout élargissement de l'OTAN et l'établissement de bases militaires américaines dans les pays de l'ex-espace soviétique⁷⁷.

En outre, Kiev, par la voix du Président ukrainien Zelensky, tente de s'opposer, vainement pour le moment, à la décision unilatérale des Etats-Unis portant sur l'appropriation des minerais ukrainiens contre le paiement de la facture de la guerre de l'OTAN en Ukraine. L'absence de Volodymyr Zelensky dans cette phase des négociations sur le partage des richesses de l'Ukraine sonne comme une insulte aux nombreux morts et blessés que ce pays a subi, et un revers pour les dirigeants de l'Union européenne qui se sont lancés « *corps sans âmes* » dans une guerre qui n'était pas la leur, persuadés qu'ils étaient de bénéficier du parapluie militaire et financier américain. Mais combien de temps, le Président Zelensky pourra tenir face à l'humiliation orchestrée de la maison blanche⁷⁸, la suspension de l'assistance militaire et peut-être même partiellement du système de renseignements satellitaires ?

Avec le rétablissement rapide des relations, voire de la coopération transactionnelle, entre la Maison blanche et le Kremlin, ce sont les désormais « *ex-alliés européens* » des Etats-Unis qui semblent avoir perdu ou avoir commis des erreurs stratégiques en termes d'injection de l'argent des contribuables européens dans une guerre de l'OTAN en Ukraine. L'augmentation unilatérale des dépenses militaires au sein de l'OTAN ou pour une défense européenne signifient là encore une période d'austérité inévitable pour le Peuple européen. Sauf, si l'Union européenne reconnaît son erreur stratégique et trouve des voies nouvelles pour engager d'abord vers une Europe fédérale au moins sur le plan de la sécurité et de la défense avec au moins 4 % en moyenne de leur budget national et une nouvelle collaboration plus intelligente, moins idéologique et plus transactionnelle, avec la Russie⁷⁹.

La décision stratégique européenne qui pourrait faire modifier la donne est que l'OTAN arrête d'étendre ses frontières vers l'est et s'abstient de soutenir les demandes d'adhésion des anciennes républiques soviétiques, y compris l'Ukraine, au sein de l'Union européenne ne devrait par contre pas poser de problèmes, ni pour les Etats-Unis, ni pour la Russie. Les difficultés économiques et budgétaires de nombreux pays en Europe qui disposaient encore d'une marge de manœuvre avant la guerre en Ukraine, à savoir la France, l'Allemagne, le Royaume Uni, ont réussi à perdre cette capacité d'influence forte pour avoir « *déménagé* » les budgets des contribuables vers une volonté de « *blocus* » de la Russie.

En conséquence, l'effet boomerang ne s'est pas fait attendre. Le citoyen européen subit de plein fouet le renchérissement du coût énergétique, la perte de pouvoir d'achat et l'inflation réelle et non correctement enregistrée. Avec le chômage qui repart à la hausse, avec la hausse drastique des coûts de production et une politique implicite de remplacement partiel des « *nationaux* » au salaire minimum par des « *immigrés* » payés à bas prix ont conduit au renforcement accéléré des partis d'extrême droite en Europe, tous favorables à une coopération renforcée et renouvelée avec la Russie. En définitive, ce sont les mêmes effets collatéraux du déclassement de la classe moyenne en classe pauvre, la hausse du panier de la ménagère, la perte de pouvoir d'achat et le chômage ou l'emploi vulnérable qui ont conduit à l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis.

Pourtant, ce sont ces partis d'extrême droite en Europe qui pourraient bénéficier des soutiens probables des dirigeants russes et américains. Cela tend à les présenter comme des « *apporteurs* » de solution auprès des « *gens ordinaires* ». Or, ce n'est pas le cas, voire le contraire notamment en termes de souveraineté à long terme. Malheureusement, les dirigeants des partis d'extrême droite européens sont les premiers, avec leurs homologues des autres partis au pouvoir en Europe, à renforcer, voire soutenir les autocrates africains, source première des émigrations massives de citoyens ordinaires africains souhaitant construire leur pays. Ces émigrations massives sont principalement la conséquence des actes non démocratiques posés par les dirigeants africains, œuvrant en priorité pour la préservation de leurs intérêts personnels étroitement liés aux intérêts étrangers, européens en particulier, en Afrique.

Les Etats-Unis, qui consacrent actuellement entre 3 % et 5 % (selon la structuration des dépenses) de leur PIB à la défense⁸⁰, étaient dans une logique d'*America First*, même sous la présidence démocrate de Joe Biden, consistant à :

- diviser et fragmenter les dirigeants européens avec une opposition farouche du Président Donald Trump à l'idée d'une intégration de l'Ukraine dans l'OTAN ;
- accentuer la dépendance des dirigeants européens en énergie et information satellitaires envers les Etats-Unis en attendant de leur faire payer ces services par l'augmentation de la contribution des Européens de 2 % actuellement à environ de 5 % du produit intérieur brut (PIB) de chaque pays⁸¹ dans le budget de dépenses militaires de l'OTAN⁸² tout en conditionnant l'aide américaine à l'Ukraine a un « deal » de type *dettes contre matières premières stratégiques et critiques*⁸³ ;
- affaiblir l'industrie d'exportation des Européens par une désindustrialisation vers la Chine et des pays asiatiques et un renchérissement des coûts d'énergie et de la dépendance envers les matières premières critiques et les métaux rares ; et enfin
- déstabiliser et/ou contrôler l'Afrique par les effets collatéraux des terroristes ou mercenaires privés délocalisés de la Libye, de l'Irak, du Liban, de la Syrie, etc. ou par le soutien des dirigeants africains alignés sur l'Alliance de l'OTAN dont le Rwanda et l'Ouganda qui favorisent un transfert de richesses et de ressources vers les intérêts privés de pays membres de l'OTAN ou ses alliés aux dépens des intérêts collectifs des Peuples africains.

Il est donc question en 2025 de se partager les richesses du sous-sol ukrainien comme les pays européens l'ont fait en 1885 lors de la Conférence de Berlin en se partageant les richesses potentielles de l'Afrique sans aucune représentation des dirigeants africains, considérés à l'époque, non pas comme des « *pays de merde* », mais de simples colonies, propriétés unilatérales des dirigeants européens. S'agirait-il d'une forme de retournement du monde, voire de retour à l'envoyeur 140 ans plus tard ? Assurément ! Mais la souveraineté africaine doit se réorganiser sur la base de la diversification stratégique et de la « polygamie » partenariale.

Est-ce que les dirigeants africains sont conscients des enjeux qui se jouent ? Ce d'autant plus que la guerre d'usurpation des biens d'autrui qui se déroule depuis plusieurs années à l'est de la République démocratique du Congo avec des avancées territoriales importantes, pourrait ressembler à une autre forme d'annexion des richesses, et à terme de territoires au point de justifier une annexion-scission du territoire de la RDC comme cela s'est passé entre l'Ethiopie et l'Erythrée, la Somalie et la Somalie-Land, le Soudan et le Soudan-Sud, sans compter la guerre des militaires au Soudan, avec des velléités de scission dans le Darfour, etc.

18. POPULISME, MACHAVIÉLISME ET PERTE D'INFLUENCE LA SOCIÉTÉ CIVILE INDÉPENDANTE

De nombreux analystes spécialisés en prospective ont cru que le monde allait connaître une influence de plus en plus importante des organisations de la société civile (OSC) ou des organisations non gouvernementales (ONG). Ces institutions représentant le Peuple à la base auraient dû avoir un pouvoir d'influence et de décision de plus en plus important, grignotant même celui des États et des gouvernements. Cette perspective, même en perspective, a dû faire peur à l'oligarchie des élites milliardaires non élues. En effet, ces milliardaires non élus ont horreur du « *capitalisme des parties prenantes* » au point d'avoir choisi, là aussi, de prendre l'initiative soit de les neutraliser, soit de les renforcer dès lors que ces OSC/ONG acceptent d'être dépendantes d'eux. Certaines OSC/ONG financées par les milliardaires non élus sont les bras avancés d'un patriotisme sélectif et parfois messianiste qui fondent la stratégie de l'union des partis populistes, même si l'alignement sur les « *valeurs* » et « *pratiques* » de la droite extrême aux Etats-Unis peuvent différer d'un pays à l'autre.

Pourtant, les valeurs des partis d'extrême droite varient en fonction du contexte politique et géographique, mais on peut associer les notions de patriotisme, la souveraineté, le protectionnisme notamment l'arrêt de l'immigration et la protection des frontières. Le tout s'appuie sur une forme de préservation de la culture et des traditions perçues comme nationales, un sentiment trompeur qui permet de justifier l'autoritarisme et la préférence pour un leadership centralisé et une personnalité forte à la tête de l'Etat. En s'appuyant sur la désinformation et l'ignorance des électeurs ordinaires⁸⁴ et des « *gens ordinaires* », les tenants de cette mouvance optent pour le populisme et s'opposent, sinon sont en rupture explicite avec les élites politiques et économiques qui n'épousent pas leur thèse. Enfin, derrière une forme de conservatisme national-social, des nombreuses références sont faites, souvent avec beaucoup d'approximations, à l'unité familiale, au droit à la vie, à la famille nombreuse et l'attachement à des croyances religieuses de type messianique, quand il n'y a pas de dérapage.



Les tenants des thèses des partis d'extrême droite tendent à s'organiser pour avancer vers une unification des partis d'extrême-droite pour mieux pénétrer, infiltrer et contrôler l'ensemble du maillage décisionnel existant et considéré comme responsable du sort réservé aux populations nationales, - parfois uniquement blanches, uniquement riches ou les deux. Or, c'est par la ruse et l'habileté, en se faisant passer pour des représentants des « *gens ordinaires* » que les conservateurs d'extrême droite arrivent à se faire légitimer. Cette approche pragmatique fondée sur la ruse, la tromperie ou la manipulation pour atteindre des objectifs politiques, la place donnée à l'amoralisme, l'incivisme, les insultes et le machisme ouvre un espace nouveau fondé sur la doctrine du « *grand remplacement* ». Il est question ainsi de fournir du travail à tous les militants et sympathisants exclus ou marginalisés par l'ancien système politique, si possible en les humiliant par le non-respect des droits humains, des droits des Peuples, du droit international, bref en considérant que la séparation des pouvoirs est un leurre. Le seul pouvoir qui vaille est l'autorité centrale.

Les adeptes des thèmes des partis d'extrême droite ne sont alors pas éloignés du machiavélisme et des valeurs des tenants de la philosophie politique inspirée par Niccolò Machiavelli⁸⁵. Ce dernier a mis en lumière ce qui, dans l'invisible mais tangible, structure les dynamiques du pouvoir et les ambitions humaines, notamment les puissances d'argent se transformant en forces brutes, des intérêts opportunistes et mouvants pour élaborer et appliquer des stratégies indispensables pour gouverner dans un monde incertain, champ de tension, d'opportunités et de conflits où se mêlent ambition, fortune et discrétion pour finalement accaparer le bien d'autrui.

En outre, le pouvoir centralisé et autoritaire s'oppose en fait à la démocratie. Dès lors, le leadership autocratique, - voire dictatorial -, use et abuse des incivilités, limite ou neutralise la vérité par les privations des libertés, le musellement des voix scientifiques, des médias et des institutions, et la négation des lois fondant la justice et le vivre ensemble. Malgré cela, tout ce système d'amorçage d'un autoritarisme et le manège des leaders populistes pour s'octroyer une légitimité populaire ne sont pas perceptibles par les citoyens ordinaires encore moins par une partie de la population lésée et ignorante des enjeux de pouvoir.

Il ne s'agit pourtant souvent que de raisonnements fallacieux⁸⁶, permettant d'opposer les opinions à la science, à la justice ou à la vérité. De cette opposition dialectique naît et se construit un imaginaire dévoyé susceptible de conquérir les opinions publiques et les convaincre de s'engager sur une voie glissante et risquée vers la justification de l'ordre et de l'autorité. Cela se traduit :

- en politique par une justification de l'autocratie et de l'expansionnisme ;
- en économie par l'abus de la dérégulation à sens unique qui fonde le capitalisme sauvage ainsi que les positions de monopoles globalisés ; et
- en droit par l'impunité et l'arbitraire.

Pourtant, avec la désinformation relayée par les organes de presse aux mains de multimillionnaires, c'est l'instrumentalisation de la construction de « *faux dilemmes* » et de pièges simplificateurs de raisonnement qui sont construits pour façonner, grossièrement ou subtilement, souvent avec l'assistance de l'intelligence artificielle et des réseaux sociaux, les opinions et les décisions au quotidien de citoyens ordinaires.

Les leaders populistes et machiavéliques, tenants du sophisme, conçoivent l'efficacité, la ruse, l'obtention des résultats recherchés par la force comme des préalables pour se consolider et se maintenir au pouvoir, si possible en bloquant toutes possibilités d'alternance démocratique et politique effective. Le ferment « *patriotique* » ou « *nationaliste* » permet de cimenter toutes les peurs au point de convaincre que seuls les partis d'extrême droite défendent le « *peuple* ». Or, la politique économique sous-jacente repose sur un accaparement des richesses par une minorité oligarchique et une fausse redistribution basée sur un système de « *grand remplacement* » des partisans et sympathisants des partis d'extrême droite par ceux qui, quand ils étaient au pouvoir, ont « *marginalisé* » ceux qui considèrent qu'ils ou elles ont été exclus de la distribution des fruits de la croissance. En Afrique, la notion d'extrême droite se confond avec les partis au pouvoir qui neutralisent toutes les possibilités d'alternance pacifiques du pouvoir.

Il y a là un clin d'œil à la pratique illégale et anticonstitutionnelle de nombreux dirigeants africains. Ils bloquent toutes possibilités d'alternative politique et économique en amont et pendant les processus électoraux grâce à la neutralisation des partis politiques d'opposition, des entrepreneurs indépendants, de tous les contre-



pouvoirs régaliens, et surtout la mise en mode « *veille* » des organisations de la société civile pour s'assurer, en toute indépendance, de pouvoir travestir à leur avantage la réalité de la vérité des urnes.

Pour réussir à transférer la démocratie voulue par les peuples vers une démocratie de représentants du peuple qui accaparent le pouvoir grâce à leurs réseaux d'oligarchies financières, il faut bien reconnaître que le nerf de la « *guerre* » demeure l'argent, et la capacité d'ingérence, d'alignement et d'achat des consciences.

Il ne faut donc pas s'étonner que l'imposition de tarifs douaniers unilatéraux, arbitraires et réciproques, les tentatives de partition et/ou d'annexion de territoires par la force ou par le mercenariat, le terrorisme et les guerres de déstabilisation en dehors du territoire national sont d'abord pensés, pour ce qui est de l'Afrique, pour permettre de récupérer des ressources essentielles impunément grâce au « *droit* » du plus fort. Sans ces ressources, les pays dits industrialisés technologiquement avancés pourraient se retrouver en situation de dépendance forte.

Le lien entre populisme et *sophisme trumpiste* pourrait paradoxalement aboutir en Afrique à des alliances de circonstances entre Donald Trump et des chefs d'Etat africains multimillionnaires, prêts à s'aligner sur les thèmes et volonté des oligarchies des multimillionnaires africains, dont de nombreux chefs d'Etat mal élus, autour de Trump afin de conserver le pouvoir souvent usurpé aux Peuples africains.

Par ailleurs, le dol, la captation et l'imposture consistent donc bien à confondre les intérêts des multimillionnaires arrivés ou contrôlant le pouvoir étatique avec l'institution Etat, censés défendre les intérêts du Peuple. Pire, le grand remplacement consiste à « *virer* », souvent sans ménagement, voire manu militari, des travailleurs en poste pour les remplacer par les partisans et sympathisants des partis d'extrême droite arrivés au pouvoir. Les citoyens ordinaires, marginalisés ou victimes du système, cherchent des bouc-émissaires. Les travailleurs immigrés, avec ou sans papiers, sont tous désignés pour en faire les frais. Mais, cela ne suffit pas à court terme. Il faut alterner entre ceux qui ont du « *travail* » et ceux qui n'en ont plus. Une drôle conception pour résoudre le chômage.

Sur le plan sécuritaire, la montée en puissance d'un terrorisme décentralisé à des fins de déstabilisation apparaît en Afrique comme une volonté non pas d'éradication de ces groupuscules, mais bien d'une forme de « *récupération* » à des fins de satisfaction d'intérêts à défendre sur le territoire d'autrui. A posteriori, les déplacements de population finissent par profiter à des oligarchies étrangères bénéficiant de contrats dolosifs d'exploitation du sous-sol. Or, la volonté de nombreux dirigeants africains de remettre en cause ces contrats, voire de nationaliser les biens, est liée principalement aux inégalités de traitement des recettes et la responsabilité quant aux effets collatéraux sur les populations et sur l'environnement. Le manque de transparence de certains dirigeants africains, militaires ou civils, traduit en fait le niveau élevé de collusion entre les oligarchies étrangères et les oligarchies africaines qui contrôlent l'appareil d'Etat, l'armée, la justice et les médias.

Toute la déstabilisation terroriste assimilée parfois au djihadisme en Afrique doit être revisitée à la lecture de la récupération de groupuscules terroristes, dissidents ou pas, assimilables à des électrons déstabilisateurs qui servent d'abord, les intérêts de ceux qui les financent et les dotent d'armes de destruction massive. Ce sont les mêmes qui, une fois les objectifs atteints ou revisités, peuvent, du jour au lendemain, toute honte bue, repositionner un chef terroriste d'Al Qaïda à la tête d'un Etat comme en Syrie. L'Afrique et plus particulièrement la région du Sahel, ne sont pas à l'abri de tels revirements de politique étrangère des Etats ou de la stratégie d'entreprises transnationales ou multinationales.

Le constat amer en Afrique demeure la perte des libertés, le rétrécissement des espaces démocratiques et surtout la perte d'influence des organisations indépendantes de la société civile, notamment dans les espaces structurés par les sophistes de type trumpistes. Le populisme africain ne se démarque pas du machiavélisme pratiqué ailleurs. L'autocratie et la neutralisation de l'influence des peuples, - ces citoyens ordinaires -, demeurent une priorité et une constante partout dans le monde pour contrer la véritable marche vers la souveraineté des peuples. L'Afrique ne fait pas exception. Combattre ces oligarchies africaines ésotériques, financières, militaires, de plus en plus alignées sur les intérêts des sophistes mondialisés demeure une gageure. Il faut donc en finir avec l'improvisation, le populisme des réseaux sociaux pour structurer une lutte collective et citoyenne fondée sur des projets de société communs à une Afrique confédérale, ou la partie qui

est prête pour cette nouvelle mission. Il faut donc revoir le fonctionnement de la « démocratie » importée en Afrique par des Africains compétents et indépendants.

19. MULTIPOLARITÉ, DÉMOCRATIE ET AUTOCRATIE DE SOUMISSION

Dans un monde bi-multipolaire où la vision du Président chinois, Xi Jinping, qui prône un monde de respect du droit international, monde dans lequel la coopération et la souveraineté nationale fondent les relations entre Etats, la loi du plus fort prônée par le Président Donald Trump se heurte à une résistance réservée des pays membres des BRICS Plus et de ceux intégrant l'Alliance des BRICS Plus élargis.

Aux côtés des membres fondateurs, le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud se sont joints en 2024, l'Arabie saoudite, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Éthiopie, l'Iran et l'Indonésie pour former les BRICS Plus. Avec les membres visibles de l'Alliance des BRICS Plus considérés comme des partenaires, à savoir le Bélarus, la Bolivie, le Kazakhstan, Cuba, la Malaisie, le Nigeria, la Thaïlande, l'Ouganda et l'Ouzbékistan pour des BRICS Plus élargis⁸⁷, il faudra rajouter les autres membres non visibles de l'Alliance des BRICS Plus élargis que l'on retrouve au sein des pays du sud global, dont de nombreux pays africains.

Au plan économique, les pays européens sont en déclin plus avancé que les Etats-Unis qui compensent cette faiblesse structurelle, que reflète la dette astronomique de l'Etat américain, par :

- l'organisation de la déstabilisation programmatique des « autres » ;
- des provocations systématiques par des abus de « droit » à imposer une politique protectionniste à 360 degrés ;
- des hausses intempestives de droits de douane tous azimuts pour provoquer à terme des discussions « gagnantes pour les Etats-Unis et perdantes pour les « autres » sauf ceux qui acceptent de s'aligner.

La Chine, non sans arrière-pensées, tout en reléguant les droits humains et les libertés individuelles en priorité seconde, offre une alternative aux Etats-nations qui refusent l'ingérence, l'exploitation et la dépendance unilatérale. Dans ce retournement géopolitique, géoéconomique et géo-digital du monde, les pays africains doivent collectivement repenser et diversifier leurs alliances et estimer l'impact de cette nouvelle dynamique porteuse de risques sur leur propre souveraineté. Or, justement sans une défense continentale effective et indépendante, les dirigeants africains - collectivement et individuellement -, risquent de servir de variables d'ajustement dans les luttes officielles et officieuses pour la redéfinition d'un nouvel équilibre mondial.

De ce fait, le risque de se faire déposséder de ses matières premières, de son titre de propriété sur l'Afrique, de sa souveraineté et de sa liberté, etc., pourrait s'accroître de manière exponentielle, surtout si des dirigeants africains inconscients ou traîtres choisissent de ne pas défendre prioritairement les intérêts de leurs populations respectives. Il s'agit principalement de ceux qui préfèrent rejoindre le « club » restreint et astreignant de l'oligarchie mondiale des milliardaires non élus et autres suppôts dont le « modèle économique » (business model) repose sur une succession interdépendante de désinformation, de provocation, d'ingérence, de sanctions, de transactions dolosives ou alors de l'usurpation des biens et des territoires d'autrui. Voire quand il ne s'agit pas tout simplement par le biais du mécanisme de la loi du plus fort, d'extorsion et d'annexion sous une identité déléguée souvent à des groupes terroristes, voire à des Etats finançant le terrorisme pour le compte d'autrui.

La volonté de contrôle et/ou de neutralisation des institutions publiques aux Etats-Unis n'est que l'un des signes annonciateurs de la volonté « planifiée » d'une oligarchie de milliardaires du secteur privé, non élus, d'« engendrer » l'obsolescence de l'Etat comme décideur en dernier ressort. Cet Etat, censé être au service des populations qui croient avoir démocratiquement élu leurs représentants pour défendre leurs intérêts collectifs, est en mode « nettoyage forcé » sous couvert du fallacieux motif d'efficacité pour se transformer en un pouvoir régalien d'appoint asservi et voué à faire prospérer les intérêts d'une oligarchie hiérarchisée de milliardaires privés et non élus.

Or, là aussi, ce n'est pas ce que la démocratie avec un grand D renvoie comme message étant entendu que selon Winston Churchill, « la démocratie est le pire des systèmes, à l'exclusion de tous les autres ». Au contraire, l'accession d'élites représentatives privilégiant leurs intérêts privés au sommet d'un Etat public apparaît comme la partie émergée d'un processus inexorable de réduction-simplification de l'Etat à sa plus petite



portion. Il est probable que ce mouvement de neutralisation du secteur public par les initiatives intempestives du secteur privé ne tardera pas à « contaminer » les institutions de l'Organisation des Nations Unies et les agences de développement bilatérales et régionales.

Les milliardaires non élus du secteur privé aspirent à diriger indirectement les institutions publiques en avançant comme argument une volonté d'amélioration de la gestion qualifiée par eux « inefficace » d'un Etat ou des organisations internationales, régionales ou bilatérales. Celles-ci sont considérées comme trop inclusives, trop moralisatrices en termes de « normes et réglementations » et autres formes du droit et de la justice considérées comme des « entraves » à la liberté de faire des affaires. En filigrane, il s'agit de faire disparaître les valeurs et l'éthique tout en favorisant une réduction drastique des impôts et taxes destinés à faire fonctionner les « administrations », supportés par ces élites entreprenantes et dirigeantes.

Au demeurant, le respect d'un pouvoir central représentatif du bien commun est contenu dans le slogan « America First » du Président Donald Trump. Or, une fois terminé l'état de grâce de courte durée, le respect envers Monsieur le Président et ses soutiens pourrait s'éroder graduellement dès lors que les vraies motivations et objectifs de ces nouveaux représentants politiques des Etats-Unis finiront par émerger et apparaître pour ce qu'elles sont en réalité, à savoir la priorité des intérêts privés surplombant les priorités publiques du Peuple américain devenues secondaires. Ceux qui ont déjà perdu leur emploi n'hésitent pas à rappeler à qui veut les entendre « Je n'ai pas voté « Trump » pour qu'il me licencie ! ».

La force de l'oligarchie de la galaxie Trump est d'avoir réussi à faire croire à chacun de ses partisans qu'il allait leur faire retrouver des emplois et que leur pouvoir d'achat sera revu à la hausse à la fin du mandat de la présidence Trump 2.0. Or, le modèle économique du Président Trump fondé sur la renégociation des tarifs douaniers et l'arrêt de toutes dépenses jugées inutiles pour améliorer les comptes publics américains est utilisé comme un système de sanctions unilatérales.

Cela risque d'entraîner une guerre commerciale dans laquelle tout le monde perdra, même ceux qui ont cédé aux pressions américaines. Mais, l'économie américaine devrait connaître une vague inflationniste des prix, conséquence de l'imprévisibilité des décisions du Gouvernement Trump et une accentuation de la précarité de l'emploi, fragilisant la relance effective de l'emploi décent. Or, aux Etats-Unis, lorsque l'on touche au « job », à savoir l'emploi, les citoyens réagissent au quart de tour. Le bilan du « mid-term » dans deux ans pourrait réserver des surprises à Donald Trump lui-même. La politique austère des coupes sombres dans les budgets sans prendre en considération les effets en cascade tout en refusant de « taxer » les riches, risque de conduire à une impasse. Si les institutions américaines, généralement indépendantes sont muselées, les Etats-Unis auront inauguré une ère post-démocratie, celle de l'autocratie de soumission.

20. OLIGARCHIES, MACHIAVELISME ET NEUTRALISATION DES SOURCES DE CONTRE-POUVOIRS DÉMOCRATIQUES

La notion d'élite au pouvoir ne doit pas se référer qu'à quelques individus milliardaires non élus, mais bien à un ensemble de personnes formant un esprit de corps, une solidarité spécifique, ésotérique ou pas, avec une particularité, à savoir la fermeture à priori de toutes autres élites, soit étrangères à leur culture interne, soit alternatives, voire concurrentes de l'objectif d'accaparement des biens d'autrui, par tous les moyens. La menace et l'intimidation servent d'amorçage du processus conflictuel devant conduire à une transaction aux dépens du plus faible.

Une nouvelle identité élargie d'élites doit être étendue aux individus qui l'incarnent, aux groupes sociaux qui la défendent, et plus largement à tous ceux qui rejoignent le groupe sur la base non plus d'éléments factuels ou d'intérêts directs, mais sur la base de la croyance d'être là où ses idées, phobies et fausses informations sont défendues. Il s'agit d'une nouvelle identité collective élargie a des élites qui remettent en cause les fondements des sociétés démocratiques dès lors qu'elles ont accédé au pouvoir par les élections, d'où elles tirent leur légitimité. Cette minorité dirigeante, constituée principalement de milliardaires, remet en cause l'objectivité du Bien « moralisateur » pour la remplacer par le Bien dicté par une oligarchie ploutocrate, avec un système de gouvernement dans lequel la richesse constitue la base principale d'accession au pouvoir économique et politique et le gage de sa conservation. La ruse, la désinformation, la force provocatrice,

l'élimination de toutes contestations, le musellement des contrepouvoirs effectifs, sont constitutifs de son mode de fonctionnement.

Le souci du bien commun est remplacé par l'influence économique et le pouvoir politique de la nuisance. Il s'agit là d'une caractéristique des tenants des théories de « Machiavel » qui graduellement finissent par passer de la démocratie ouverte à un totalitarisme fermé⁸⁸. Une telle société élitiste repose d'abord sur l'exclusion, utilise des méthodes de propagande pour maintenir son pouvoir et influencer l'opinion publique afin de tromper par la ruse, quitte à offrir une identité falsifiée. La maîtrise de la « communication » et des « fake news » permet à ces élites ploutocrates de réussir à faire oublier que la politique affichée et présentée comme au service de ceux qui y ont adhéré et démocratiquement voté, n'est en réalité, qu'une politique prioritairement destinée à servir les intérêts des milliardaires ploutocrates et leurs affidés.

Il s'agit d'une « imposture », car il s'agit de se faire passer pour ce que l'on n'est pas, généralement dans le but de tirer avantage de la situation en trompant, en renégociant les termes d'un arrangement devenu défavorable ou en sanctionnant l'adversaire y compris les alliés d'antan.

Si la désinformation et la provocation sont réservées à ceux qui peuvent encore résister au pouvoir trumpiste, il va de soi que les vexations, les humiliations et les remarques désobligeantes risquent d'être réservées à tous ceux qui ne peuvent offrir une capacité de nuisance potentielle ou alors s'alignent volontairement sur les « quatre » volontés des *sophistes-trumpistes*. De nombreux dirigeants africains risquent de n'envisager la diversification de partenaires stratégiques et de souveraineté que dans leur imaginaire, quitte à réduire encore l'espace des libertés et interdire les velléités d'alternances politiques et économiques viables. Le chauvinisme se confond alors avec le « patriotisme », lui-même dans le cadre d'une oligarchie machiavélique, finit par ne propager que des idées ségrégationnistes, opposant les tenants de la pensée unique et fermée, à ceux d'une pensée alternative ouverte et contradictoire.

Dans un environnement liberticide, les techniques de désinformation, de propagande et de manipulation émotionnelle, servent à influencer l'opinion publique et soutenir des régimes illégitimes et illégaux en Afrique et ailleurs. Des « trolls » provocateurs apparaissent pour provoquer des conflits et en tirer parti sur la base d'affirmations unilatérales incomplètes et inexactes, pour piéger la partie non-consciente des peuples, masquer habilement les enjeux de puissance, afin d'atteindre les objectifs politiques qu'ils se sont assignés de longue date.

21. SOUS TRUMP 1.0 ET 2.0 : FAIRE DES « DEALS » OU DES « TRANSACTIONS » DANS LES « PAYS DE MERDE »

C'est au cours de son premier mandat Trump 1.0 lors d'une réunion avec des législateurs à la Maison Blanche le 11 janvier 2018 que le Président Donald Trump a qualifié « Haïti, le Salvador et les pays africains de « pays de merde⁸⁹ ». sa déclaration exacte : « Pourquoi tous ces gens de pays de merde viennent-ils ici ?⁹⁰ » Suite à la réception d'un ministre norvégien, Donald Trump a posé la question de savoir « pourquoi les États-Unis ne pouvaient pas accueillir davantage d'immigrants norvégiens ». Ces propos ont été rapportés par le Journal *Washington Post* le 12 janvier 2018.

Les indignations et les critiques africaines et non africaines ont été nombreuses principalement parce qu'il s'agissait bien d'un ciblage de personnes non-blanches, et donc d'un choix unilatéral de M. Trump et ses soutiens de différencier les migrants sur la base d'une ségrégation en fonction l'origine et de l'identité. Il s'agit donc bien d'une remarque raciste. Donald Trump a tenté plus tard, maladroitement et sans succès, dans un de ses tweets sur X, de revenir sur la parole dite « Le langage que j'ai utilisé lors de la réunion sur le DACA –[Le programme DACA (Deferred Action for Childhood Arrivals⁹¹)]- était dur, mais ce n'était pas le langage utilisé. Ce qui était vraiment dur, c'était la proposition farfelue qui a été faite ». Or, le Sénateur Dick Durbin a confirmé les propos tenus par le Président Trump lors d'une réunion sur l'immigration⁹².

Il faut donc comprendre que le Président Trump 1.0 considérait que la population africaine, estimée à plus 1,36 milliard d'habitants en 2025, en croissance pour atteindre environ 2,5 milliards d'ici 2050⁹³ est réduite à n'être assimilée qu'à des « migrants illégaux » qui vivent dans des pays de « merde ». Pourtant, c'est dans les « pays de merde » que les intérêts américains sont défendus au détriment des intérêts des Peuples africains. Trump 1.0, comme au demeurant, Trump 2.0 n'a pas de problèmes pour que ses intérêts propres,

ceux de ses partisans ou ceux des Etats-Unis prospèrent dans « *les pays de merde* » aux dépens de la souveraineté des Peuples africains. Il faut croire que la souveraineté des « *pays de merde* » n'existe pas. Il est donc « *légitime* » pour certains de tout « *nettoyer* » pour que même les richesses des Africains soient transférées en priorité, si possible, aux conditions dictées par les forces dominantes du marché vers les Etats-Unis. Pour ce faire, toute la diplomatie de l'invisibilité des Etats-Unis :

- d'une part, en tant que puissance publique, armée, disposant d'un système militaire déployé en Afrique et d'un maillage des systèmes numériques et satellitaires ; ou
- d'autre part, en tant que puissance privée au travers des entreprises multinationales ;

pourrait finir par générer des systèmes d'asservissement volontaire ou forcé. De nombreux dirigeants africains confrontés à cet état de fait doivent prendre en compte en priorité, non pas « *America First* », mais « *la conservation du pouvoir, First* ». Cette inversion des priorités s'opère sous la contrainte implicite ou explicite de menaces de coupures des financements et budgets de coopération militaire, économique, sociale, culturelle, etc. La menace de déstabilisation de ceux qui sont au pouvoir pouvant conduire à des déstabilisations sociétales, des incursions de terroristes en mission commandée, des coups d'Etat, etc., sous le couvert d'une volonté de rétablir une « *démocratisation* » et des « *élections* » à la mode Occidentale dans des pays africains dans lesquels la vérité des urnes et la vérité des comptes publics sont en déshérence totale. La méthode utilisée par les forces du marché soutenues par les Etats, se résume à une diplomatie sournoise qui impose dans un ordre invariable : l'alignement, la sanction, la transaction, extorsion, ou/et les annexions, le tout aux dépens des Peuples africains.

Grâce à l'amalgame des partis populistes de droite, ces étrangers en situation régulière et souvent naturalisés, sont de plus en plus systématiquement réduits à n'être considérés que comme des « *migrants illégaux* ». Or, ce discours simplifié et suramplifié par certains médias et dirigeants de réseaux sociaux de pays dits « *riches* », passe sous silence le fait que les accusateurs sont très souvent les héritiers des richesses tirées de l'Afrique depuis plus de 500 ans par usurpation, non sans exploitation et déstabilisation du continent par une acculturation systématique.

Au-delà des paroles peu diplomatiques, méprisantes, arrogantes, vexantes et injurieuses, il convient de retenir la capacité du Président Trump à ne pas se sentir engagé par ses paroles, voire à les renier et avoir des difficultés à résoudre des problèmes complexes par une simplification fondée sur l'impunité de celui qui détient une puissance de déstabilisation de tous ceux qui ne peuvent lui tenir tête.

Autrement dit, c'est une véritable faiblesse puisqu'il s'agit de soumettre tout ce qui est à ses yeux « *faible ou vulnérable* », pour faire progresser son objectif principal à savoir : faire avaliser par le Peuple américain et surtout l'ensemble de ses fidèles partisans, que les intérêts des Etats-Unis doivent se confondre avec les intérêts de son réseau de soutien, une bande organisée, dirigée principalement par des milliardaires non élus, Américains comme non-Américains.

C'est donc bien dans ce contexte de duplicité institutionnalisée qu'il faudra analyser les relations passées et futures les États-Unis et l'Afrique et ses impacts directs et indirects sous l'Administration Trump 1.0 et Trump 2.0.

22. CONTENUS TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIALISATION EN AFRIQUE : TRUMP DÉSENTÉRESSÉ ?

Le programme « *Prosper Africa* » a été l'une des initiatives phare sous l'Administration de Donald Trump 1.0. Il s'agissait officiellement de renforcer les liens économiques entre les États-Unis et l'Afrique en facilitant les échanges commerciaux et les investissements bilatéraux. Les projets sont devenus des « *transactions* » et les principales statistiques pourraient faire croire à des résultats mirobolants du programme⁹⁴. Lancé en juin 2019, le programme « *Prosper Africa* » cumulait plus de 3 000 transactions signées entre les États-Unis et les Etats africains pour un montant total de 120 milliards de dollars américains (\$EU) en exportations et investissements⁹⁵. Sur les 54 pays africains commerçant avec les Etats-Unis, seuls 32 pays affichent une balance commerciale déficitaire et 22 pays affichent une balance excédentaire avec les Etats-Unis⁹⁶.

En 2023, les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et Afrique ont atteint 47,5 milliards de dollars américains (\$EU)⁹⁷, soit une baisse de 4,62 % par rapport à 2022 avec 49,8 milliards de \$EU.

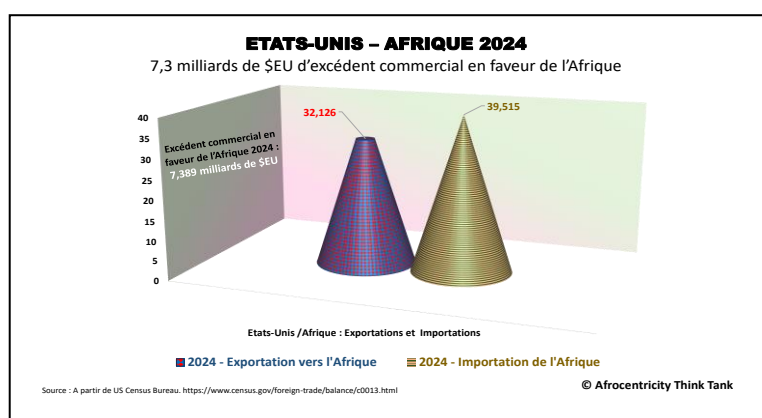
Seuls 49 pays africains sont concernés par ce programme Etats-Unis – Afrique. En 2023, les Etats-Unis se sont concentrés plus sur des biens manufacturiers et des services notamment dans les secteurs de l'énergie, la santé, l'aérospatiale et le numérique, la sécurité et la défense, les technologies environnementales, la distribution et la logistique, sans que des transferts de contenus technologiques et de savoir-faire ne soient perceptibles.

Du côté de l'Afrique subsaharienne, les exportations en 2023 vers les Etats-Unis se sont concentrées sur le pétrole brut (7,3 milliards de \$EU), les métaux précieux (4,7 milliards de \$EU), les pierres précieuses (2,2 milliards de \$EU), l'argenterie et articles connexes (1,8 milliards de \$EU), les pièces détachés de véhicules automobiles (1,7 milliards de \$EU) et les vêtements (1,4 milliard de \$EU). Les principaux fournisseurs africains des États-Unis en 2023 furent l'Afrique du Sud avec 14,0 milliards de \$EU, le Nigéria avec 5,7 milliards de \$EU, le Ghana (1,7 milliard de \$EU, l'Angola avec 1,2 milliard de \$EU et la Côte d'Ivoire (948 millions de dollars)⁹⁸. Il s'agit principalement de biens non manufacturés notamment les ressources du sous-sol africain ou alors des biens à contenu technologique faible ou moyen, et quasiment rien avec des technologies avancées.

Les exportations des Etats-Unis vers les pays africains étaient de 18,2 milliards de \$EU en 2023 contre des importations des Etats-Unis en provenance d'Afrique de 29,3 milliards de \$EU soit un 11,1 milliards de \$EU en faveur des pays africains. Autrement dit, il ne devrait pas y avoir de raison pour le Président Trump de « sanctionner » les exportations en provenance d'Afrique. Notons tout de même que par rapport à 2022, les exportations américaines de 2023 vers l'Afrique sont en baisse de 1,6 % alors que les importations américaines se sont repliées avec une baisse de 6,4 %. En effet, les Etats-Unis sont devenus autosuffisants et même exportateurs nets de pétrole et autres matières, ce qui expliquerait un moindre appétit direct pour les matières classiques (pétrole et minerais) d'Afrique. Or, pour les métaux rares et les minerais critiques, des politiques de sous-traitance implicites et des canaux de logistiques indirects ainsi qu'une difficulté à enregistrer certains flux et transactions en zone de guerre ou zones déstabilisées en Afrique contribuent à réduire la pertinence des statistiques existantes.

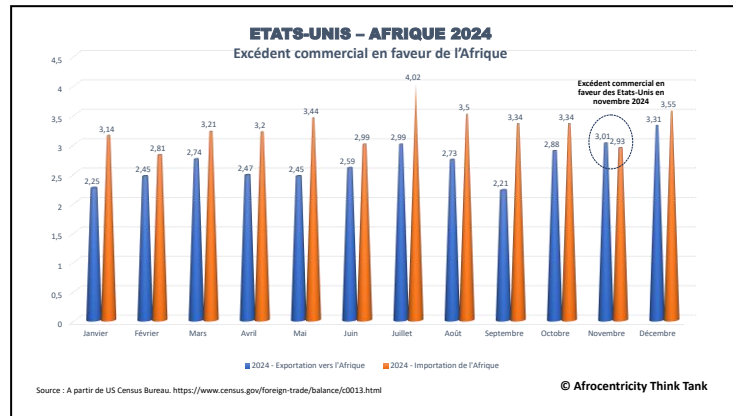
Néanmoins, Le commerce total de marchandises entre les États-Unis et l'Afrique était estimé à 71,6 milliards de \$EU en 2024. Les exportations de marchandises des États-Unis vers l'Afrique en 2024 se sont élevées à 32,1 milliards de dollars, en hausse de 11,9 % (3,4 milliards \$EU) par rapport à 2023.

Les importations américaines de marchandises en provenance d'Afrique en 2024 ont totalisé 39,5 milliards de dollars, en hausse de 1,9 % (0,8 milliard de \$EU) par rapport à 2023. De fait, les 7,3 milliards de \$EU d'excédent commercial en faveur de l'Afrique témoigne de l'utilité des programmes comme AGOA et Prosper Africa (voir graphique ci-après).



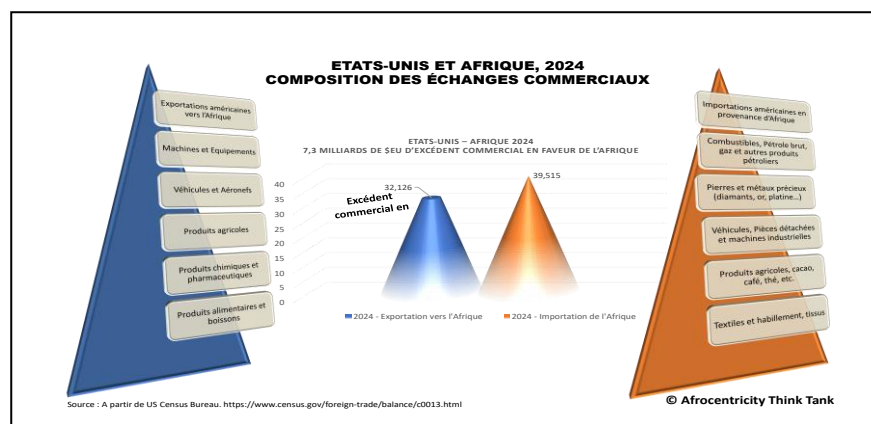
Les statistiques américaines de 2024 sur les échanges (importations et exportations) des Etats-Unis avec l'Afrique montrent une progression importante des échanges, néanmoins, ce sont les exportations américaines vers l'Afrique qui progressent plus rapidement même si le déficit commercial des États-Unis avec l'Afrique s'est élevé à 7,4 milliards de dollars en 2024, soit une réduction de 26,4 % (2,6 milliards de dollars) par rapport à 2023⁹⁹.

Il importe aussi de constater une stabilité dans les échanges Etats-Unis - Afrique en 2024 au niveau mensuel avec un excédent commercial en faveur des Etats-Unis uniquement au cours du mois de novembre 2024 (voir Graphique ci-après).



Paradoxalement, une comparaison entre l'année 1997 et 2024 permet de mettre en valeur un déficit commercial en faveur de l'Afrique plutôt constant, soit une évolution de - 8,335 milliards de \$EU en 1997 à - 85,102 milliards de \$EU en 2008 pour revenir à des niveaux acceptables de -7,389 milliards de \$EU en 2024¹⁰⁰. Autrement dit, en 27 ans, toutes les mesures et incitations ou d'accompagnement proposées par les Etats-Unis n'ont pas pu servir d'effet de levier significatif pour augmenter substantiellement les échanges Etats-Unis - Afrique. Autrement dit, les investisseurs américains ont soigneusement évité d'investir tant dans les infrastructures qui auraient permis de réduire la facture énergétique, améliorer la productivité agricole, ainsi que l'industrialisation notamment la transformation des produits agricoles africains en Afrique.

La réalité est qu'en fait, personne n'a véritablement voulu faire l'effort d'améliorer la composition des échanges avec l'Afrique en augmentant le contenu technologique. Pendant plusieurs années, les programmes AGOA ou d'autres ont favorisé l'importation de matières première brutes non transformées, essentiellement les hydrocarbures, ce qui peut expliquer d'ailleurs les excédents commerciaux élevés en faveur de l'Afrique comme entre 2004 et 2012. En 2024, la composition des exportations africaines demeure majoritairement dominée par des produits sans ou avec peu de valeurs ajoutées technologiques, avec une priorité pour les ressources du sous-sol (voir le graphique ci-après).



Malgré la Loi « *African Growth and Opportunity Act* » dit « *AGOA* » qui était censée faciliter l'accès au marché américain sans frais de douane pour les produits africains, il n'y a pas eu d'améliorations significatives pour les produits africains. Et le patronat africain s'est toujours plaint du caractère inquisitoire et intrusif de la bureaucratie américaine dans la mise à disposition d'informations sensibles envers des entreprises africaines



ainsi que la longueur des délais pour se voir délivrer une autorisation d'exporter, sans compter les « *blocages* » à l'arrivée par une réglementation restrictive à des fins de « *réduction des prix* » d'embarquement.

Aussi, le bilan de la Loi AGOA, promulguée par L'Etat américain en 2000 n'a pas permis d'abolir les droits d'importation perçus par les Etats-Unis sur des milliers de produits fabriqués d'Afrique subsaharienne. Au contraire, des nombreuses clauses ont empêché par exemple d'exporter des produits finis dès lors que les équipements, technologies et les industries avaient été achetés ailleurs qu'aux Etats-Unis, notamment en provenance de Chine. Ce qui en définitive n'a pas facilité l'accès du marché américain pour les produits africains manufacturés, même s'il ne s'agissait parfois que du premier niveau de la chaîne de valeurs.

Aussi, il ne faut donc pas nécessairement se fier aux initiatives lancées présentées comme un renforcement de l'engagement économique des Etats-Unis en Afrique sous la présidence et l'Administration Trump 1.0 telles que « *Prosper Africa (Prosperer en Afrique)* » et celles de la Société financière de développement international des États-Unis (United States International Development Finance Corporation (US-IDFC) comme pouvant soutenir les objectifs de croissance partagée, de préservation de la biodiversité et de l'environnement, d'indépendance, et de souveraineté d'une Afrique alternative. Au contraire !

Les dirigeants africains adeptes de l'alignement et des « *deals ésotériques et officieux* » de défense des intérêts étrangers pour mieux préserver leur maintien au pouvoir, sont sortis renforcés de ces programmes, surtout que le respect des droits humains et des Peuples africains n'apparaît pas comme une priorité de l'aréopage politique du Président Trump.

En réalité, la priorité des priorités repose sur une volonté de « *cache* » et de stopper toutes les concurrences politique, économique et diplomatique envers les Etats-Unis en Afrique, à commencer par la Chine, la Russie et d'autres pays émergents, mais aussi paradoxalement les Alliés membres de l'OTAN y compris la France.

La vulgarité non diplomatique de Donald Trump Président a permis à certains dirigeants africains de sortir de la « *non-action* » - le fameux statu quo typique de la « *stabilité* » des régimes en Afrique - caractéristique et compatible avec la diplomatie de sous-traitance de la défense des intérêts américains, et plus largement ceux des membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) en Afrique. L'alignement doit se « *prouver* ». Or, cette visibilité affichée envers les Etats-Unis et les pays de l'OTAN s'oppose à la volonté de la jeunesse et du Peuple africain dans sa grande majorité.

Or, la « *non-action* » ou le fameux « *statu quo* » confondu avec la « *stabilité* » des régimes autocratiques ou dictatoriaux est un comportement typique de certains dirigeants africains habitués, -forcés pour certains-, à recevoir et à exécuter les ordres venus d'ailleurs, surtout en faisant l'économie de la vérité des urnes que réclament de manière récurrente leurs Peuples respectifs. Ces dirigeants africains sont de plus en plus démasqués. Mais le clientélisme d'Etat ralentit les capacités d'organisation de la société civile et freine son développement en contre-pouvoirs organisés, effectifs et efficaces.

En apparence, ces dirigeants, véritables « *traîtres* » au Peuple africain, optent pour une gouvernance du statu quo malhabilement masquée par la recherche de la « *paix* » et le règlement des conflits chez les « *autres* » mais pas chez soi, et la constitution de gouvernements d'union nationale ou conviviale où l'opposition sert de levier pour partager les richesses usurpées au Peuple africain. Cette hypocrisie risque de voler en éclats face à la stratégie d'alignement ou de déstabilisation que vont engendrer les décisions erratiques du Président Trump dans des écosystèmes africains fragiles et conservateurs.

La réalité est que ces « *dirigeants africains* » autocrates se sont organisés pour « *neutraliser* » les oppositions effectives pour mieux défendre les intérêts étrangers avant ceux de leurs populations respectives élargies à la Diaspora.

23. POLITIQUE AFRICAINE DE TRUMP 2.0 : UN INTÉRÊT POUR « LES PAYS DE MERDE »

L'Afrique demeure un grand marché pour faire des « *deals* » à l'avantage de toutes les parties. Aussi, il n'est pas possible que le Président Trump et l'homme d'affaires Trump et son oligarchie de multimilliardaires ne soient pas intéressés par l'Afrique. Il n'y a pas de raison de croire que les Etats-Unis viennent en Afrique uniquement pour tenter de s'opposer à la montée en puissance de la Chine dans tous les domaines, notamment les infrastructures, le commerce, et même l'industrie. Le sol africain n'est pas un espace où les grandes puissances

à capacité d'influence forte, Etats-Unis, Chine et Russie doivent se livrer des guerres, qu'elles soient militaires, commerciales, monétaires, économiques, financières ou autres.

Pourtant, le comportement des dirigeants africains, individuellement ou collectivement au niveau de l'Union africaine, n'a jamais posé l'équilibre des balances commerciales ou des balances de paiement comme préalable pour des échanges ou une coopération transactionnelle « gagnant-gagnant ». La géoéconomie et la géopolitique africaines doivent reposer sur des équilibres, voire des excédents en termes de recettes pour le Peuple africain, sans d'ailleurs que cela n'augmente les externalités environnementales.

Sous le mandat présidentiel de Donald Trump 1.0, l'initiative « *Prosper Africa* » semblait mettre la priorité sur un engagement économique entre les États-Unis et les pays africains. Avec « *America First* », la politique américano-africaine, discrète, a posé les bases d'une gestion d'ingérence, d'alignement, de « *deals* » ou d'une gestion transactionnelle avec en filigrane et secrètement, des menaces de sanctions, de déstabilisation voire d'annexion. Il fallait surtout s'assurer que les relations militaires, diplomatiques, commerciales, économiques et monétaires s'alignent sur les intérêts stratégiques américains. Les accords commerciaux devaient nécessairement être favorables aux entreprises américaines sous peine de « *renforcement* » ou de « *dégradation* » de la coopération en matière de sécurité, que ce soit dans la lutte contre le terrorisme en Afrique, de positionnement de forces africaines en lieu et place des forces américaines au sol comme en Haïti par le Kenya, ou d'user de l'influence des États-Unis comme une alternative à la diversification des dirigeants africains vers des partenaires plus fiables sur le long terme comme la Chine ou la Russie.

De fait, le partenariat stratégique des Etats-Unis avec les pays africains pris individuellement finit par ne répondre qu'aux objectifs géopolitiques et géoéconomiques stratégiques des Etats-Unis, et nullement aux objectifs stratégiques de l'Afrique, notamment en termes de souveraineté continentale et nationale africaines. La priorité donnée aux opportunités économiques en faveur des entreprises américaines s'est surtout faite aux dépens des entreprises africaines qui dans le cadre de l'AGOA, devaient se conformer à des règles qui neutralisaient un développement industriel accéléré notamment avec des contenus industriels et technologiques venant de pays comme la Chine, la Russie et plus largement des BRICS Plus élargis.

La politique du Président Trump avec l'Afrique¹⁰¹ au cours de sa présidence 2.0¹⁰² entre 2025-2029 pourrait se résumer en **dix (10)** dossiers interdépendants, pour ce qui est explicite :

- 23.1 Le désengagement des engagements multilatéraux et des relations internationales contraignantes : la réduction du financement des activités des Nations-Unies considérées comme une charge sans contreparties pour les Etats-Unis avec une sous-traitance des initiatives de maintien de la paix, de la préservation de la santé, des aides humanitaires et de soutien aux réfugiés notamment climatiques, en Afrique.
- 23.2 Le démantèlement de l'Agence bilatérale américaine de développement (USAID) et sa fusion avec le département d'État est accompagné du gel ou la réorientation de milliards de dollars américains d'aide. La décision unilatérale repose d'abord sur la mise en cause de l'efficacité et l'utilité d'envoyer l'argent des contribuables américains en dehors des Etats-Unis sans que cela ne « *rapporte* » aux Etats-Unis, et plus particulièrement le secteur privé américain, à moins de les utiliser comme une arme diplomatique d'influence.
- 23.3 Une politique commerciale plus focalisée sur la priorité aux exportations américaines vers l'Afrique et la sécurisation des chaînes d'approvisionnement des matières premières essentielles. À ce titre, le réexamen des programmes tels que l'AGOA (*African Growth and Opportunity Act*) prenant fin en 2025 vers une priorité aux entreprises américaines et une réciprocité de court terme dans les accords commerciaux pourrait conduire l'Afrique à démultiplier ses initiatives de diversification, tant en ce qui concerne les fournisseurs de technologies et d'industries que les marchés d'exportation en dehors des Etats-Unis.
- 23.4 L'agence gouvernementale américaine indépendante créée en janvier 2004 avec son programme MCC (*Millennium Challenge Corporation*) pourrait ne plus avoir comme seul objectif la réduction de la pauvreté à travers la croissance économique en fournissant des fonds de développement bilatéraux aux pays qui respectent certains critères de bonne gouvernance, de liberté économique et d'investissement dans le secteur social. Les cycles de financement de cinq ans dits « *compacts* »

permettent une adaptation au cas par cas tant par rapport au pays, au secteur ou au projet choisis. Le processus de suspension ou de prolongation de ce financement unilatéral dépend de l'évaluation américaine des performances identifiées. Or, il n'est pas sûr que l'évaluation côté africain, tant des gouvernements que des parties prenantes notamment les sociétés civiles, ait lieu, ou soit pris en compte. Dans un contexte de management imprévisible de la part de l'Administration Trump, le MCC risque donc devenir un outil de renforcement de l'ingérence, de l'alignement, des transactions unilatérales, des sanctions voire des annexions. La suspension, sans justifications vérifiables, pourrait même conduire à une mise en cause de la souveraineté de l'Etat africain.

- 23.5 Le Plan présidentiel d'urgence d'aide à la lutte contre le sida (PEPFAR) du gouvernement américain, lancée en 2003 pour lutter contre l'épidémie mondiale de VIH/Sida, représente l'engagement le plus important pris par un pays pour lutter contre une seule maladie à l'échelle internationale, soit plus de 110 milliards de \$EU dans la lutte mondiale contre le VIH/sida, ce qui a permis de sauver des millions de vies et de prévenir des millions d'infections par le VIH. La suspension de 90 jours de l'aide étrangère ordonnée par l'administration Trump a un impact direct sur 222 000 personnes recevant des médicaments quotidiens contre le VIH et 224 000 tests de dépistage du VIH effectués chaque jour, parmi d'autres services essentiels. La reprise partielle de l'aide a déstabilisé des services essentiels, entraînant des décès estimés et des perturbations dans les efforts de prévention et de traitement du VIH2. L'imprévisibilité de la décision de Donald Trump témoigne d'une indifférence pour la vie des populations africaines concernées. Une reprise sélective de l'aide sanitaire utilisée comme une forme d'ingérence dans les affaires intérieures du Gouvernement sud-africain doit permettre de mieux comprendre les principes du partenariat transactionnel soumis à la clause « *America First* ». Néanmoins, il faudra s'interroger sur la pertinence des arbitrages du Président Trump qui pose le dilemme de l'utilisation des taxes collectées auprès des contribuables américains pour sauver des vies en Afrique ou de les utiliser pour sauver des vies aux Etats-Unis, avec en filigrane la comparaison avec la valeur effective ce que les Etats-Unis extraient de l'Afrique, et de l'Afrique du Sud en particulier en matière de minerais et autres produits à des coûts en dessous des prix du marché.
- 23.6 Les partenariats transactionnels et les accords commerciaux ciblés seront polarisés sur les ressources africaines, notamment non transformées. Il s'agit principalement des importantes réserves de minéraux essentiels et de métaux rares d'Afrique, qui sont indispensables pour les industries technologiques américaines. Il n'est pas impossible que le programme MCC ne serve plus à sécuriser les chaînes d'approvisionnement des extractions minières tout en permettant de limiter les avancées du concurrent principal des Etats-Unis en Afrique qu'est la Chine. Compte tenu des montants engagés, trop faibles par rapport à la Chine, la réalité prévisible est que les Etats-Unis ne pourront pas contrebalancer l'influence croissante de la Chine en Afrique par le biais de partenariats économiques mais devraient soumettre des dirigeants africains à des intimidations diverses et variées. Paradoxalement, il n'est pas sûr que cela réduise le nombre d'autocrates et de dictateurs africains.
- 23.7 La réduction de l'importance accordée à la bonne gouvernance, au respect de la vérité des urnes et de la démocratie non falsifiée en Afrique pourrait n'être que de la poudre aux yeux, même si les États-Unis tentent de préserver l'avenir par la création et le soutien d'un réseau d'individus agissant dans la société civile, mais aussi dans les partis politiques, qui seraient favorables à la politique américaine dans l'hypothèse ou un jour, ces derniers devaient accéder au pouvoir. Face à l'alignement d'un certain nombre de dirigeants africains, publics comme privés, sur les politiques américaines en Afrique, les soutiens aux mesures de lutte contre la corruption et le soutien aux défenseurs des droits humains et des droits des peuples, pourraient servir à améliorer l'image de l'Administration Trump sans pour autant avoir des résultats tangibles sur le terrain.
- 23.8 La sécurité des Africaines et Africains à partir de la sécurisation des frontières héritées de la colonisation et la lutte contre le terrorisme et le banditisme international de tous bords dans les régions devenues politiquement instables, telles la Somalie, le Sahel, la République démocratique du Congo, le Soudan, le Mozambique, l'Ethiopie, le Nigeria, pourraient être déployées par le biais des

solutions satellitaires et de la sous-traitance avec les initiatives régionales ou nationales des Etats membres de l'Alliance de l'OTAN ou bénéficiant d'une aide importante des Etats-Unis en matière de sécurité. La présence militaire sous forme de bases militaires occidentales laisserait la place à des bases militaires locales en partenariat avec d'autres partenaires occidentaux. Personne ne peut exclure l'utilisation d'armées privées y compris comme en Syrie des terroristes reconvertis, surtout si la discrète AFRICOM (*United States Africa Command*) réoriente ses budgets compte tenu des nouvelles formes de partenariats transactionnels entre les Etats-Unis et la Russie. AFRICOM est l'un des sept commandements géographiques d'engagement militaire des États-Unis dans au moins 53 des 56 Etats africains. Ses missions multiples servent principalement à protéger et défendre les intérêts américains en Afrique contre toutes menaces et crises en Afrique tout en renforçant les forces de sécurité africaines. Or, il n'est pas aujourd'hui possible de voir sur un même territoire africain, des forces américaines et russes travailler ensemble pour promouvoir la sécurité, la stabilité et la prospérité régionales. Peut-être les rapprochements entre la Maison blanche et le Kremlin pourraient permettre une telle évolution, tout en permettant des économies substantielles budgétaires. La confiance mutuelle devrait pouvoir se renforcer si chacun respecte les objectifs de sécurité et de souveraineté exigées par les Etats souverains africains. Au plan continental, la participation de AFRICOM à des exercices militaires communs dits « *Justified Accord 2025* » pour renforcer la sécurité régionale et la réponse aux crises humanitaires ne semble pas encore avoir donné de résultats probants. Par ailleurs, les actions d'AFRICOM en Somalie en soutien aux armées locales et régionales africaines, notamment des frappes aériennes, ont permis de réduire considérablement la capacité de nuisance des groupes terroristes comme *ISIS et Al-Shabaab* et limiter les capacités d'attaques imprévisibles contre les populations. Mais personne ne doit sous-estimer le rôle d'AFRICOM dans les opérations qualifiées de « *contre-ingérence* » par les Etats-Unis en Afrique. Il s'agit de contrer l'influence croissante de la Chine et de la Russie en Afrique en renforçant les alliances et la coopération militaire. Or, le rapprochement entre les Etats-Unis et la Russie pourrait se traduire par quelques frictions avec la Chine en Afrique, même si les discussions au sein des BRICS Plus élargis permettront au sommet de trouver des arrangements transactionnels entre la Chine et la Russie.

23.9 La politiques restrictives de délivrance de visas, de réduction des quotas de fuite des cerveaux et de main d'œuvre africaines vers les Etats-Unis, mais aussi la sélectivité des réfugiés et la criminalisation des immigrés et les déportations manu militari des Africains en situation irrégulière mais payant des impôts aux Etats-Unis devraient modifier en profondeur l'imaginaire africain de l'eldorado américain. Ce retour forcé pourrait se transformer en une mise en cause de certains dirigeants africains autocrates et non-démocratiques responsables pour partie de l'émigration africaine.

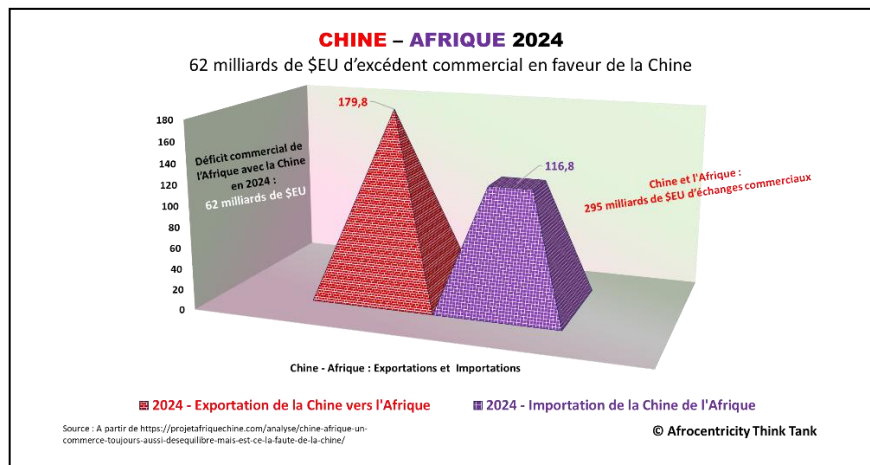
23.10 Le retrait des Etats-Unis de la plupart des programmes soutenant la préservation de l'environnement, les transitions énergétiques, la biodiversité pourrait sonner le glas des initiatives et projets centrés sur les énergies renouvelables, l'industrialisation verte et les initiatives de développement durable.

En définitive, l'imprévisibilité des décisions et actes finaux du Président Donald Trump amène à suggérer aux dirigeants africains de tenter de modifier les perceptions de la position de l'Administration Trump sur l'Afrique. Contrairement à de nombreux présidents des États-Unis, Donald Trump ne s'est jamais rendu en Afrique au cours de son premier mandat¹⁰³. Les dirigeants africains doivent apprendre à éviter les « discours creux » et, tout en étant conscients de leur capacité d'influence faible, individuellement et collectivement, s'assurer que leurs positions sont entendues et les intérêts prioritaires de leurs populations respectives sont également pris en compte par les Etats-Unis dans les partenariats transactionnels.

24. CHINE, AFRIQUE, RUSSIE : ÉCHANGES DÉSÉQUILIBRÉS, COMMERCE ASYMÉTRIQUE ET COO-PÉTITION

En 2024, les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique restent importants, atteignant 295 milliards de \$EU, une progression par rapport aux 282 milliards de \$EU de 2023. Principalement composés de matières premières non transformées comme l'or, les minerais et les produits agricoles, les importations de biens de la Chine en provenance d'Afrique se sont élevées à 116,8 milliards de \$EU. Les exportations de la Chine vers

L'Afrique s'élevaient à environ 179,8 milliards de dollars. Ce qui présente une balance commerciale déséquilibrée et déficitaire de 62 milliards de \$EU¹⁰⁴ au profit de la Chine¹⁰⁵ (voir graphique ci-après).

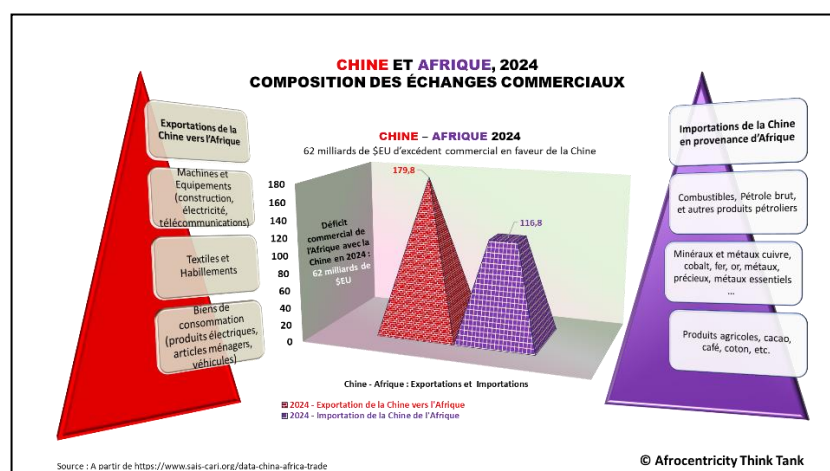


Pourtant la composition des produits en termes de produits manufacturiers avec des contenus technologiques et du savoir ne proviennent pas de l'Afrique. L'essentiel des exportations de l'Afrique vers la Chine se compose :

- de minéraux et métaux notamment le cuivre, le cobalt, le minerai de fer, et les métaux essentiels ;
- d'hydrocarbures notamment le pétrole et le gaz ; et
- de produits agricoles tels que le cacao, le café et le coton.

L'essentiel des exportations de la Chine vers l'Afrique se composent :

- de machines et équipements notamment dans la construction, les machines électriques et les équipements de télécommunications ;
- de textile et habillement ;
- de biens de consommation, notamment des produits électroniques, des articles ménagers et des véhicules (voir graphique ci-après).



Les différents Fora portant sur le partenariat et la coopération sino-africaine (FOCAC) du gouvernement chinois ont joué un rôle clé dans l'intégration de l'Afrique dans le grand programme de développement des infrastructures et de la connectivité symbolisé par la « route de la soie », notamment le développement des infrastructures, les investissements et le commerce. Les mégaprojets concernent les infrastructures, notamment, les routes, les chemins de fer et les ports construits par les entreprises chinoises qui ont substantiellement amélioré la logistique et la connectivité sur le continent. Mais personne n'est dupe, car ces



infrastructures servent en priorité l'exploitation minière, l'agriculture et la construction, essentiellement au service des intérêts chinois.

Il ne faut pas s'étonner si en 2024, la Chine est devenue le premier partenaire commercial de l'Afrique, grâce à d'importantes sommes d'investissements directs étrangers avec des rentabilités à long terme. Or, cette relation commerciale peut conduire à l'accumulation d'un endettement devenu de plus en plus insoutenable. Le déséquilibre ne porte pas seulement sur les échanges commerciaux, mais pèse aussi sur le déséquilibre des balances des paiements. Cet endettement tend à ne pas favoriser le développement des industries de transformation à valeur ajoutée en Afrique.

Si les investissements de la Chine ont permis de compenser le déclin de l'aide occidentale, les conditionnalités de bonne gouvernance, de respect des droits humains et de remboursement conjoncturel des prêts, imposés notamment par les institutions de Bretton-Woods comme le Fonds monétaire international (FMI) ne sont pas imposées par la Chine. Il ne faut pas en déduire que les investissements chinois ne sont pas sans contrepartie. L'augmentation du fardeau de la dette et du surendettement tend à mettre en cause la souveraineté des Etats-Unis. Le modèle de financement « *sans conditions* » de la Chine est un leurre pour certains dirigeants africains car cela conduit à une accumulation insoutenable de la dette, notamment pour des pays comme la Zambie et l'Angola. Pourtant, le développement durable des pays africains doit rester une priorité, ce qui oblige à revoir les avantages économiques du soutien de la Chine à la lumière des externalités environnementales créées.

Avec la nouvelle dynamique commerciale entre la Chine et l'Afrique qui repose sur l'élimination des tarifs douaniers pour les marchandises provenant de 33 pays africains les moins avancés (PMA)¹⁰⁶, il est possible que cela serve d'effet de levier pour les exportations africaines vers la Chine, et contribue à rééquilibrer la balance commerciale et celle des paiements actuellement largement déficitaire aux dépens de l'Afrique.

Mais, il faudra s'assurer d'augmenter les contenus technologiques dans les productions industrielles en Afrique si l'approche sélective du « *zéro tarif* » de la Chine repose en amont en Afrique sur une meilleure productivité, une efficacité accrue de la logistique, des coûts de facteurs, et de la compétitivité. En revanche, une dose limitée dans le temps de protectionnisme africain devrait limiter l'entrée des produits chinois de basse qualité qui, non seulement inondent le marché africain, mais asphyxient l'émergence des industries locales, actuellement incapables de concurrencer les produits chinois de meilleure qualité et disposant d'un prix compétitif. Les partenariats dans le secteur transversal de l'entrepreneuriat peuvent faire partie de la solution. Mais l'incohérence ou l'absence des politiques économiques et industrielles inclusives avec et pour les populations africaines constituent de véritables obstacles aux développements des industries locales, surtout lorsque les investissements chinois viennent appuyer ces politiques non-inclusives. Les autorités chinoises privilégient le silence assourdissant dès lors qu'il conviendrait de mettre en avant et de condamner les réseaux et systèmes de prédation économique et financier mis en place par des élites politiques corrompues et affairistes.

Aussi, Les dirigeants africains compétents et engagés pour l'inclusivité de leurs peuples respectifs doivent s'organiser, à tous les échelons du national au continental, pour s'extraire du simple rôle de fournisseur mondial des matières premières sans valeur ajoutée technologique. Celles-ci peuvent parfois contribuer à des exportations importantes en valeur, mais faibles en recettes.

C'est donc tout le principe même de la densification des chaînes de valeur locales et globales qui est en jeu, notamment en s'appuyant sur les matières premières disponibles et le sous-sol gorgé de minerais, notamment les minerais essentiels indispensables pour les fabrications de haute technologie, la digitalisation, la gestion satellitaire, les télécommunications, l'intelligence artificielle et la transition énergétique et économique.

Néanmoins, les préoccupations en matière de souveraineté demeurent une priorité et pourraient ouvrir la porte à une guerre entre les deux plus grandes puissances économiques et militaires disposant d'une capacité d'influence forte et une capacité de nuisance, à savoir la Chine et les Etats-Unis.

Or, les Etats-Unis tentent des « *rapprochements* » avec la Russie en changeant radicalement de stratégie en Ukraine. Cela pourrait entraîner une reconfiguration des alliances géopolitiques en Afrique, avec la formation de nouveaux camps et une intensification de la compétition ou de la coopération entre les grandes puissances pour accroître leur influence sur le continent, sauf si ces dernières s'engagent dans des alliances trilatérales au niveau de leurs entreprises transnationales. Il faudra alors aussi envisager un mix des deux, la fameuse

« coo-pétition » où chacune des puissances à capacité d'influence forte et disposant d'une capacité de nuisance continue à défendre ses propres intérêts, mais en s'assurant de la neutralité de l'autre.

Ces changements imprévisibles de stratégie pourraient conduire en Afrique à des surprises, des changements à la tête des Etats, et même évoluer vers des alliances trilatérales entre les Etats-Unis, la Russie et la Chine pour extraire de l'Afrique les matières premières dont ces puissances ont collectivement besoin.

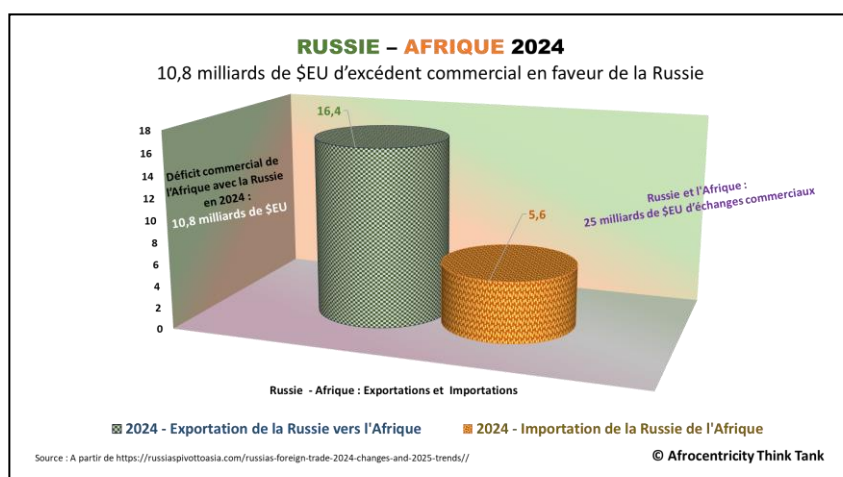
Le camp occidental ayant volé en éclats, il faut bien considérer les quatre situations suivantes :

- les pro-Américains : les alliances avec les Etats-Unis, avec l'OTAN ou l'Europe sous la direction américaine pourraient se concentrer sur des accords sécuritaires et satellitaires pour lutter contre le terrorisme, pour contrôler les données de ces pays ainsi qu'une forme d'assistance investissement pour extraire des matières premières et soutenir les Etats-Unis comme alliés. On peut citer les pays comme l'Egypte, le Maroc, la Mauritanie, le Kenya, le Ghana et le Nigeria ;
- les pro-Russes : Il s'agira aussi d'accords militaires assortis d'accords économiques, notamment d'accès au sous-sol des minerais essentiels, au rang desquels les pays comme l'Algérie, l'Angola, le Burkina-Faso, le Mali, le Niger et le Zimbabwe ;
- les pro-Chinois : Avec la forte présence en Afrique grâce à ses investissements stratégiques importants dans les infrastructures et les ressources naturelles, il faudrait voir si la Chine ne deviendrait pas prépondérante dans le secteur industriel, celui des télécommunications et même de la logistique. Des pays comme l'Éthiopie, la Zambie et le Soudan devraient continuer à renforcer leurs liens avec la Chine ; et
- les pro-neutralité stratégique qui pourraient s'apparenter à des multi-alignements. Au-delà de la neutralité, il s'agit pour certains pays africains disposant d'une fragile capacité d'influence et de nuisance de ne pas s'aligner sur un camp particulier tout maximisant les avantages auprès de chacun des partenaires à influence forte. L'Afrique du Sud et le Sénégal seraient dans cette démarche.

L'influence croissante de la Chine sur le continent n'est pas sans conséquences politiques et économiques. Mais l'augmentation de l'endettement des pays africains risque de générer une perte de souveraineté surtout si les conditions asymétriques où les accords d'investissement conclus par la Chine en Afrique ne neutralisent pas la capacité des dirigeants africains à prendre des décisions indépendantes. Cela pourrait résulter plus en une perte de capacité d'influence et de nuisance de l'Afrique envers les pays partenaires, surtout si des accords trilatéraux interviennent entre les Etats-Unis, l'Afrique et la Russie.

25. TRUMP ET PUTIN : « COO-PETITION » EN AFRIQUE ?

Entre la Russie et l'Afrique en 2024, le volume total des échanges commerciaux de biens a atteint près de 25 milliards de \$EU¹⁰⁷, soit une stabilisation en comparaison avec les 24,5 milliards de \$EU en 2023¹⁰⁸ (voir graphique ci-après).



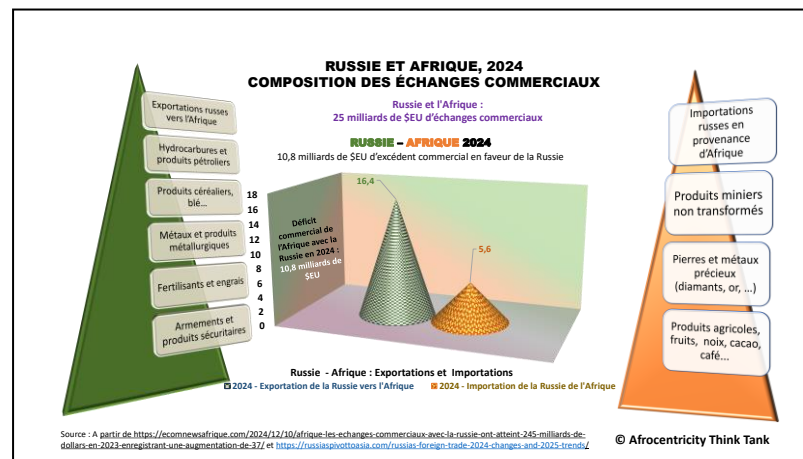
Lors du premier Sommet Russie-Afrique tenu en 2019 à Sotchi, le Président russe Vladimir Putin avait annoncé que les échanges commerciaux avec le continent devaient s'élever à « 40 milliards de dollars sur cinq ans¹⁰⁹ ». Les chiffres relatifs à l'année 2024 montrent que Moscou n'a atteint que 50 % de ses objectifs. Lorsqu'on compare la composition des exportations et importations de la Russie et de l'Afrique, l'asymétrie et l'absence de la Russie dans les industries de transformation et créatrices d'emplois sont patents.

Malgré une volonté commune de développer des projets mutuellement bénéfiques, il aura fallu attendre le 4 février 2025, pour qu'un département de partenariat avec l'Afrique soit créé au sein du ministère des Affaires étrangères de Russie. Jusqu'à cette date ce sont les ministères en charge de la défense et de la sécurité qui portaient le plus d'attention à l'Afrique.

Dans ses échanges commerciaux, la Russie a choisi d'opter pour une diversification accélérée de ses partenariats commerciaux, ce de manière ciblée tout en améliorant son image et ses relations militaires et économiques avec l'Afrique.

Toutefois, au niveau de la composition des échanges commerciaux, les exportations de la Russie vers l'Afrique sont concentrées sur les hydrocarbures, notamment le pétrole raffiné, les produits dérivés du pétrole, les produits miniers et minéraux, le blé, divers métaux et dérivés métallurgiques ainsi que des produits alimentaires. Les importations de la Russie en provenance d'Afrique sont constituées principalement de matières premières extraites des mines, des produits agricoles tels que les fruits, les noix, le cacao et le café¹¹⁰. Bref, au lieu d'évoluer vers des avantages compétitifs et l'introduction de contenus technologiques, la Russie s'est contentée de réaliser des contrats sans véritables transferts de savoir-faire et de technologies, et bien sûr aucune usine de transformation délocalisée en Afrique.

En 2024, les exportations de biens de la Russie vers l'Afrique se sont élevées à environ 16,4 milliards de \$EU. Les importations russes en provenance d'Afrique pour la même année n'ont difficilement atteint que les 5,6 milliards de \$EU¹¹¹ (voir graphique ci-après).



Il y a donc une concentration sur les produits de base et les matières premières avec une Russie qui se spécialise dans le secteur de l'énergie notamment avec des investissements dans l'installation de minicentrales nucléaires en Afrique.

Les changements de stratégie des États-Unis dans sa politique envers la Russie qui passe par un rapprochement pourraient entraîner une reconfiguration des alliances géopolitiques et géoéconomiques de la Russie en Afrique. Il n'est pas sûr qu'il y ait une intensification de la compétition entre les États-Unis et la Russie, surtout si ceux-ci décident notamment au niveau de leurs entreprises transnationales de se partager les influences sur le continent africain. Il n'est pas sûr que cela se fera aux dépens de la Chine si le « protexpansionnisme » se décline en une forme d'arrangement trilatéral des « deals ». Cette approche transactionnelle trilatérale pourrait ne pas servir les intérêts des Peuples africains, surtout si les chefs d'Etat africains se divisent en quatre (4) grands groupes comme indiqué plus haut.

Mais, est-ce que la Russie va « lâcher » ses alliés africains sur demande des Etats-Unis ? La réponse est non. La Russie ne pourra pas travailler contre ses alliés africains sur demande des États-Unis, car ces alliances sont cruciales pour ses intérêts stratégiques et géopolitiques en Afrique, notamment pour au moins cinq (5) bonnes raisons :

- préserver ses intérêts stratégiques ;
- conserver, voire augmenter, son influence géopolitique et économique notamment pour les ressources naturelles abondantes et les opportunités économiques en Afrique ;
- augmenter son soutien politique de l'Afrique à l'international et au sein des Nations Unies ou du G20 et à défaut obtenir la neutralité d'une grande majorité d'Etats africains sur des questions internationales ;
- poursuivre et accroître sa coopération militaire et sécuritaire notamment au gré des partenariats militaires avec plusieurs pays africains, notamment en fournissant des armes et en offrant une formation militaire et, en luttant contre les groupes terroristes, les armées privées ou les mercenaires instrumentalisés ; et enfin
- garantir une influence régionale tant en assurant la sécurité rapprochée de certains des dirigeants africains qu'en participant à la lutte contre les extrémistes ou ceux qui veulent annexer des parties de l'Afrique. Indirectement en augmentant la capacité défensive de pays africains souverains, la Russie s'assure une forme de sous-traitance de sa capacité d'influence et de nuisance en Afrique afin de se faire respecter et continuer à exister comme une Grande puissance. Tout en répondant à une demande africaine, assurer sa propre défense et neutraliser les ingérences intempestives et non sollicitées de puissances occidentales et répondre aux frustrations et humiliations subies par le Peuple africain par le passé, notamment les populations jeunes.

Les Peuples africains risquent d'assister à un rééquilibrage des alliances géopolitiques en Afrique afin de diversifier leurs partenariats pour éviter de dépendre trop fortement des Etats à capacité d'influence forte et disposant d'une capacité de nuisance. Cela risque d'accroître la compétition avec la Chine, sauf si les accords stratégiques entre la Russie et la Chine, et la coopération au sein des BRICS Plus élargis ne conduisent à des nouvelles formes d'arrangements tripartites avec les Etats africains intéressés à soutenir de tels arrangements transactionnels. Encore faut-il que cela ne se fasse pas sur le dos des citoyennes et citoyens africains y compris ceux de la Diaspora.

Au demeurant, au cours d'une période transitoire d'adaptation au rééquilibrage des alliances géoéconomiques, les pays africains, conscients des enjeux, pourraient utilement s'organiser pour tirer leur avantage des rivalités conjoncturelles éventuelles entre les trois grandes puissances. Ce qui devrait permettre, si la lutte contre la corruption et la redevabilité au Peuple africain servent de boussole, d'obtenir des conditions favorables pour attirer en Afrique, ceux des investisseurs qui souhaitent créer des industries, transférer du savoir et des technologies, organiser des formations à des fins de créations d'emplois et de distribution de pouvoir d'achat. En parallèle, les conflits intra-africains ou régionaux pourraient au moins retourner vers des phases de non-guerre, en attendant la paix. Or, l'Afrique risque de demeurer, encore pour longtemps, un marché prioritaire pour l'exportation d'armes, activité qui demeure un secteur prépondérant dans l'économie russe.

Le futur de la coopération entre la Russie et l'Afrique en termes d'investissement semble prometteur et pourrait continuer à se développer dans les secteurs clés et interdépendants tels que :

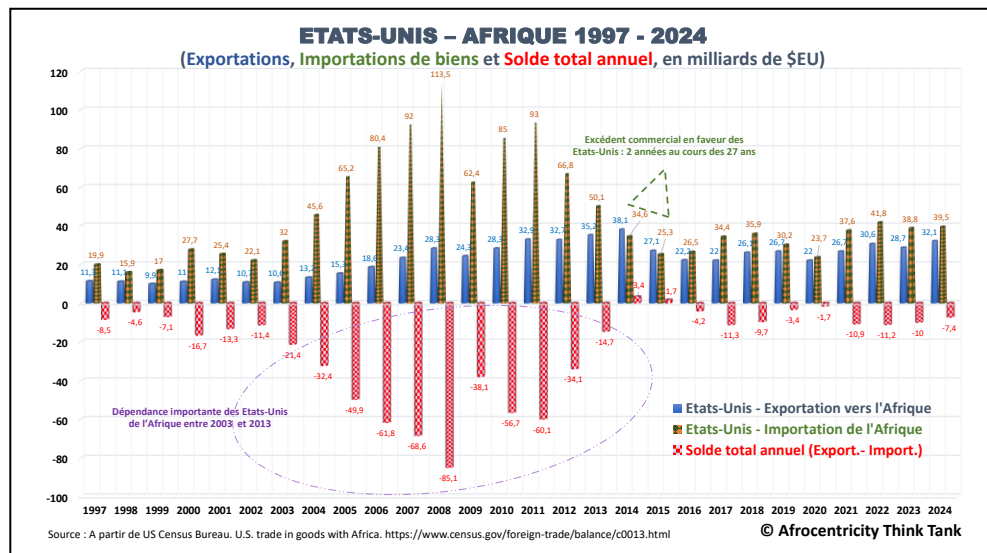
- l'énergie et les hydrocarbures, notamment dans les pays comme l'Algérie, l'Angola et le Nigeria ;
- les mines, notamment l'or, les diamants et les métaux rares dans les pays comme le Soudan, la République centrafricaine, le Zimbabwe, le Burkina-Faso, le Mali et le Niger ;
- le nucléaire notamment les minicentrales nucléaires avec l'Égypte, l'Afrique du Sud et le Niger ;
- les infrastructures de connectivité et de logistique, telles que les routes, les chemins de fer et les ports, pour faciliter le commerce, les échanges économiques et l'intégration africaine, avec des pays phares comme l'Éthiopie, le Mozambique, la République démocratique du Congo, etc. ; et bien sûr

- l'agriculture et l'agro-alimentaire notamment la productivité agricole, la transformation en aliments des productions agricoles et le développement des technologies agricoles, notamment au Kenya et au Ghana.

En définitive, le risque principal réside dans la capacité des dirigeants africains à œuvrer de concert et collectivement. A défaut, ils pourraient se retrouver fragmentés notamment entre d'une part, ceux qui souhaitent acquérir une capacité d'influence et de nuisance propre, et d'autre part, ceux qui choisiront de la sous-traiter.

26. PAYS AFRICAINS ET LE SUD-GLOBAL : RÉSISTER COLLECTIVEMENT LA VOLONTÉ DE HIÉRARCHISATION DU MONDE

Pour ne pas se laisser distancer par la Chine et la Russie en Afrique et bien que le déficit commercial des Etats-Unis avec l'Afrique soit influencé par une combinaison de nécessités économiques, d'intérêts stratégiques, de concurrence mondiale, et de compétition il n'est pas exclu que la politique américaine visait globalement d'abord à devenir indépendant en termes d'approvisionnement du monde, de l'Afrique en particulier (Voir Graphique ci-après).



Les États-Unis importent une quantité importante de ressources naturelles et de matières premières d'Afrique, telles que le pétrole, les minéraux et les produits agricoles qui sont essentielles pour une multitude d'industries aux États-Unis.

Les politiques commerciales américaines, telles que la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA) et l'initiative « *Prosper Africa* », qui visaient à promouvoir le développement économique en Afrique en offrant un accès préférentiel au marché américain pour les produits africains, avait pour objectif d'augmenter les importations en provenance d'Afrique afin de soutenir la croissance économique et la stabilité dans la région. Pourtant, la raison principale du déficit commercial des États-Unis est liée à ses intérêts stratégiques en Afrique, notamment la garantie d'accès aux ressources, la lutte contre le terrorisme pour justifier un contrôle satellitaire et une présence militaire avec Africom, même discrète. Tout ceci combiné permet de maintenir l'influence et le contrôle stratégique dans la région. La préservation de ces intérêts conduit inévitablement à des engagements qui sous-tendent l'augmentation des échanges et des investissements, ce qui peut entraîner une volonté de s'assurer, au plan statistique, un déficit commercial avec l'Afrique, mais un « excédent » en termes de capacité d'influence et de nuisance potentiel pour les dirigeants africains.

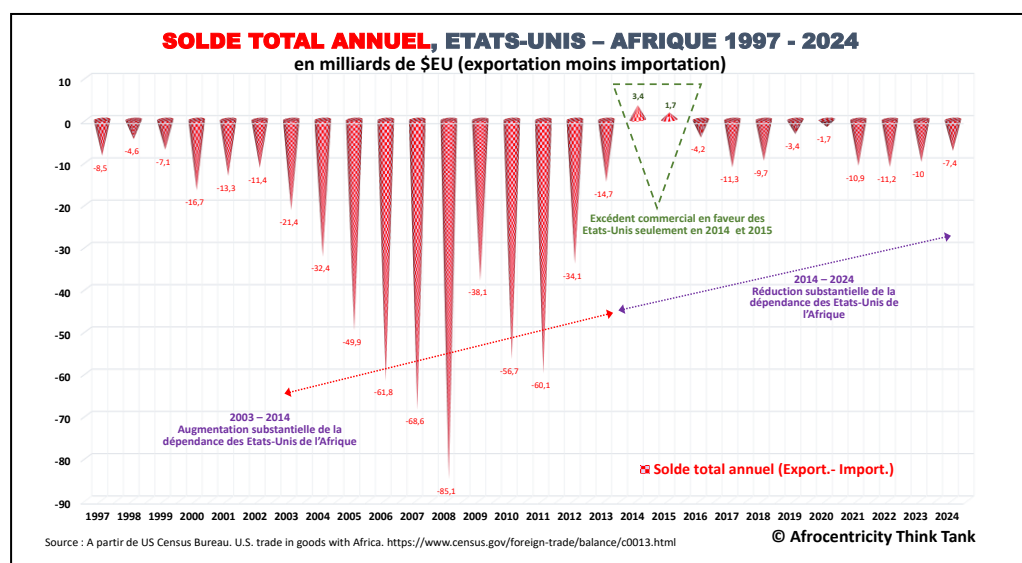
Au cours du premier mandat de Trump 1.0, Donald Trump n'a pas jugé nécessaire de réaliser une visite officielle en Afrique. Il a préféré envoyer « *sa femme* », la 1^e dame Mélanie Trump qui a effectué des visites de courtoisie

dans plusieurs pays africains. Ses actions étaient focalisées sur la santé notamment les soins hospitaliers aux mères et aux nouveau-nés, et sur l'éducation notamment la lutte contre le harcèlement scolaire.

La politique américaine sous Trump consistait à focaliser l'aide au développement américaine vers des pays servant les intérêts des Etats-Unis ou s'intégrant dans les objectifs stratégiques des Etats-Unis. Le fil rouge de cette politique est de cesser de fournir une assistance aveugle aux dirigeants africains sans retour sur investissement pour les entreprises ou l'Etat américains¹¹². Cette approche devrait se renforcer au cours du mandat Trump 2.0. avec en plus l'argument populiste fondé sur l'utilisation effective et efficiente de l'argent américain. Mais, l'initiative « *Prosper Africa* » présentée comme devant accroître les échanges commerciaux et les investissements entre les États-Unis et les pays africains risque de servir principalement à soutenir les entreprises américaines en Afrique, et accessoirement à promouvoir la croissance économique inclusive sur le continent. Pour cela, il faut de la stabilité avec l'aide américaine et la présence d'Africom pour lutter contre le terrorisme notamment les groupes radicaux comme ISIS et Al-Qaïda.

Mais la décision de soutenir à la tête de la Syrie, une personnalité issue du terrorisme islamique radical laisse les observateurs avertis bien dubitatifs. Par ailleurs, d'importants financements sont octroyés et transitent par des organisations non gouvernementales ou des fondations pour « *la démocratie* » et la « *stabilité politique* » dans les pays africains. Or, il suffit de rappeler les cas de la Libye et ses conséquences au Sahel, le Soudan, du Nigeria (avec Boko Haram), La Somalie, le Mozambique, la République démocratique du Congo, etc. pour s'interroger sur l'effectivité des résultats obtenus en matière d'avancement vers une démocratie reflétant la vérité des urnes. Par ailleurs, le soutien à la stabilité politique de régimes autocratiques mal élus ou ayant usurpés les élections par des coups d'Etat militaires et/ou constitutionnels posent le problème de l'ambiguïté des efforts des Etats-Unis en Afrique.

S'il est vrai qu'en référence aux échanges commerciaux entre les Etats-Unis et l'Afrique, l'excédent commercial n'a été faveur des Etats-Unis qu'entre 2014 et 2015, soit 2 ans au cours des 27 années passées (voir graphique ci-après), en comparaison, la capacité d'influence et de nuisance des Etats-Unis n'a fait que progresser. Il faudrait revoir les grilles d'analyse de la politique américaine à la lumière du sophisme trumpiste, puisque la politique américaine non seulement n'a pratiquement jamais soutenu l'industrialisation en Afrique, mais semble l'avoir combattu, limitant le nombre de création d'emplois décents sur le sol africain. Or, le protexpansionnisme de Trump risque de ne pas inverser cette ligne de fond de la politique africaine des Etats-Unis.



Aussi, la politique de l'Administration Trump 2.0 en Afrique doit être comprise comme un fusion d'une politique protectionniste et de celle expansionniste, reflétant une stratégie de long terme et constante visant

à promouvoir les intérêts et l'influence des États-Unis tout en maintenant un avantage compétitif sur les grandes décisions concernant le futur du monde.

Avec America First, (Amérique d'abord), il s'agit de protéger les industries et emplois américains quel qu'en soit le prix. Cela peut expliquer la politique américaine de se désengager des guerres et autres conflits qui pourraient menacer cet objectif. Cette approche dans les échanges commerciaux explique la volonté de réduire la dépendance à l'égard des produits importés de l'étrangers tout en favorisant la promotion de la production nationale. En Afrique, cela pourrait se traduire par des efforts visant à limiter les importations en provenance du continent ou à renégocier les accords commerciaux pour favoriser les intérêts américains¹¹³.

L'Administration américaine Trump 2.0 va poursuivre ses politiques expansionnistes en cherchant à accroître l'influence et la présence des États-Unis en Afrique, vraisemblablement en renforçant l'initiative « *Prosper Africa* » qui visait à stimuler le commerce et l'investissement entre les États-Unis et les pays africains, avec un volet sur les contrôles satellitaires des données africaines, en favorisant « *Starlink* ». L'aspect contrôle digitalisé de l'information et donc des mouvements en Afrique permet de justifier l'implication américaine dans la lutte contre le terrorisme et la coopération en matière de sécurité en Afrique, même si personne n'est dupe sur la volonté d'étendre les intérêts stratégiques des États-Unis sur le continent.

Autant, la politique expansionniste doit se comprendre d'abord en termes d'influence, et de neutralisation de tout ce qui peut limiter ou gêner les approvisionnements des Etats-Unis en intrants essentiels pour l'économie américaine. Il est donc bien question de protexpansionnisme au cours du mandat présidentiel Trump 2.0.

Six domaines auxquels les pays d'Afrique et du Sud-global devraient prêter attention ont été mis en exergue la fondation Carnegie¹¹⁴ à savoir :

- 1/ l'aide étrangère ;
- 2/ le recadrage de la diplomatie énergétique ;
- 3/ les arrangements transactionnels liés aux tarifs douaniers modifiés unilatéralement (Global Tax Deal) ;
- 4/ les investissements étrangers directs américains, vraisemblablement avec des partenaires étrangers, la refonte des relations commerciales mondiales pour servir les intérêts américains ;
- 5/ la santé mondiale et la justice mondiale avec en perspective une neutralisation ou un contrôle par des financements privés d'institutions des Nations Unies comme l'OMS (Organisation mondiale de la santé), l'OMC (Organisation mondiale du Commerce), ou la Cour internationale de Justice (CIJ), et
- 6/ un renforcement de la coopération et l'inclusion dans l'alliance de l'OTAN d'institutions asiatiques ou autres pour limiter les influences stratégique, commerciale, économique, financière, monétaire de la Chine.

Si les dirigeants africains ne s'organisent pas en diversifiant les partenariats stratégiques, ils risquent de finir par s'aligner et à perdre la possibilité de créer une capacité d'influence et nuisance collective. Les pays africains et ceux du sud-global devront apprendre à résister collectivement pour neutraliser sur le court, moyen et long-terme la volonté de hiérarchisation du monde par les Etats-Unis et ses partenaires tenant du sophisme machiavéliques.

27. CAPACITÉ D'INFLUENCE ET DE NUISANCE : ENTRE « QUÉMANDEURS » ET « SOUVERAINISTES »

Face à l'ingérence, à l'alignement forcé, aux sanctions, aux transactions dolosives ou aux annexions non sollicitées et par entités interposées, les dirigeants patriotes de l'Afrique libre optent pour la diversification, le respect du droit international dans un monde multipolaire et pour la souveraineté retrouvée.

Mais le *sophisme trumpiste* et sa politique économique de « Protexpansionnisme » qui fait disparaître l'échange et le libre échange pour l'accaparement des ressources d'autrui quelque soient les moyens, a divisé le monde en deux grands groupes :

- ceux qui refusent de s'aligner en tentant de s'organiser pour préserver leur souveraineté, y compris avec des partenariats, contre des « *prédateurs* » considérés comme des dirigeants d'Etats « *voyous* » s'adjugeant des droits de préemption unilatérale ; et
- ceux qui acceptent d'être des « *proies* », de s'aligner sur les objectifs et de subir les effets du *sophisme trumpiste* mondialisé, à savoir la restauration de la puissance avec la mondialisation des autocrates

avec lesquels il est possible d'accaparer d'une manière unilatérale et exclusive, les biens d'autrui. Notamment en priorité les minerais essentiels, les terres rares, les hydrocarbures, et les données, avec un monopole sur les données d'autrui et donc un pouvoir de contrôle.

En réalité, il s'agit d'une véritable confiscation qui doit être acceptée volontairement, autrement dit, une expropriation-appropriation notamment auprès de tous les dirigeants et Etats disposant d'une capacité d'influence faible ou inexistante. De préférence, il convient de le faire avec d'autres autocrates sous d'autres cieux, ce qui permet subtilement de n'avoir aucune critique de la part de ceux qui participent à ce dépeçage en violation des règles internationales. Quand le dépeçage de l'Afrique s'est déroulé entre puissances impériales européennes à la Conférence de Berlin en 1885, personne dans l'hémisphère nord n'a rien trouvé à redire. Au 21^e siècle, lorsque cela se passe entre dirigeants de l'hémisphère nord, mais sans la participation aux négociations et peut-être sans aucun retour sur investissement pour l'Union européenne, on entend de toutes part des cris d'orfraie. Donald Trump serait-il celui qui œuvre pour un bouleversement des relations internationales et un retournement du monde qui pourrait mener à une troisième guerre mondiale, et peut-être un Requiem pour le monde occidental ?

Chaque contestation des objectifs des *sophistes-trumpistes* est un ultimatum pour initier dans un requiem¹¹⁵ de la part de l'humanité qui ne dispose pas de capacité d'influence et de capacité de nuisance. Or, dans cet exercice et paradoxalement, la Chine est peu sollicitée alors que la Russie est objet de séduction avec arrièrepensée de la part de l'Administration Trump. Avec une division de plus en plus probable du monde entre ceux qui vont rejoindre les sophistes mondialisés et ceux qui vont les combattre, l'Union européenne découvre avec amertume sa véritable et réelle fragilité depuis la fin de l'esclavage, du colonialisme et de l'exploitation unilatérale de l'Afrique.

Les dirigeants africains, qui à l'époque des proclamations d'indépendance de nombreux pays d'Afrique se sont moqués de Kwame N'Krumah, le Président ghanéen panafricain¹¹⁶ qui, officiellement depuis 1963, au sein de la défunte Organisation de l'Unité africaine (OUA), leur rappelait l'urgence de la fédération africaine fondée sur une défense et une sécurité commune, n'ont pas fait œuvre de visionnaires éclairés. Aujourd'hui, il faut bien constater que l'Afrique des dirigeants est divisée entre les soutiens officieux ou pas, et les résistances officieuses ou pas, contre ce qui ressemble à des tentatives non écrites d'accaparement des ressources du sous-sol et des données africaines. Il y a donc bien une cohérence entre le probable et futur dépeçage et démembrement de l'Ukraine sans la participation de celui qui dirige « hors délais légaux » l'Ukraine, Volodymyr Zelensky, ni paradoxalement les dirigeants européens ne s'inscrivant pas la logique d'une gouvernance du monde par les transnationales privées assistées par les Etats adeptes du pro-sophisme machiavélien.

Le monde occidental est divisé et le Nord-global risque d'être une réminiscence attristée des notes d'un requiem de la capacité d'influence et de nuisance passées de l'Occident sans les Etats-Unis. Pire, si le tandem opportuniste des Etats-Unis et de la Russie prend forme sur les décombres de la démocratie, des droits d'autrui, des droits humains et des peuples et d'une gouvernance de l'arbitraire, alors le monde est en train de basculer vers la mondialisation de l'autocratie, une forme revue et corrigée de la *transnational corporate governance*, cette forme de gouvernance d'entreprises transnationales s'accaparant l'usage et les affectations des contribuables dans les pays dits démocratiques. Il s'agit bien d'un ensemble de philosophie, de politique, de stratégie, de processus, de pratiques et de règles qui permettent de diriger et de contrôler le monde par une oligarchie d'entreprises transnationales adeptes du *sophisme trumpiste*. Pour cela, comme l'Europe l'avait fait pour l'Afrique, les Etats du monde, ceux de l'Union européenne y compris, risquent graduellement, officiellement ou officieusement, d'adhérer au manichéisme trumpiste à savoir :

- d'une part, le monde des « *quémandeurs* » et redevables aux Etats-Unis qui entreront rapidement dans un « *deal* », cet arrangement transactionnel qui finit par l'annexion des ressources d'autrui, et il faudra en guise d'humiliation, remercier le « *généreux bienfaiteur* » sous réserve de son acception ; et
- d'autre part, le monde des « *souverainistes* » capables d'organiser leur capacité d'influence et de nuisance pour devenir une agglomération d'Etats suffisamment « *belliqueux* » pour être respectés. C'est cette unique condition qui permettra, éventuellement de se voir proposer un deal, cet

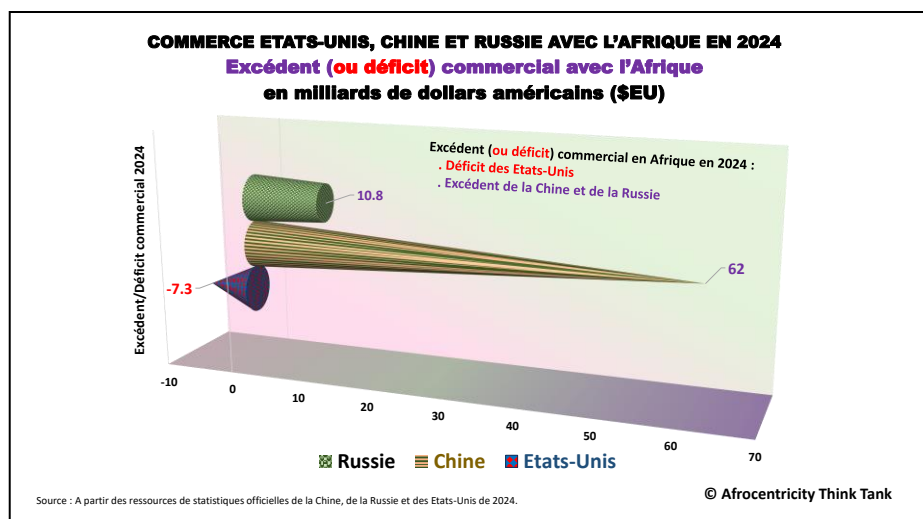
arrangement transactionnel sur l'accaparement des biens d'autrui, en toute violation du droit à l'existence, à la vie, à la justice, et donc à l'égalité de traitement.

Le problème pour les dirigeants africains est que certains d'entre eux sont des adeptes du sophisme machiavéliste avant l'heure et n'ont aucune fausse honte à s'afficher comme des *quémandeurs institutionnels*, tant les pays dits « donateurs » ferment les yeux sur le niveau aggravé de corruption et les violations récurrentes des droits humains et des Peuples africains par de nombreux dirigeants africains, tant dans les secteurs, public que privé.

28. PROPOSITIONS D'AFROCENTRICITY THINK TANK

Avec l'avènement du « *sophisme trumpiste* » accompagné d'une logique de prédation et d'accaparement des biens d'autrui sous le prétexte de compenser « *l'engagement militaire ou économique* » à l'extérieur des frontières américaines, l'Afrique des dirigeants refuse encore de se prendre en charge en tant que continent, ou à défaut, une partie du continent qui a pris conscience des enjeux mondiaux où l'Afrique sert de variable d'ajustement.

Une des priorités de ceux qui cherchent à promouvoir le « *Africa First* » demeure la volonté de rétablir un équilibre dans les échanges entre d'une part les Etats-Unis, la Chine, la Russie et l'Afrique, notamment en négociant les transferts de savoir-faire, de technologies, de digitalisation et d'industrialisation pour rééquilibrer le déficit dans les échanges en 2024 (voir graphique ci-après).



Or, le monde est en mouvement disruptif et l'Afrique des dirigeants semble regarder sans aucune réflexion collective stratégique et refuse de convoquer les experts africains indépendants pour réfléchir, produire des options et présenter des solutions au Peuple africain. Autrement dit, face à la volonté affichée sans les moyens pour l'exercer, face aux lois liberticides qui poussent à la tête de nombreux Etats africains des personnalités qui brillent parfois par leur incompétence stratégique, que peuvent faire les présidents africains non-alignés collectivement face à des blocs régionaux en Amérique latine, en Europe et en Asie ? Ou encore face à des puissances étatiques comme la Chine, les Etats-Unis, la Russie, ou face à des forces du marché telles les alliances de multimilliardaires au sein de réseaux d'entreprises transnationales et multinationales ?

Afrocentricity Think Tank, prenant en compte la dynamique interne à la société civile africaine y compris dans la Diaspora, propose aux dirigeants africains :

- 28.1 de mettre fin au concept trompeur de l'Union africaine pour adopter le concept de l'Interdépendance africaine, afin d'éliminer les dirigeants africains qui ont choisi de s'aligner sur l'une ou l'autre des puissances et de neutraliser l'émergence d'une véritable stratégie de souveraineté africaine comme l'avaient pensé les pères fondateurs de l'Unité des Peuples africains ;
- 28.2 de reconstituer une Agglomération de l'Interdépendance Africaine (AIA) au niveau fédéral et limiter le nombre des blocs régionaux africains notamment les fameuses Communautés économiques

régionales (CER) à des spécialisations sectorielles ou transversales pour mettre fin aux « *déviations politiques* » et aux « *syndicats des chefs d'Etat africains* » travaillant contre les intérêts respectifs de leurs peuples. Les Etats-Nations, hérités de la colonisation, devront dans le cadre d'une approche confédérale, ce au cours d'une période de transition de cinq ans au plus, évoluer et se transformer en un *gouvernorat de l'entité fédérale*. Il faudra alors lever graduellement l'intangibilité des frontières pour promouvoir la coopération entre les Peuples africains, ce sur tous les plans en commençant par retrouver une culture africaine commune héritée de l'Égypte ancestrale et une promotion du vivre ensemble fondée sur la sécurité, la liberté, la vérité, la justice, la solidarité, et la paix. Cela oblige tout un chacun à passer d'une culture du maintien du « *statu quo* » à une culture de la géoéconomie de proximité respectueuse des écosystèmes et de la biodiversité afin de répondre collectivement aux défis communs. C'est cette approche qui permettra de maximiser les avantages tirés des partenariats intra-africains, mais aussi des blocs régionaux qui ne s'opposent pas à la souveraineté de l'Afrique et des Africains. C'est donc bien un processus de combat et de lutte permanent qui pourra permettre de contrer ceux qui, dans le cadre d'un *sophisme mondialisé*, s'organisent pour que l'Afrique n'appartienne plus aux Africains et que le « *rêve blanc du continent noir*¹¹⁷ » des sophistes machiavéliens ne se transforme en fantôme face à la résistance organisée et déterminée de la jeunesse africaine consciente ;

- 28.3 de diversifier les partenariats stratégiques en évitant l'alignement et la dépendance envers l'une ou l'autre des grandes puissances privées comme publiques. Toutefois, compte tenu de la capacité de nuisance démontrée dans l'histoire des descendants des colonisateurs, les anticonformistes dirigeants pays africains devraient explorer, ce au cours d'une période transitoire, de nouvelles alliances avec des acteurs émergents comme la Chine, la Russie, l'Inde, la Turquie, l'Arabie Saoudite, le Brésil afin créer un effet de levier favorable à la création de richesses entrepreneuriales et à la résilience économique et offrir de nouvelles opportunités de création d'emplois décents pour stabiliser en Afrique la génération montante et reconscientiser sur l'urgence du changement de logiciel mental : vivre de la richesse créée et moins des aides et autres assistances de neutralisation d'un développement souverain ;
- 28.4 d'investir dans la mise à niveau des ressources humaines et technologiques tout en acquérant au cours d'une période de transition, les contenus technologiques et des équipements à des prix compétitifs et sans corruption qui vont permettre des gains de productivité rapide, si une partie des recettes d'exportation des matières premières non transformées servent à la mise en place d'infrastructures énergétiques, de bien-être sanitaire, d'amélioration de la mobilité et de la logistique et du droit à la propriété du sol africain et des données des Africains. Seuls un partenariat sans ingérence, sans alignement, sans sanctions, sans transactions de convoitises, ou pire, sans annexions déguisées, doit servir de cap stratégique. Or, pour que les jeunes et les moins-jeunes africains y compris dans la Diaspora ne soient réorientés, notamment via les réseaux sociaux et la désinformation ambiante, vers une mentalité individualiste fondée sur le gain rapide et sans effort de l'argent facile de la dépendance et la perte de son identité et de son âme, les responsables des nouveaux Gouvernorats africains, doivent opter pour une passer commun et investir dans la déconstruction-reconstruction de leur l'éducation, de leur savoir, de leur recherche et miser sur les technologies et innovations de proximité comme au demeurant s'approprier les innovations d'ailleurs pour développer sur le sol africain, une nouvelle agglomération d'expertises qualifiées et innovantes, couplées avec des milliardaires africains conscients des enjeux et pas seulement de leur « *notabilité* ». Cette stratégie suppose que des contre-pouvoirs des citoyens et de la société civile puissent participer, dans les décisions transparentes à œuvrer, en priorité, pour la transformation en Afrique, des ressources naturelles en des produits à valeur ajoutée avec des contenus technologiques avancés afin de refonder la croissance économique sur des bases d'une répartition plus équitable et moins égalitaire des fruits de cette croissance économique ;
- 28.5 de renforcer la gouvernance et la transparence en impliquant tous les citoyens et les institutions de contre-pouvoir et de justice, si elles sont indépendantes d'un pouvoir autocratique, centralisé et liberticide vers la lutte contre la corruption et la promotion de la bonne gouvernance et un

environnement prévisible et sains des affaires afin d'attirer des investisseurs éthiques, respectant les droits humains et des peuples, et adeptes de la préservation de l'environnement, de la bio-diversité et de la transition écologique. Ce n'est qu'à cette condition que la confiance des citoyens envers les dirigeants africains pourra être structurée dans un projet de société commun. La place réservée aux mécanismes efficaces de transparence avec l'obligation de rendre compte aux citoyens, de reddition des comptes et de gestion efficiente des ressources publiques doit redevenir une priorité pour chacun avec une possibilité inscrite dans les « nouvelles » constitutions ou Lois fondamentales de l'Agglomération de l'Interdépendance Africaine avec d'une part, l'entité continental confédérale, et d'autre part, les entités locales de type « gouvernorat » et de type sectoriel et transversal au niveau de sous-ensembles générateurs de valeurs ajoutées ; enfin

- 28.6 de promouvoir l'interdépendance africaine non plus avec des concepts désuets et trompeurs d'intégration « régionale », mais de restructurer les approches sous-régionales de l'AIA sur la base d'une interdépendance et d'intégrations sectorielles et transversales dans le cadre du réseautage des chaînes de valeurs locales et globales. Si l'objectif à terme de l'initiative de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) demeure louable, il faut bien se rendre à l'évidence que la seule ouverture, actuellement impossible, des frontières africaines sans un protectionnisme des dynamiques africaines locales ne peut soutenir et stimuler le commerce intra-africain, attirer les investissements étrangers et réduire la dépendance vis-à-vis des marchés extérieurs. Au contraire, les dirigeants africains qui ont le plus ouvert leur économie sans soutenir et protéger leur industrie et chaînes de valeurs naissantes, ont déstabilisé leur propre marché intérieur. Ils se sont retrouvés envahis par des produits étrangers, souvent de mauvaise qualité avec les conséquences sanitaires et les coûts additionnels pour le budget public. Le pire que cela a conduit à consommer ce que les Africains ne transforment pas. Ce changement des mentalités et des « logiciels » relève de la révolution culturelle.

29. CONCLUSION : UN PROTEXPANSIONNISME ASSERVISSANT ET LA RESILIENCE DES AFRICAINS

Les dirigeants africains doivent faire preuve d'originalité et savoir que face aux « sophistes » héritiers toxiques de Machiavel, le statu quo actuel et collectif des dirigeants africains, secteurs publics et privé confondus, risque simplement de positionner le continent face aux défis et opportunités mondiaux, non plus comme de simples spectateurs de l'évolution du monde, mais de véritables victimes des décisions d'accaparement des biens d'autrui.

La désinformation ambiante promouvant les dénis de la réalité des dynamiques africaines en dehors des dirigeants africains, renforçant la déconnexion entre les citoyens africains et leurs élites authentiques, souvent confondus avec les dirigeants africains, les structures sous-influence extérieure de la gouvernance en Afrique et les influences intérieures des militaires et des religieux qui continuent de façonner la politique africaine, sont quelques-uns des concepts qui demandent à subir une rupture pour qu'une mutation d'une Africaine et d'un Africain alternatif voit le jour. Les nouveaux dirigeants africains de l'Agglomération de l'Interdépendance africaine sortiront de cette mutation ou l'Afrique se vassalisera, en toute connaissance de cause !

La capacité des nouveaux dirigeants alternatifs africains à négocier des accords équilibrés et diversifiés au sein d'une Afrique interdépendante et avec des partenaires étrangers ne souhaitant pas « vassaliser » l'Afrique sera primordial. Toutefois, les inégalités de rapport de forces entre les partenaires pourraient remettre en cause les résistances africaines non assorties d'analyses approfondies en géostratégie, en géoéconomie et en maîtrise des richesses du sous-sol et du contrôle des données et de la logistique.

En réalité, le monde des sophistes trumpistes sont les troubadours du bouleversement du commercial mondial sur des bases capacité d'influence et de nuisance. Les partenariats entre autocrates globalisés pourraient ne pas servir les objectifs de souveraineté des Peuples africains, surtout s'ils sont exclus du débat, avec aucune volonté des chefs d'Etats africains collectivement d'associer leur Peuple dans les décisions ayant des impacts journaliers des populations laissées-pour-compte. Se passer de la justice en faisant voler en éclat la séparation des pouvoirs entre l'exécutif et le judiciaire, la peur des représailles et de sanctions dans un espace de pauvreté



et aussi d'ignorance pourrait favoriser les régimes autocratiques et fonctionnant sur le mode de l'arbitraire sous des oripeaux de démocratie falsifiée.

La politique géostratégique et géoéconomique du protexpansionnisme des sophistes machiavélistes pourrait trouver de nombreux adeptes parmi les dirigeants africains, habitués à transformer les alternances politiques en des renouvellement de leurs mandats politiques non sollicités contre la volonté des Peuples africains. Le contrôle des médias politiquement corrects par les dirigeants africains devrait favoriser les fondamentalistes du protexpansionnisme politique en Afrique, une version de l'expansion du temps d'accaparement de l'Etat et de ses soutiens militaires.

Le développement des infrastructures de mobilité et d'infrastructures de bien-être, ainsi que les industries productives de proximité, protégeant l'environnement et générant la valeur ajoutée, des emplois et un pouvoir d'achat décent pour les populations africaines, sera déterminant pour stopper une déstabilisation des Peuples africains sur leur sol. Ceux qui vocifèrent et sont prompts à vouloir renvoyer les immigrés non choisis vers l'Afrique devraient peut être reconnaître leur responsabilité dans les démocraties dénaturées non représentatives du Peuple africain. Aussi, les « *sophistes trumpistes* » comme au demeurant les « *sophistes machiavéliques* » devraient s'atteler à ne pas mettre la charrue avant les zébus. Il faut d'abord cesser de donner des « *cartes de séjour* » longue durée renouvelable pour plusieurs mandats présidentiels à des autocrates et dictateurs africains et ils verront si l'immigration ne diminuera pas dans les pays qui criminalisent les immigrés illégaux et font la chasse aux immigrés légaux, surtout les minorités visibles, bien sûr les Africains, les Noirs africains !

Le Président Donald Trump devrait savoir que « *son* » prix « *Nobel* » de la paix équivaldrait à une prix Nobel de la neutralisation des luttes de souveraineté du Peuple africain. En réalité, le prix « *Nobel de la Paix* » doit être réformé pour s'intituler pour les sophistes trumpistes : le prix Nobel de la non-guerre.

Sans l'ingérence en Afrique des États-Unis qu'il dirige aujourd'hui, sans les sanctions ciblées, sans les transactions inégalitaires et non-sollicitées qu'impose la diplomatie du « *soft et du hard* » power (influence douce et puissance dure) tant des États-Unis, de ses alliés de l'OTAN et au-delà, il faut croire que les fameuses « *transactions* » gagnant-gagnant entre les États-Unis et l'Afrique seraient d'une autre nature.

Or, ce sont des sanctions ciblées, implicites ou explicites, des contrôles des données et des territoires au point de croire à des annexions en sous-traitance qui pourraient servir de ligne directrice de la politique africaine des « *sophistes trumpistes* » et de leurs réseaux de « *sophistes machiavéliques* » de tous bords.

Ne pas prendre conscience en Afrique de la volonté des sophistes machiavéliques d'usurper les richesses africaines avec la complicité de certains dirigeants publics et privés africains, relève de la douce illusion qu'est le rêve dans lequel certains dirigeants africains, adeptes du statu quo, continuent d'imposer à leur peuple respectif, ce en toute démocratie.

Le sophisme trumpiste repose sur un protexpansionnisme asservissant où l'Afrique risque de se retrouver dans les affres de l'appropriation par autrui de ses biens sur des bases non compétitives grâce à l'imprévisibilité, l'ingérence, l'alignement, les sanctions, les transactions inégales, et/ou les annexions.

Les certitudes de l'idéologie « *Africa first* » et de sa mise en œuvre violente risquent de prendre du plomb dans l'aile du poulet bicyclette africain. Mais, le réveil des Africains y compris dans la Diaspora prenant conscience des injustices transfrontières pourraient générer une réaction inattendue, à savoir le rejet des chefs d'Etat africains adeptes du sophisme trumpiste.

En définitive, il est bon de paraphraser un proverbe africain à savoir : *Le vent qui souffle au-delà de l'Atlantique de la Méditerranée ne fait pas courber l'épi de sorgho*. Il s'agit d'exprimer la résilience des Africains et de sa Diaspora face aux déstabilisations, aux perturbations et aux pressions extérieures des tenants du « *protexpansionnisme* ». YEA.

5 mars 2025

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO

Directeur général, Afrocentricity Think Tank



© Afrocentricity Think Tank

Mots-clés : Afrique - Afrique du sud - BRICS Plus - Chine – Confédération - Démocratie - Dirigeants africains - Elon Musk - Etats-Unis – Fédération - Interdépendance africaine - Machiavel - Monde multipolaire - OTAN - Partis d'extrême-droite – Protexpansionnisme - Sophisme trumpiste - Racisme – Russie - Starlink - Donald Trump - J. D. Vance - Union africaine - Union européenne.

Références bibliographiques

- ¹ Je tiens à exprimer ma profonde gratitude pour la relecture méticuleuse et les précieux commentaires de François Fabregat, Directeur de Communication, sur mon article. Son expertise et son attention aux détails ont grandement amélioré la qualité de ce travail. Il va de soi que toutes les omissions qui auraient échappé à mon attention sont de ma responsabilité. Merci infiniment.
- ² Machiavel, N. (2025). *Le Prince - Nicolas Machiavel : Réflexions sur le Pouvoir et la Politique - La fin justifie les moyens- L'Art de Gouverner*. Editions Independently published.
- ³ Le Parisien & AFP (2025). « Entrée en vigueur des droits de douane américains : le Canada impose la réciprocité, la Chine riposte avec une taxe de 10 à 15 % ». In *www.leparisien.fr*. 4 mars 2025. Accédé le 4 mars 2025. Voir <https://www.leparisien.fr/international/etats-unis/droits-de-douane-americains-le-canada-impose-la-reciprocite-la-chine-riposte-avec-une-taxe-de-10-a-15-04-03-2025-F4IDMGURJBHND46MDBFGNNFI.php> ; Face à l'annonce par le président américain Donald Trump d'une augmentation des droits de douane sur les produits chinois entrant aux États-Unis, portant à 20 % les droits de douane des produits chinois entrant aux États-Unis, la Chine a réagi à ces mesures de tarifs douaniers unilatérales des États-Unis en imposant des contre-mesures, en annonçant des droits de douane supplémentaires de 15 % sur des produits américains tels que le poulet, le blé, le maïs et le coton. D'autres produits américains importés, comme le sorgho, le soja, le porc, le bœuf, les produits de la mer, les fruits, les légumes et les produits laitiers, feront l'objet d'une taxe supplémentaire de 10 %. Pékin a également ajouté quinze entités américaines à la liste de contrôle des exportations. Ces mesures visent à protéger les droits et intérêts de la Chine face aux actions unilatérales des États-Unis.
- ⁴ ONU, G. (2024). « Les nouveaux maîtres du jeu : les oligarques américains ». In *misterprepa.net*. 10 décembre 2024. Accédé le 4 mars 2025. Voir <https://misterprepa.net/oligarques-americains-pouvoir/>
- ⁵ Mark, J. (2016) et traduit par Étienne-Cartwright, B. (2016). « Maât ». In *www.worldhistory.org*. 15 septembre 2016. Accédé le 25 février 2025. Voir <https://www.worldhistory.org/trans/fr/1-15014/maat/>
Ces valeurs étaient essentielles pour maintenir l'ordre cosmique et social dans l'Égypte ancienne et sont encore respectées et admirées aujourd'hui. La Maât repose sur les principes que sont la vérité, la justice, l'équité, la solidarité, la rectitude, l'harmonie cosmique, la paix, Les valeurs africaines souvent transmises par l'oralité complètent celles de la Maât avec le vivre ensemble, le respect des aînés, la priorité de la communauté sur l'individu, la résilience, et le respect de la nature.
- ⁶ En remplacement de M. Nawaf Salam, le nouveau premier ministre du Liban, le nouveau directeur de la Cour internationale de justice (CIJ) est M. Yuji Iwasawa, un juge japonais. Il a été élu président de la CIJ le 3 mars 2025. Avant cela, il a été professeur de droit international à l'Université de Tokyo et président du Comité des droits de l'homme des Nations Unies. Ses décisions concernant les États-Unis et ses ressortissants seront suivies de près.
- ⁷ United Nations – Security Council (2025). “Security Council Meets on Maintenance of Peace and Security of Ukraine”. In *media.un.org*. 24 February 2025. Accessed 25 February 2025. Retrieved from <https://media.un.org/photo/en/asset/oun7/oun71087733> ; la résolution 2774 (2025) a été adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies le 24 février 2025. Cette résolution appelle à la fin de la guerre en Ukraine et souligne la nécessité d'une paix durable entre l'Ukraine et la Fédération de Russie
- ⁸ Kahane, R. (2025). « Ukraine : un accord sur les minerais... sans garantie de sécurité américaine ? ». In *www.france24.com*. 27 février 2025. Accédé le 28 février 2025. Voir <https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/on-va-plus-loin/20250227-ukraine-un-accord-sur-les-minerais-sans-garantie-de-s%C3%A9curit%C3%A9-am%C3%A9ricaine>
- ⁹ Pravda en français (2025). « Maria Zakharova: Brièvement sur ce qui s'est passé le 24 février 2025 au siège de l'ONU ». In *français.news-pravda.com*. 24 février 2025. Accédé le 25 février 2025. Voir <https://français.news-pravda.com/world/2025/02/25/356853.html>
- ¹⁰ United Nations (2025). “ With 10 Votes in Favor, 5 Abstentions, Security Council Adopts Resolution 2774 (2025) Mourning Loss of Life, as Russian Federation’s Invasion of Ukraine Enters Fourth Year Members Implore Swift End to Conflict, Urge Lasting Peace between Two Nations”. In *press.un.org/en*. 24 February 2025. Accessed on 25 February 2025. Retrieved from <https://press.un.org/en/2025/sc16005.doc.htm>
- ¹¹ Us Green Card Office (2025). “DV 2025 - Diversity Visa Green Card Lottery Winners by Country”. In *www.usgreencardoffice.com*. Accessed 10 February 2025. Retrieved from <https://www.usgreencardoffice.com/winners/DV-2025>
- ¹² Amaïzo, Y. E. (2023). « Mobilité intra-africaine avec ou sans visas : Lever l'intangibilité des frontières coloniales en Afrique ! ». In *www.afrocentricity.info*. 15 novembre 2023. Accédé le 12 février 2025. Voir <https://afrocentricity.info/2023/11/15/mobilite-intra-africaine-avec-ou-sans-visas-lever-lintangibilite-des-frontieres-coloniales-en-afrique/7778/>
- ¹³ Mudde, C. (2019). *The Populist Radical Right: A Reader*. (Routledge Studies in Extremism and Democracy). 1st Edition. Routledge : Abingdon, Oxfordshire, UK.
- ¹⁴ Traoré, A. (2001). *Le viol de l'imaginaire*. Editions Actes Sud et Fayard : Paris.

- ¹⁵ Rosina, M. (2024). "Criminalising Migration: The Vicious Cycle of Insecurity and Irregularity". In *Social Sciences* 13. No. 10 : 529. <https://doi.org/10.3390/socsci13100529>. 2 October 2024. Accessed 10 February 2025. Retrieved from <https://www.mdpi.com/2076-0760/13/10/529>
- ¹⁶ Sheilaoile (2025). "The Impact of U.S. Deportation Policies on African Migrants". In *africanvibes.com*. 4 February 2025. Accessed 10 February 2025. Retrieved from <https://africanvibes.com/impact-of-u-s-deportation-on-african-migrants/>
- ¹⁷ Sheilaoile (2025). Op. Cit.
- ¹⁸ Imray, G. (2025). "How Trump's pledge to punish South Africa reflects Musk's criticism of his homeland". In *apnews.com*. 4 February 2025. Accessed 10 February 2025. Retrieved from <https://apnews.com/article/trump-elon-musk-south-africa-aid-freeze-69f81617f8aea157eac0cc021e1b1556>. Il est question de supprimer 400 millions de dollars américains d'aide que les États-Unis accordent chaque année à l'Afrique du Sud, dont la majeure partie est destinée au programme national de lutte contre le VIH/sida dans le cadre du plan présidentiel d'aide d'urgence à la lutte contre le sida, connu sous le nom de PEPFAR.
- ¹⁹ Al-Jazeera (2025). "Trump freezes aid to South Africa amid spat over land expropriation law". In *www.aljazeera.com*. 8 February 2025. Accessed 13 February 2025. Retrieved from <https://www.aljazeera.com/news/2025/2/8/trump-freezes-aid-to-south-africa-amid-spat-over-land-expropriation-law>
- ²⁰ Al-Jazeera (2025). Op. Cit.
- ²¹ Giliomee, H. (2019). *The rise and demise of the Afrikaners*. Tafelberg Publishers Ltd: Cape Town, South Africa.
- ²² Le May, G. H. L. (1995). *The Afrikaners: An Historical Interpretation* (Peoples of Africa). 1st Edition. Wiley-Blackwell Publishers : Hoboken, New Jersey, USA.
- ²³ Knight, I. (1999). *The Anatomy of the Zulu Army, from Shaka to Cetshwayo 1818-1879*. Greenhill Books: London. Le roi Zoulou Shaka Dingane Kasenzangakhona aurait vécu entre 1795-1840. Il était un chef zoulou d'Afrique du Sud devenu roi en 1828. Suite à la trahison des Blancs migrants sur le non-respect du droit foncier, il s'en est suivi une série de vengeance avec le massacre des blancs colonisateurs, notamment Pieter M. Retief et des familles Voortrekkers. Pieter Mauritz Retief fut un chef Boer - Voortrekker qui a mené une migration massive des Boers vers l'intérieur des terres pour échapper à la domination britannique. Cela s'est fait par l'usurpation des terres des Zoulous, notamment. Shaka Dingane Kasenzangakhona, le Zoulou, a vu son nom être associé à la défaite zoulou de la bataille de Blood River selon les narrations des envahisseurs des espaces sud-africains.
- ²⁴ Nelson Mandela était Xhosa.
- ²⁵ Les Khoikhoi, également appelés aussi Khoekhoe, sont un peuple d'Afrique du Sud. Traditionnellement, ils étaient des pasteurs nomades, possédant de vastes territoires fonciers, et élevant du bétail et se déplaçant pour trouver des pâturages. Les Khoikhoi sont souvent regroupés avec les San (chasseurs-cueilleurs) sous le terme de Khoisan. Ce sont les premiers Peuples sud-africains à avoir souffert de l'invasion des colons européens au 17^e siècle, notamment les Néerlandais. Ce contact a conduit à des conflits et à la perte de terres pour les Khoikhoi, qui ont été déplacés, exterminés ou réduits en esclavage par les colons. Est-ce que Donald Trump et Elon Musk sont au courant lorsqu'ils sanctionnent le Gouvernement sud-africain qui tente, avec beaucoup de précaution, de rétablir un semblant de justice en récupérant les terres usurpées pour les rétrocéder aux ayants-droits.
- ²⁶ Republic of South Africa. Department of Rural Development and Land Reform (2017). *Land Audit Report. Phase 2: Private Land Ownership by Race, Gender and Nationality*, p. 2. November 2017. Version 2. Accessed 10 February 2025. Retrieved from https://www.gov.za/sites/default/files/gcis_document/201802/landauditreport13feb2018.pdf
- ²⁷ Imray, G. (2025). Op. Cit.
- ²⁸ France 24 (2025). « En Afrique du Sud, une loi d'expropriation peut-elle vraiment être qualifiée de "raciste" envers les Blancs ? ». In *observers.france24.com*. 7 février 2025. Accédé le 11 février 2025. Voir <https://observers.france24.com/fr/afrique/20250207-expropriation-afrique-du-sud-ramaphosa-trump-musk-genocide-blanc>
- ²⁹ Elon Musk, lui-même né en Afrique du Sud durant le régime d'apartheid, a interpellé Cyril Ramaphosa sur X, s'interrogeant : « Pourquoi avez-vous des lois ouvertement racistes ? ». Le post a cumulé plus de 58 millions de vues sur X.
- ³⁰ Hutzler, A. (2025). "Elon Musk grilled about DOGE transparency, conflicts in Oval Office. Musk was asked if any checks exist for his role or if he is "policing" himself." [NDLR : Elon Musk est interrogé sur la transparence de DOGE et les conflits dans le bureau ovale. On a demandé à Musk s'il existait des contrôles pour son rôle ou s'il se « surveillait » lui-même]. In *abcnews.go.com*. 12 February 2025. Accessed 15 February 2025. Retrieved from <https://abcnews.go.com/Politics/elon-musk-faces-1st-questions-doges-transparency-joins/story?id=118705771>
- ³¹ Copp, T. and Izaguirre, A. (2025). "Trump Administration Fires, Then Rescinds Firing of Nuclear Weapons Worker." In *time.com* 16 February 2025. Accessed 20 February 2025. Retrieved from <https://time.com/7225798/doge-fires-national-nuclear-security-administration-energy-rehires-musk-trump/>
- ³² Graziosi, G. (2025). "Elon Musk admits that DOGE accidentally canceled Ebola prevention during USAID cuts: 'We won't be perfect.' SpaceX boss claims there was 'no interruption' to the Ebola program, but a former USAID head says otherwise." In *www.independent.co.uk*. Wednesday 26 February 2025. Accessed 30 February 2025. <https://www.independent.co.uk/news/world/americas/us-politics/elon-musk-doge-cut-ebola-usaid-b2705485.html>
- ³³ FirstPost (2025). "Will Musk step down after 130 days of his White House assignment?". In *www.firstpost.com*. 3 March 2025. Accessed 10 February 2025. Retrieved from <https://www.firstpost.com/explainers/elon-musk-special-government-employee-white-house-doge-130-day-cap-13868237.html>
- ³⁴ Picchi, A. Edited by Lee, A.-M. (2025). "Musk is not an employee of DOGE and "has no actual or formal authority," White House says". In *cbsnews.com*. 18 February 18, 2025. Accessed 20 February 2025. Retrieved from <https://www.cbsnews.com/news/elon-musk-doge-not-employee-no-authority-white-house-says/>
- ³⁵ Imray, G. (2025). Op. Cit.

- ³⁶ Imray, G. (2025). Op. Cit. « *Elon Musk a accusé le gouvernement de M. Ramaphosa en 2023 d'avoir laissé se produire un « génocide » à la suite des meurtres de certains fermiers blancs, qui se produisent depuis des années* ».
- ³⁷ Biddle, D. (2024). "Ohio's "Black Laws". In *ejj.org*. 04 January 2024. Equal Justice Initiative. Accessed 10 February 2025. Retrieved from <https://ejj.org/news/ohios-black-laws/>
- ³⁸ Jowallah, Dr. (2021). 'Lynching In America: A Short Overview'. In *www.youtube.com*. 27 September 2021. The Learning Journey with Dr. Jowallah. Accessed 10 February 2025. Retrieved <https://www.youtube.com/watch?v=J1GejphuXqc>
- ³⁹ Jowallah, Dr. (2021). Op. Cit. Plus de 6.500 lynchage documentés ont eu lieu aux Etats-Unis entre 1877 aux années 1950.
- ⁴⁰ EJI Legacysites (2025). "The Legacy Museum". In *legacysites.eji.org*. Accessed 10 February 2025. Retrieved from <https://legacysites.eji.org/about/museum/>; legacysites@ejj.org – T: +1 (334) 386-9100400 N. Court Street Montgomery, AL 36104 – Alabama, USA. Voir aussi "The National Memorial for Peace and Justice". <https://legacysites.eji.org/about/memorial/>
- ⁴¹ L'Alternative pour l'Allemagne (AfD) est un parti d'extrême droite, fondé en 2013. Avec une position eurosceptique, une ligne politique nationaliste et anti-immigration, l'AfD est à maintes reprises rappeler qu'une fois au pouvoir, il arrêterait la guerre en Ukraine et travaillerait avec La Russie de Vladimir Putin. La coalition entre le parti de droite CDU/CSU allemand et l'AFD font l'objet de réprobations ici et là, mais l'éventualité de sa mise en œuvre n'est pas à exclure en fonction des scores électoraux à venir. Les élections fédérales auront lieu en Allemagne le 23 février 2025 pour élire les 630 membres du 21^e Bundestag (parlement allemand), d'où sortira le nouveau Chancelier en principe parmi le parti qui aura la majorité et si une coalition gouvernementale est possible.
- ⁴² Palheta, U. (Coll. Sous la dir.) (2024). *Extrême droite : la résistible ascension*. Avec une préface de Chapoutot, J. et une Postface de Guetté, C. 1^e édition. Editions Amsterdam/Multitudes : Paris.
- ⁴³ Ben Barka, M. (2006). « Les rapports entre les extrêmes droites européenne et américaine ». In Ben Barka, M. et Ruiz, J.-M. (Dir.)(2006). *États-Unis/Europe*. Presses universitaires du Septentrion : Paris. <https://doi.org/10.4000/books.septentrion.16373>.
- ⁴⁴ DOGE ((2025). *Department of Government Efficiency*. Accessed 24 February 2025. Retrieved from <https://departmentofgovernmentefficiency.wiki/>
- ⁴⁵ Rogelberg, S. (2025). "DOGE—tasked with trimming federal spending—has more than doubled its budget already, disclosures show". In *fortune.com*. 12 February 2025. Accessed 24 February 2025. Retrieved from <https://fortune.com/2025/02/12/elon-musk-doge-doubles-budget-government-spending-cuts/>
- ⁴⁶ Stanage, N. (2025). "DOGE and Musk: The 5 biggest controversies so far". In *thehill.com*. 18 February 2025. Accessed on 20 February 2025. Retrieved from <https://thehill.com/policy/technology/5150104-elon-musk-government-efficiency-controversy/>
- ⁴⁷ Collier, K. (2025). "At least 11 lawsuits are taking on DOGE over data access and privacy laws. The lawsuits all claim DOGE has violated the Privacy Act of 1974". In *www.nbcnews.com*. 19 February 2025. Accessed on 22 February 2025. Retrieved from <https://www.nbcnews.com/tech/security/doge-lawsuits-11-cases-musk-group-focus-data-privacy-rcna191695>. "DOGE a tenté d'obtenir ou d'obtenir l'accès aux données personnelles sensibles de plusieurs agences travaillant pour l'Etat américain. La plus haute responsable de l'Administration de la sécurité sociale, Michelle King, a quitté son poste le 22 février après avoir refusé une demande d'accès du DOGE, y compris des informations personnellement identifiables (PII) comme les noms des Américains et les dossiers financiers.
- ⁴⁸ Collier, K. (2025). Op. Cit.
- ⁴⁹ Collier, K. (2025). Op. Cit. Des employés de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) ont été placés en congé administratif après avoir tenté d'empêcher les employés du DOGE d'accéder aux systèmes classifiés et aux informations d'habilitation de sécurité des employés de l'agence.
- ⁵⁰ Washington Post Staff (2025). "Elon Musk's business empire is built on \$38 billion in government funding". In *www.washington.com*. 26 February 2025. Accessed 26 February 2025. Retrieved from https://www.washingtonpost.com/technology/interactive/2025/elon-musk-business-government-contracts-funding/?utm_campaign=wp_post_most&utm_medium=email&utm_source=newsletter&carta-url=https%3A%2F%2F52.washingtonpost.com%2Fcar-in-tr%2F414fbd5%2F67bf49f7677f8547acdb5ce7%2F67a8ed2ff586dc7624ee5a27%2F14%2F59%2F67bf49f7677f8547acdb5ce7
- ⁵¹ Popli, N. (2025). "What DOGE Is Doing Across the Federal Government". In *time.com*. 21 February 2025. Accessed on 22 February 2025. Retrieved from <https://time.com/7222251/doge-musk-federal-workers-government/>
- ⁵² Mbembe, A. (1992). "Provisional notes on the postcolony. Africa". In *www.cambridge.org*. In *Africa*. Volume 62. Issue 1. January 1992, pp. 3 – 37. See DOI: <https://doi.org/10.2307/1160062>. Accessed 10 February 2025. Retrieved from <https://www.cambridge.org/core/journals/africa/article/abs/provisional-notes-on-the-postcolony/BE5FFE3AC0DB10125B69E0D63E36DD89>.
- ⁵³ Africa Guardian (2024). "Starlink Satellites: Elon Musk's Expanding Influence in Africa". In *africaguardian.com*. December 7, 2024. Accessed 13 February 2025. Retrieved from <https://africaguardian.com/starlink-satellites-elon-musks-expanding-influence-in-africa/>; « *Starlink, le service internet par satellite de SpaceX, a fait des progrès considérables en Afrique. Ce service, qui fonctionne grâce à une constellation de plus de 6 000 satellites, offre des vitesses d'accès à l'internet supérieures à celles de nombreux fournisseurs terrestres et étend la connectivité à des zones reculées dépourvues d'infrastructures fiables. Ce service s'est avéré particulièrement bénéfique pour les régions rurales de 17 pays africains, la télémédecine et l'éducation numérique constituant des contributions notables* ».
- ⁵⁴ Africa Guardian (2024). Op. Cit.: 17 pays auraient un engagement avec Starlink.
- ⁵⁵ Agbetiloye, A. (2024). "List of African countries where Starlink is operational in 2024". In *www.pulse.ng*. 2 September 2024. Accessed 13 February 2025. Retrieved from <https://www.pulse.ng/articles/business/domestic/list-of-african-countries-where-starlink-is-operational-in-2024-2024092617045661529>.

- ⁵⁶ Fagbemi, J. (2025). "Starlink regulatory talks in South Africa stalls as Elon Musk and Donald Trump's raise inquiry". In *technext24.com*. Accessed 13 February 2025. Retrieved from <https://technext24.com/2025/02/13/starlink-regulatory-talks-in-south-africa-stalls-as-elon-musk-and-donald-trumps-raise-inquiry/>.
- ⁵⁷ Agbetiloye, A. (2024). Op. Cit. : « *Le 14 août 2023, l'Afrique du Sud a interdit l'importation de kits Starlink, laissant le pays coupé de l'internet par satellite de SpaceX* ».
- ⁵⁸ Fagbemi, J. (2025). Op. Cit.
- ⁵⁹ Fagbemi, J. (2025). Op. Cit.
- ⁶⁰ Brinkhof, T. (2021). "Modern sophistry: how to debunk politicians and self-help books". In *bigthink.com*. August 20, 2021. Accessed 13 February 2025. Retrieved from <https://bigthink.com/high-culture/sophistry-debunk-politicians-self-help/>
- ⁶¹ Popper, K. (2011). *The Open Society and Its Enemies*. 1st Edition. Routledge Classics: London.
- ⁶² Forbes (2025). "USAID Live Updates: Nearly All Staff Face Layoffs, Trump Sued". In *www.forbes.com*. February 6, 2025. Accessed 10 February 2025. Retrieved from <https://www.forbes.com/sites/siladityaray/2025/02/11/usaid-controversy-live-updates-inspector-general-reportedly-fired-after-critical-report-against-trump-administration/>.
- ⁶³ The Associated Press (2025). "Trump administration directs all federal diversity, equity and inclusion employees be put on leave. Employees eventually to be laid off". January 21, 2025. In *www.cbc.ca*. Accessed 7 February 2025. Retrieved from <https://www.cbc.ca/news/world/trump-dei-staff-1.7437918>.
- ⁶⁴ Extrait du Nouveau Testament dans Matthieu Chapitre 12 verset 30, édition Louis Segond.
- ⁶⁵ Commission de l'Union africaine (2000). « Acte constitutif de l'Union africaine ». In *au.int*. 11 juillet 2000. Lomé, Togo. Accédé le 10 février 2025. Voir https://au.int/sites/default/files/pages/34873-file-constitutive_act_french-1.pdf
- ⁶⁶ Washington Post Staff (2025). "The anti-Trump resistance begins to wake in earnest". In *www.washingtonpost.com*. 26 February 2025. Accessed on 26 February 2025. Retrieved from https://www.washingtonpost.com/politics/2025/02/26/trump-resistance-democrats-musk-doge/?utm_campaign=wp_post_most&utm_medium=email&utm_source=newsletter&carta-url=https%3A%2F%2F2.washingtonpost.com%2Fcar-ln-tr%2F414fbd7%2F67bf49f7677f8547acdb5ce7%2F67a8ed2ff586dc7624ee5a27%2F17%2F59%2F67bf49f7677f8547acdb5ce7
- ⁶⁷ Amaïzo, Y. E. (1980). *De la dépendance à l'interdépendance. Mondialisation et marginalisation : une chance pour l'Afrique*. Editions l'Harmattan : Paris.
- ⁶⁸ AFP (2025). "Mahmoud Ali Youssouf: outsider elected to head African Union Commission". In *www.msn.com*. 16 February 2025. Accessed 17 February 2025. Retrieved from <https://www.msn.com/en-us/news/world/mahmoud-ali-yousouf-outsider-elected-to-head-african-union-commission/ar-AA1z7iQ2> ; « *M. A. Youssouf a refusé de s'exprimer sur Trump, déclarant à l'AFP en décembre - avant l'investiture du Président américain - que sa politique serait jugée "sans préjugés"* ».
- ⁶⁹ Editor Horndiplomat.com (2024). "Raila Odinga's Vision for Transformative Leadership as African Union Commission Chairperson". In *www.horndiplomat.com*. 5 December 2024. Accessed 16 February 2025. Retrieved from <https://www.horndiplomat.com/2024/12/raila-odingas-vision-for-transformative-leadership-as-african-union-commission-chairperson/>
- ⁷⁰ Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, OTAN. Voir <https://www.nato.int/>.
- ⁷¹ A.P. et AFP (2025). « Conférence de Munich, ce qu'il faut en retenir : la leçon de J. D. Vance, l'appel à une armée européenne... ». In *www.lexpress.fr*. 16 février 2025. Accédé le 17 février 2025. Voir <https://www.lexpress.fr/monde/conference-de-munich-ce-quit-faut-en-retenir-la-lecon-de-jd-vance-lappel-a-une-armee-europeenne-PQA3BMRT5RG3FBX3Q5J774JO3E/>
- ⁷² Laruelle, M. (2025). « L'illibéralisme de J. D. Vance ne se contente pas de critiquer les valeurs libérales et progressives, il avance un projet politique réel ». In *www.lemonde.fr*. 25 février 2025. Accédé le 25 février 2025. Voir https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/02/24/l-illiberalisme-de-j-d-vance-ne-se-contente-pas-de-critiquer-les-valeurs-liberales-et-progressives-il-avance-un-projet-politique-reel_6561493_3232.html
- ⁷³ Eisenhower, D. D. (1953). "Speeches "The Chance for Peace" (also known as the Cross of Iron speech)". In *www.eisenhowerlibrary.gov*. April 16, 1953. Audio format of 26 mn 58 sec. Accessed 16 February 2025. Retrieved from <https://www.eisenhowerlibrary.gov/eisenhowers/speeches>
- ⁷⁴ Kilander, G. (2025). "J. D. Vance calls Elon Musk's piece praising far-right German party AfD 'interesting'. Billionaire argues that 'Only the AfD Can Save Germany' in op-ed that prompted commentary editor's resignation. In *www.independent.co.uk*. 3 January 2025. Accessed 16 February 2025. Retrieved from <https://www.independent.co.uk/news/world/americas/us-politics/jd-vance-elon-musk-germany-election-afd-b2673149.html>
- Le soutien assumé d'Elon Musk au parti d'extrême droite allemand, l'AFD durant la campagne des élections législatives en Allemagne et son intervention en direct dans un meeting de l'AFD à Halle, en Allemagne, le 25 janvier 2025) et le soutien non voilé du Vice-Président américain J. D. Vance à ce parti politique ne peut pas à considérer comme « un détail ». Le Vice-Président J. D. Vance, a également rencontré la dirigeante de l'AFD, Alice Weidel, et a critiqué l'exclusion de l'AFD du discours politique.
- ⁷⁵ Lee, M., Spike, L. & Hatton, B. (2025). "Top Russian and American officials will hold talks on ending the Ukraine war without Kyiv". In *apnews.com*. 17 February 2025. Accessed 18 February 2025. Retrieved from <https://apnews.com/article/russia-ukraine-war-us-saudi-talks-0c7f21c2125c97fd0a1f6459eebe6b5b>. La délégation américaine a été conduite par le secrétaire d'Etat Marco Rubio, en présence du conseiller à la sécurité nationale Mike Waltz et de l'envoyé spécial Steve Witkoff et du côté russe, la délégation russe a été dirigée par le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov et le conseiller en politique étrangère Yuri Ushakov.
- ⁷⁶ Internet Modern History Sourcebook (2025). "The Warsaw Pact, 1955. Treaty of Friendship, Cooperation and Mutual Assistance". In *sourcebooks.fordham.edu*. Accessed on the 25th of February 2025. Retrieved from <https://sourcebooks.fordham.edu/mod/1955warsawpact.asp>. Le Pacte de Varsovie (1955-1991), une alliance militaire entre l'Union soviétique et plusieurs pays d'Europe de l'Est, a été dissous le 1^{er} juillet 1991. Depuis sa dissolution, il n'y a pas eu de remplacement

direct ou d'alliance militaire équivalente. Cependant, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a continué à s'étendre vers l'est, intégrant plusieurs anciens membres du Pacte de Varsovie, comme la Pologne, la Hongrie et la République tchèque, avec des tentatives d'intégration impossible de l'Ukraine, de la Géorgie, etc. Néanmoins, la principale raison ayant motivé la formation du pacte de Varsovie, fut l'adhésion de la République fédérale d'Allemagne à l'OTAN au moment de la ratification des accords de Paris le 9 mai 1955.

- ⁷⁷ AFP et Sputnik (2021). « Moscou présente ses exigences pour limiter l'influence de l'Otan et des Etats-Unis ». In www.lepoint.fr 17 décembre 2021. Accédé le 30 janvier 2025. Voir https://www.lepoint.fr/monde/moscou-presente-ses-exigences-pour-limiter-l-influence-de-l-otan-et-des-etats-unis-17-12-2021-2457339_24.php#11
- ⁷⁸ Ahmed, J., Stevenson, C. & Evans, H. (2025). "Ukraine-Russia war latest: Zelensky minerals deal in limbo ahead of Trump address to Congress. Ukrainian president said he was ready to sign rare minerals deal after the Trump administration paused all military aid to Kyiv". In www.independent.co.uk. Accessed on the 4 March 2025. Retrieved from <https://www.independent.co.uk/news/world/europe/ukraine-russia-war-trump-military-aid-zelensky-putin-latest-news-b2708775.html?page=6> ; Le président Donald Trump, le vice-président J. D. Vance et le président ukrainien Volodymyr Zelensky ont eu un échange houleux à la Maison Blanche. L'affrontement s'est produit lors d'une réunion au cours de laquelle M. Trump a critiqué M. Zelensky pour avoir « joué avec des millions de vies » et suggéré que ses actions pourraient déclencher la troisième guerre mondiale. La dispute a dégénéré au point que M. Trump a demandé à M. Zelensky de quitter la Maison Blanche.
- ⁷⁹ Savoie, M. (2025). « C'est la Russie qui définit désormais les règles mondiales du jeu ». In observateur-continental.fr. 26 février 2025. Accédé le 26 février 2025. Voir <https://www.observateur-continental.fr/?module=articles&action=view&id=6680>
- ⁸⁰ Bonnefoy, C. (2024). « OTAN : Trump veut forcer les Européens à augmenter leur participation ». In armees.com. 23 décembre 2024. Accédé le 11 février 2025. Voir <https://armees.com/otan-trump-augmentation-depenses/>
- ⁸¹ Bonnefoy, C. (2024). Op. Cit. : Seuls 23 des 32 membres de l'alliance atteignent aujourd'hui l'objectif de 2 % du Produit intérieur brut dans l'allocation affectée à l'OTAN.
- ⁸² Bonnefoy, C. (2024). Op. Cit.
- ⁸³ Ce genre de « deal » ou « transaction » a existé avec l'Irak une fois le contrôle américain sur ce territoire déstabilisé « acquis ». Il s'agit de l'accord portant sur le programme « pétrole contre nourriture », qui a été établi par les Nations Unies en 1995 en vertu de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'ONU. Ce programme permettait à l'Irak de vendre du pétrole sur le marché mondial en échange de nourriture, de médicaments et d'autres besoins humanitaires pour ses citoyens, sans pour autant renforcer ses capacités militaires. Le programme était géré par l'Organisation des Nations Unies sous le Secrétaire général ghanéen Kofi Annan entre 1996 à 2003. Ce programme avait pour objectif d'alléger les souffrances des civils irakiens causées par les sanctions économiques internationales suite à l'invasion du Koweït par l'Irak. Or, le bilan à posteriori reste largement mitigé, sinon négatif.
- ⁸⁴ Faury, F. (2024). *Des électeurs ordinaires: Enquête sur la normalisation de l'extrême droite*. Editions Seuil : Paris.
- ⁸⁵ Rousseau, C. (2025). *Machiavel : l'essentiel de sa pensée en 100 pages: Explorez la pensée de Machiavel, une immersion lucide dans les mécanismes du pouvoir*. Independently published.
- ⁸⁶ Stone, M. (2024). *Les Mirages de la Logique : Au cœur des sophismes fallacieux* (Les Clefs de la Compréhension). Independently published.
- ⁸⁷ Xinhua/VNA/CVN (2025). « Le Brésil accueille la première réunion des Sherpas des BRICS ». In lecourrier.vn. 26 février 2025. Accédé le 26 février 2025. Voir <https://lecourrier.vn/le-bresil-accueille-la-premiere-reunion-des-sherpas-des-brics/1278302.html>
- ⁸⁸ Aron R. (1985). *Démocratie et Totalitarisme*. Gallimard : Paris.
- ⁸⁹ Vitali, A, Hunt, K., and Thorp V. F. (2018). "Trump referred to Haiti and African nations as 'shithole' countries". In www.nbcnews.com. Jan. 11, 2018. Accessed 7 February 2025. Retrieved from <https://www.nbcnews.com/politics/white-house/trump-referred-haiti-african-countries-shithole-nations-n836946>
- ⁹⁰ Dawsey, J. (2018). "Trump derides protections for immigrants from 'shithole' countries". In www.washingtonpost.com. January 12, 2018. Accessed 8 February 2025. Retrieved from https://www.washingtonpost.com/politics/trump-attacks-protections-for-immigrants-from-shithole-countries-in-oval-office-meeting/2018/01/11/bfc0725c-f711-11e7-91af-31ac729add94_story.html.
- ⁹¹ Promulgué pour la première fois par le Président Obama en 2012, le programme *Deferred Action for Childhood Arrivals* (DACA) permet à certaines personnes, qui sont arrivées aux États-Unis alors qu'elles étaient enfants et qui répondent à plusieurs critères, de demander à bénéficier d'une action différée en matière d'expulsion pour une période de deux ans, susceptible d'être renouvelée. Ces personnes, souvent appelées « Dreamers », peuvent également demander une autorisation de travail. Selon les données publiées par l'USCIS, il y aura eu plus de 537 700 bénéficiaires actifs du DACA en septembre 2024. L'Administration Trump 1.0 a pourtant tenté d'y mettre fin en 2017 sans succès grâce à la Cour suprême, qui en 2020 qui a considéré la « résiliation » demandée par l'Administration Trump 1.0 comme « une résiliation arbitraire et capricieuse en violation de la loi sur la procédure administrative ». Wasey Abebe, H. and Goraya, K. K. (2025). "Deferred Action for Childhood Arrivals (DACA) Under the Trump Administration 2.0. What We Know on Week One". In www.faegredrinker.com. January 27, 2025. Accessed 8 February 2025. Retrieved from <https://www.faegredrinker.com/en/insights/publications/2025/1/deferred-action-for-childhood-arrivals-under-the-trump-administration-2-0>.
- ⁹² Orenstein, J. (2018). "Durbin confirms Trump's comments". In www.washingtonpost.com. February 12. 2025. Accessed 8 February 2025. Retrieved from <https://www.washingtonpost.com/graphics/2018/national/amp-stories/durbin-confirms-trump-comments/>
- ⁹³ United Nations (2024). *World Population Prospects 2024*. Department of Economic and Social Affairs Population Division. Accessed 8 February 2025. Retrieved from <https://population.un.org/wpp/>.
- ⁹⁴ Impossible d'accéder au site de l'USAID depuis que le Président Donald Trump a demandé quelques jours après sa prise de fonction de sa 2^e présidence des Etats-Unis, le démantèlement de cette structure de financement et d'assistance bilatérale américaine aux pays en développement : <https://www.prosperafrika.gov/>

- ⁹⁵ Diallo, M. (2025). "Analysts weigh in on what 2nd Trump term means for Africa". In *www.voanews.com*. January 16, 2025. Accessed 8 February 2025. Retrieved from <https://www.voanews.com/a/analysts-weigh-in-on-what-2nd-trump-term-means-for-africa/7939026.html>
- ⁹⁶ Rédaction Sikafinance.com (2024). « UEMOA : La Côte d'Ivoire, seul pays en excédent commercial avec les USA ». In *www.sikafinance.com*. juillet 2024. Accédé le 12 février 2025. Voir https://www.sikafinance.com/premium/uemoa-la-cote-divoire-seul-pays-en-excedent-commercial-avec-les-usa_50984
- ⁹⁷ Rédaction Sikafinance.com (2024). « Afrique : 47,5 milliards \$EU d'échanges commerciaux avec les Etats-Unis en 2023 ». In *www.sikafinance.com*. 5 juillet 2024. Accédé le 12 février 2025. Voir [https://www.sikafinance.com/marches/afrique-47-5-milliards-\\$EU-dechanges-commerciaux-avec-les-etats-unis-en-2023_47105](https://www.sikafinance.com/marches/afrique-47-5-milliards-$EU-dechanges-commerciaux-avec-les-etats-unis-en-2023_47105)
- ⁹⁸ Rédaction Sikafinance.com (2024). Op. Cit.
- ⁹⁹ Office of the United States Trade Representative – Executive Office of the President (2025). "Africa". In *ustr.gov*. Accessed 10 February 2025. Retrieved from <https://ustr.gov/countries-regions/afrika>
- ¹⁰⁰ United States Census Bureau (2025). "Trade in Goods with Africa. 1997 – 2024". In *www.census.gov/*. Accessed 10 February 2025. Retrieved from <https://www.census.gov/foreign-trade/balance/c0013.html>
- ¹⁰¹ Aruna, O. (2025). "U.S. Foreign Policy for Africa under the Trump Administration". In *theexchange.africa*. Accessed 6 February 2025. Retrieved from <https://theexchange.africa/opinion/us-foreign-policy-africa-trump/>
- ¹⁰² Diallo, M. (2025). "Analysts weigh in on what 2nd Trump term means for Africa". In *www.voanews.com*. 16 January 2025. Accessed 6 February 2025. Retrieved from <https://www.voanews.com/a/analysts-weigh-in-on-what-2nd-trump-term-means-for-africa/7939026.html>
- ¹⁰³ Agyemang, S. E. (2025). "US-Africa Relations Under Trump 2.0: Implications for Ghana and Africa's Global Standing". In *www.theghanareport.com*. 20 January 2025. Accessed 6 February 2025. Retrieved from <https://www.theghanareport.com/us-africa-relations-under-trump-2-0-implications-for-ghana-and-africas-global-standing-scott-edward-agyemang-writes/>
- ¹⁰⁴ Nyabiage, J. (2025). "China's Africa imports rise, but will 2025 headwinds halt the continent's trade gains?". In *www.scmp.com*. 17 January 2025. Accessed on 6 February 2025. Retrieved from <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3295069/chinas-africa-imports-rise-will-2025-headwinds-halt-continents-trade-gains>
- ¹⁰⁵ Neema B. C. -G. (2025). « Chine-Afrique : Un commerce toujours aussi déséquilibré, mais est-ce la faute de la Chine ? ». In *projetafriquechine.com*. 23 janvier 2025. Accédé le 25 janvier 2025. Voir <https://projetafriquechine.com/analyse/chine-afrique-un-commerce-toujours-aussi-desequilibre-mais-est-ce-la-faute-de-la-chine>
- ¹⁰⁶ Effanga, A (2024). "The China-Africa Trade War: Benefits and Challenges in 2024". In *africachinanews.com*. 29 November 2024. Accessed on 6 February 2025. Retrieved from <https://africachinanews.com/the-china-africa-trade-war-benefits-and-challenges-in-2024/>
- ¹⁰⁷ Camus C. (2025). « Afrique : 25 milliards, la Russie gagne gros après le départ de la France du Niger, du Mali et du Burkina Faso ». In *yop.l-frii.com*. 5 février 2025. Accédé le 15 février 2025. Voir <https://yop.l-frii.com/afrique-25-milliards-la-russie-gagne-gros-apres-le-depart-de-la-france-du-niger-du-mali-et-du-burkina-faso/>
- ¹⁰⁸ Agence EcoFin (2024). « Afrique : Les échanges commerciaux avec la Russie ont atteint 24,5 milliards de dollars en 2023, enregistrant une augmentation de 37 % ». In *ecomnewsafrique.com*. 10 décembre 2024. Accédé le 15 février 2025. Voir <https://ecomnewsafrique.com/2024/12/10/afrique-les-echanges-commerciaux-avec-la-russie-ont-atteint-245-milliards-de-dollars-en-2023-enregistrant-une-augmentation-de-37/>
- ¹⁰⁹ Agence EcoFin (2024). Op. Cit.
- ¹¹⁰ Russiaspivottoasia (2025). "Russia's Foreign Trade: 2024 Changes and 2025 Trends". In *russiaspivottoasia.com*. 5 February 2025. Accessed on 6 February 2025. Retrieved from <https://russiaspivottoasia.com/russias-foreign-trade-2024-changes-and-2025-trends/>
- ¹¹¹ Russiaspivottoasia (2025). Op. Cit.
- ¹¹² Bolton, J. R. (2018). "The Trump Administration's New Africa Strategy. Remarks by National Security Advisor Ambassador John R. Bolton. Heritage Foundation, Washington, D.C. In *democracy-africa.org*. 13 December 2018. Accessed 2 February 2025. Retrieved from <https://democracy-africa.org/wp-content/uploads/2019/04/The-Trump-Administration-Strategy-on-Africa.pdf>
- ¹¹³ Opalo, K. (2024). "A Trumpian Policy for Africa. What the Continent Stands to Gain From a Transactional White House". In www.foreignaffairs.com. 4 December 2024. Accessed 26 February 2025. Retrieved from <https://www.foreignaffairs.com/africa/trumpian-policy-africa>
- ¹¹⁴ Usman, Z. (2025). "The Six Areas in Trump's Executive Orders that Countries in Africa and the Global South Should Pay Attention to". In *carnegieendowment.org*. 12 February 2025. Accessed 26 February 2025. Retrieved from <https://carnegieendowment.org/research/2025/02/the-six-areas-in-trumps-executive-orders-that-countries-in-africa-and-the-global-south-should-pay-attention-to?lang=en>
- ¹¹⁵ Boniface, P. (2019). *Requiem pour le monde occidental: Relever le défi Trump*. Editions Eyrolles : Paris.
- ¹¹⁶ Nkrumah, K. (2009). *L'Afrique doit s'unir*. Editions Présence africaine : Paris.
- ¹¹⁷ Glaser, A. et Smith, S. (1994). *L'Afrique sans Africains. Le rêve blanc du continent noir*. Collection « au Vif ». Editions Stock : Paris.